

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DES
INDEMNITÉS A ALLOUER

Aux victimes d'erreurs judiciaires

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le lundi 29 avril 1912, à 2 heures du soir

PAR

Victor ACHALME



TRÉVOUX
IMPRIMERIE JULES JEANNIN

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546718_0017

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DES
INDEMNITÉS A ALLOUER

Aux victimes d'erreurs judiciaires

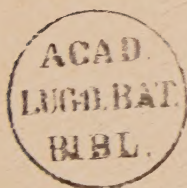
THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le lundi 29 avril 1912, à 2 heures du soir

PAR

Victor ACHALME



TREVoux
IMPRIMERIE JULES JEANNIN

—
1912

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. *, I. Q, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.
THALLER, *, I. Q, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. Q, professeur honoraire.

FLURER, I. Q, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. Q, professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut

APPLETON (Charles), I. Q, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. *, I. Q, professeur de Droit commercial.

PIC, I. Q, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. Q, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, I. Q, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. Q, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. Q, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. Q, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. Q, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. Q, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. Q, professeur de Droit civil.

GONNARD, I. Q, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. Q, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. Q, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GARRAUD, *professeur.*

Assesseurs : MM. APPLETON (Jean), *professeur.*

LAMBERT, *professeur.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions devant être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

A MON FRÈRE

A MES PARENTS

A MES AMIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

A MES PROFESSEURS

INTRODUCTION

Quand on envisage, dans toute son étendue, le problème de la réparation des erreurs judiciaires, on s'aperçoit qu'il se pose aussi bien en matière civile qu'en matière criminelle. Mais dans le domaine de la justice civile l'erreur judiciaire entraîne des conséquences bien moins désastreuses que dans le domaine de la justice pénale. Aussi, voyons-nous les jurisconsultes et les philosophes négliger l'étude de la réparation des erreurs judiciaires au civil pour se consacrer exclusivement à celle des erreurs judiciaires au criminel. Ce sont ces dernières, en effet, qui préoccupent surtout l'opinion publique, vivement émue par le récit dramatique de supplices injustes et de souffrances imméritées.

Quelle situation plus lamentable et plus digne d'intérêt que celle d'un homme qui est accablé sous le poids d'un crime qu'il n'a pas commis, qui voit son nom voué au déshonneur, sa famille mise au rang des parias !

La misère, en son absence, a envahi son foyer ; sa place a été prise à l'atelier. A sa sortie de prison, « il ne trouve plus que l'abandon, la défiance, et la « pauvreté avec tous ses périls » (1).

La justice a accusé, arrêté, condamné un innocent; elle a commis une erreur ; ne doit-elle pas la reconnaître et même la réparer ?

Sans doute, en théorie, on peut concevoir une législation idéale d'où l'erreur se trouverait absolument bannie ; et il faut proclamer bien haut que le premier devoir du législateur est de s'efforcer de prévenir les erreurs judiciaires, soit en édictant de prudentes règles de procédure, soit en se montrant très scrupuleux pour le recrutement des magistrats.

Mais ne voit-on pas que si ces sages précautions peuvent amener une diminution des erreurs judiciaires, elles ne peuvent arriver à les supprimer complètement ?

L'administration de la justice est une œuvre humaine ; imparfaite comme toutes les œuvres de l'homme elle est sujette à l'erreur. *Errare humanum est*. Si intègres que soient les juges, si expérimentés qu'on les suppose, ils peuvent se tromper dans l'interprétation des faits qui leur sont soumis. L'erreur peut provenir d'une des parties, d'un témoin, du hasard.

Par suite d'un fatal concours de circonstances, on n'a pas pu éviter le mal — l'erreur judiciaire — la

(1) Guyot. — *Principes du nouveau Code d'instruction criminelle*.

loi n'offrira-t-elle pas un moyen de le guérir ? Lorsqu'une décision de justice vient à être reconnue erronée, ne semble-t-il pas naturel de la soumettre à un nouvel examen ? et ne faut-il pas s'écrier avec M. Béranger « qu'il y a quelque chose de supérieur « au principe de la chose jugée, c'est la justice elle-même ? »

Ce principe de l'autorité de la chose jugée (1), ne s'impose, d'ailleurs comme le fait remarquer très judicieusement M. Le Poittevin, qu'en raison de « son utilité sociale », et il « tient moins aux chances de vérité, si grandes qu'elles puissent être, « qu'à la nécessité de terminer par un arbitrage, un « conflit contraire à l'ordre public (2) ». Aussi risquerait-on d'affaiblir le principe de l'irrévocabilité des décisions de justice, si on avait la prétention de le maintenir contre toute évidence. « On n'a jamais « pensé, écrit M. Jacquin (3), que la revision portât

(1) M. Béranger admet un droit à réparation, et à la charge de l'Etat une obligation d'assurer cette réparation, nonobstant le caractère souverain des actes du pouvoir judiciaire, *nonobstant aussi la présomption de vérité de la chose jugée*. « Il s'agit de « substituer à la fiction légale, si douloureusement démentie de « temps à autre par les faits, ce grand principe plus conforme à « la conscience et, dans tous les cas, d'une haute portée morale : « qu'aucune règle ne doit être placée au-dessus du devoir social « de rendre exactement la justice à tous, particulièrement à ceux « dont l'infortune est assurément plus pitoyable qu'aucune autre, « qui ont eu le malheur d'être frappés par une condamnation « injuste. »

(2) Le Poittevin. — *Revue Pénitentiaire*, année 1895, p. 941 à 980.

(3) Rapport de M. Jacquin, *Journal officiel*, 17 décembre 1892.

« atteinte à l'autorité de la chose jugée ; c'est la con-
« damnation erronée qui met véritablement celle-
« ci en échec, c'est le fait que l'erreur éclate patente,
« irrécusable aux yeux de tous, que la conscience
« publique est profondément émue et remuée à l'idée
« de la constatation injuste du déshonneur d'un
« homme qui n'a pas failli à l'honneur, à la pensée
« qu'un innocent a subi une peine pour un fait dont
« il n'était pas l'auteur.

« De ce jour-là, le principe a reçu la plus grave
« des atteintes ; on aura beau proclamer son auto-
« rité, la présomption ne saurait prévaloir contre la
« certitude contraire : vouloir nier celle-ci sous pré-
« texte de l'intérêt du principe, ce serait le compro-
« mettre. La proclamation de l'erreur, sa reconnais-
« sance par la justice même qui a été induite par les
« circonstances à la commettre, devient le seul
« moyen de calmer l'émotion trop fondée de la cons-
« cience publique, de réparer dans la mesure du
« possible, l'échec subi par le principe (1). »

Il importe, en outre, de remarquer que la chose

(1) M. Jacquin, ancien directeur des affaires criminelles au ministère de la justice, reconnaît d'ailleurs que la magistrature française « a toujours cherché à poursuivre la réparation d'erreurs heureusement rares, qu'elle avait pu être amenée à commettre par suite de circonstances qui pouvaient surprendre son jugement, sans qu'on puisse faire grief à ses lumières et à sa bonne foi, et qu'elle a pensé que la revision, dans le cas où il y avait erreur certaine, l'annulation du jugement antérieurement rendu, étaient plutôt de nature à rehausser son autorité morale qu'à l'affaiblir. »

jugée en matière criminelle, n'a ni la même force, ni le même caractère que la chose jugée en matière civile. La similitude des mots, d'après M. Le Poittevin, cache une différence de principe. « En matière civile, « dit-il (1), il faut une fixité qui repose, sans nul « doute, sur la science et l'impartialité du juge, « mais qui correspond en même temps à une nécessité des relations sociales. Dans toute contestation, sur une parcelle de terrain, sur une dette, « sur un droit quelconque, le procès une fois fini « doit être clos pour toujours (2) ; des conventions « ou des mutations de propriété s'effectuent, des « intérêts se consolident, sur les bases établies par « la sentence : ce serait tout bouleverser dans l'organisation des familles et des biens et renverser « les situations les mieux acquises, s'il était permis « de revenir sur ce qui fut jadis décidé. En matière « pénale, il faut aussi que la chose jugée triomphe à « un moment donné de toutes les discussions, en ce « sens que l'exécution soit désormais assurée, et que « le verdict soit tenu pour certain en l'état des pièces « du procès. Mais il n'est plus de situation acquise « contre un condamné qui ne doive céder devant les « révélations contraires: la même fixité qui contribue « au bien commun dans les affaires civiles, est ici « une cause de malaise public, quand l'autorité « morale d'une condamnation, qui paraissait juste

(1) Le Poittevin. — Op. cit.

(2) La requête civile apporte parfois des exceptions à cette règle (art. 480 § 1, 9, 10, art. 488 C. proc. civ.)

« au jour de l'arrêt, se trouve ensuite comprise ».

Il y a cependant un cas où la maxime « *Res judicata pro veritate habetur* » conserve toute sa force, alors même qu'il est démontré postérieurement que le juge s'est trompé. C'est quand il s'agit d'une erreur commise au préjudice de l'intérêt social, quand on est en présence d'un jugement acquittant un coupable. Si le juge s'est trompé en faveur de l'accusé, la chose jugée fait acquérir à celui-ci un droit inviolable. Quelques législations étrangères autorisent la révision d'une telle sentence. Dans le code d'instruction criminelle autrichien et dans le code de procédure pénale allemand (1), la reprise d'une procédure terminée par un jugement passé en force de chose jugée peut être ordonnée contre l'inculpé. Les jugements de plus amplement informés, dans notre ancien droit, par contraste avec les jugements définitifs d'absolution réservaient de même, malgré les différences de procédure, la survenance de preuves complémentaires, quand les magistrats manquaient actuellement de preuves suffisantes pour la conviction de l'accusé (2). Mais aujourd'hui notre code d'instruction criminelle autorise seulement la réouverture du procès, s'il survient de nouvelles charges après une instruction d'abord close par une décision

(1) Code de procédure pénale allemand, art. 402. Code d'instruction criminelle autrichien, art. 355. Voir également le Code de procédure pénale de la Norvège, et ceux des cantons suisses de Zurich, Saint-Gall, Lucerne, Appenzell, Schaffouse, Zug, Bâle et Glaris.

(2) Pothier. — *Traité de la procédure criminelle*, n° 10.

de non-lieu (art. 246, 247 du Code d'instruction criminelle) et non pas après un acquittement. En France, la revision ne peut donc pas être ordonnée contre l'acquitté.

Quand il s'agit, au contraire, de reconnaître une erreur commise au préjudice d'un accusé injustement condamné, la voie de la revision est ouverte très largement. Sous l'empire de la loi de 1867, la revision des sentences rendues au criminel et au correctionnel ne pouvait être demandée que dans trois cas : 1° si après une condamnation pour homicide on découvrait des indices suffisants de l'existence de la prétendue victime ; 2° si deux individus différents avaient été condamnés pour le même fait, par deux Cours d'assises différentes, et si les deux condamnations ne pouvaient pas se concilier ; 3° si l'un des témoins entendu avait été, après la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu.

En dehors de ces trois cas, on considérait qu'il y avait présomption absolue, que toute décision définitive, criminelle ou correctionnelle, avait été justement rendue.

La loi du 8 juin 1895 a admis un quatrième cas de revision, dont la formule très large et très générale comprend toutes les chances possibles d'erreur judiciaire. Aux termes de l'article 443 nouveau du code d'instruction criminelle, la revision pourra être demandée « lorsque après une condamnation, un fait « viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque « des pièces inconnues lors des débats seront re-

« présentées, de nature à établir l'innocence du condamné. »

Mais suffit-il que l'erreur soit proclamée et rétractée toutes les fois qu'on la découvre, et ne faut-il pas, en outre, accorder au condamné, ou, s'il n'est plus, à ses ayants-cause un dédommagement moral et pécuniaire ? N'est-il pas désirable et équitable que l'erreur judiciaire, sous quelque forme qu'elle se soit produite, donne lieu à réparation pour le préjudice qu'elle a injustement causé. « Une erreur de la justice, lisons-nous dans Jérémie Bentham, est par elle-même un sujet de deuil, mais que cette erreur une fois connue ne soit pas réparée par des dédommagements proportionnels, c'est un renversement de l'ordre social. Le public ne doit-il pas suivre les règles d'équité qu'il impose aux individus ? N'est-il pas odieux qu'il se serve de sa puissance pour exiger sévèrement ce qui lui est dû et pour se refuser à restituer ce qu'il doit lui-même ? Mais cette obligation est si évidente qu'on l'obscurcit en voulant la démontrer. »

Cette conviction d'un philosophe devait être partagée par un criminaliste des plus distingués, M. Bonneville de Marsangy. « Ce que l'esprit éclairé des hommes droituriers, ce que l'instinct généreux des masses ne pourront jamais comprendre, c'est que l'erreur judiciaire une fois reconnue, la société ne fasse pas tout ce qui est humainement possible pour la réparer » (1).

(1) Bonneville de Marsangy. — *De l'amélioration de la loi criminelle*. T. I, p. 485. Cet auteur ajoute : « La responsabilité de

Quand on étudie la question des indemnités à allouer aux victimes d'erreurs judiciaires, on s'aperçoit qu'elle a deux branches : elle se pose non seulement pour les erreurs qui ont abouti à une condamnation injuste, après la revision du procès pénal, mais encore toutes les fois qu'une poursuite a abouti à une ordonnance de non-lieu ou à un acquittement. A côté de ceux qui ont subi une condamnation injuste, il y en a d'autres plus nombreux qui, sans être condamnés, ont été l'objet de poursuites criminelles d'où est également résulté pour eux un préjudice matériel et moral. Ne convient-il pas de le réparer et de les indemniser ?

Pour pouvoir répondre à cette question, il faut d'abord être fixé sur la nature et l'étendue du principe de l'indemnité. Ce sera l'objet de la première partie de notre étude.

Nous examinerons ensuite quelle application la loi française a faite de ce principe.

Nous passerons en revue, dans une troisième partie, les principales législations étrangères et nous envisagerons les différentes solutions qu'elles ont données à la question qui nous occupe.

« l'erreur est une conséquence du droit de poursuivre. Nul ne « peut avoir les avantages de la poursuite, sans en subir les « inconvénients, et surtout la responsabilité. »

« On ne peut pas admettre que la justice puisse venir dire à « l'innocent accusé : Si la poursuite eût été intentée par un sim- « ple citoyen, il vous eût été dû un dédommagement (246 C. I.), « mais il ne vous est rien dû, parce que cette même poursuite « est faite par tous les citoyens réunis, c'est-à-dire par la Société. »

Nous nous efforcerons enfin de déterminer s'il convient, et dans quelles conditions, d'accorder des indemnités aux personnes ayant bénéficié d'un acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu.

PREMIÈRE PARTIE

Nature et étendue de l'indemnité.

En principe, les criminalistes tombent d'accord pour exprimer la pensée, au moins à l'état de vœu, que toute victime d'erreur judiciaire puisse demander une indemnité pour la dédommager du préjudice qu'elle a injustement subi.

Mais les dissentiments surgissent dès qu'il s'agit de déterminer le caractère que doit revêtir cette indemnité. Est-elle, pour l'Etat qui l'alloue, facultative ? ou bien, au contraire, est-elle obligatoire ? L'erreur judiciaire doit-elle créer au profit de la victime une véritable dette de l'Etat, une obligation

dans le sens juridique, un titre parfait de créance ?
Ou bien doit-elle créer seulement un devoir d'assistance, une obligation dans le sens moral, un titre imparfait, analogue à celui que peut invoquer toute personne atteinte par le malheur ?

CHAPITRE PREMIER

L'indemnité est un secours gracieux.

Il arrive souvent que l'Etat, bien qu'il n'y soit pas astreint en droit strict, intervienne pour atténuer, par un don généreux, les fâcheuses conséquences de calamités publiques, telles que la guerre ou l'inondation par exemple. En accordant des indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires, l'Etat les assimile aux victimes d'un malheur public, obéissant ainsi à un même sentiment de charité et d'humanité. L'indemnité allouée n'est qu'une satisfaction équitable et bienveillante, un simple secours gracieux. Le souverain qui l'octroie ne « paie » pas, il « donne ».

Il en résulte que l'Etat jouit d'une complète liberté d'action pour déterminer les cas où il allouera une indemnité et fixer le montant de cette indemnité.

Libre de l'accorder ou de la refuser, il peut en réserver le bénéfice aux seuls condamnés reconnus innocents à la suite d'une procédure de revision. S'il consent à réparer le préjudice subi par un innocent acquitté, il n'y a rien d'illogique à ce qu'il refuse de dédommager l'innocent relaxé sur ordonnance de non-lieu.

Il a la faculté de ne pas proportionner l'indemnité au préjudice réellement causé. Il peut prendre en considération l'état de ses finances, la situation de fortune de la victime. C'est ainsi que, d'après les termes du rapport présenté par Tarjet au Conseil d'Etat, une indemnité devait être allouée uniquement « à ceux que leur état de fortune réduit à l'impuis-
« sance de supporter le dommage que ces épreuves
« leur ont causé », tandis que les autres ne pouvaient
« réclamer qu'un témoignage d'honneur sans indem-
« nité ».

Pour soutenir leur théorie, les partisans du caractère facultatif de l'indemnité s'appuient sur les règles fondamentales de notre droit public, qui s'opposent à ce que l'Etat soit déclaré responsable. « Si l'on cherche
« à se rendre compte, écrit M. Laferrière (1), des
« différences que présente la responsabilité de l'Etat
« suivant les diverses fonctions qu'il est appelé à
« remplir, on voit que cette responsabilité est d'autant
« plus restreinte que cette fonction est plus élevée.
« La responsabilité de l'Etat est nulle quand la

(1) Laferrière. — *Traité de la juridiction administrative*, T. II, p. 173.

« fonction de l'Etat confine à la souveraineté. C'est
« pourquoi nous avons vu que ni les actes légis-
« latifs, ni les actes de gouvernement, ni les faits de
« guerre ne peuvent donner lieu à une action en
« responsabilité contre l'Etat, quelles que soient les
« fautes imputées à ses représentants. Il en est de
« même des erreurs judiciaires, car l'administration
« de la justice elle aussi est une des manifestations
« de la souveraineté ».

L'Etat souverain est donc irresponsable. Admet-
tons pour l'instant que ce soit là un principe incont-
testé de notre droit public ; on pourrait encore se de-
mander s'il ne conviendrait pas d'y porter atteinte(1).
« Car enfin, le droit public peut être dominé aujour-
« d'hui par des idées fausses qu'il serait heureux de
« corriger demain ».

L'Etat est irresponsable, parce qu'il est tout puis-
sant et qu'il n'y a pas d'autorité qui puisse prononcer
sa responsabilité. De ce qu'en fait l'irresponsabilité

(1) M. Larnaude estime que « ce n'est pas avec des phrases
« creuses sur la prétendue irresponsabilité du pouvoir souverain
« qu'on arrêtera notre réforme. » M. Bérenger traite d'« artificielle
et de féodale » cette théorie de l'irresponsabilité de l'Etat. M. Le
Poittevin écrit : « La question est précisément de savoir s'il ne
« conviendrait pas de toucher au principe de l'irresponsabilité de
« l'Etat. Aussi bien, remarquez-le, ce n'est pas un principe uni-
« versel, un principe de droit public européen général, et il n'est
« peut-être pas pleinement satisfaisant, puisqu'il y a d'autres
« pays qui vivent (au moins dans le domaine de notre étude) sous
« l'empire de l'idée contraire. » Voir *Revue Pénitentiaire*, année
1895. — Article de M. Le Poittevin, sur l'indemnité due aux vic-
times d'erreurs judiciaires.

de l'Etat souverain découle trop souvent de la force des choses, de ce que, par exemple, un particulier ne peut demander compte au pouvoir législatif de ses lois, ni au pouvoir exécutif de ses actes, s'ensuit-il qu'en droit le pouvoir soit toujours irresponsable ?

Si dans certains cas l'Etat souverain est irresponsable, sa souveraineté ne doit pas toujours lui procurer cette prérogative d'irresponsabilité.

La souveraineté a diverses manifestations : tantôt elle s'exprime par voie législative, tantôt par l'exercice des pouvoirs administratif et judiciaire.

S'il s'agit de la souveraineté législative, aucun recours n'existe contre l'Etat. On ne veut pas que les particuliers, se prétendant atteints dans un de leurs droits, puissent attaquer cette loi ou tout au moins demander une indemnité.

« S'il en était autrement, écrit M. de Larnaude, il
« ne serait possible de réaliser aucune innovation
« législative, de changer quoi que ce soit à l'ordre
« existant. Si ces lois nouvelles ne pouvaient inter-
« venir qu'à la condition de ne porter atteinte à
« aucun intérêt, ce serait l'immobilité absolue ! »

Il importe d'ailleurs de remarquer que ces lois nouvelles, ce ne sont pas, la plupart du temps, des hommes qui en sont les auteurs, ce sont les besoins et les exigences modernes, les nouvelles conditions économiques ou sociales de l'existence. C'est notamment « la transformation qui s'opère dans la technique
« de la production et qui a une répercussion si
« prompte sur l'ordre social tout entier. C'est, pour
« prendre une application bien connue, la transfor-

« mation qui s'est produite et se produit encore sous
« nos yeux dans la technique des moyens de trans-
« port. Les chemins de fer ont lésé beaucoup d'inté-
« rêts, ils ont ruiné les entrepreneurs de transports
« en diligence. L'Etat n'a cependant pas indemnisé
« ces derniers (1) ».

C'est que la loi qui a lésé leurs intérêts est une mesure générale et impersonnelle. Le dommage qui leur a été causé n'est pas direct ; il n'est qu'indirect, médiat ; il se produit par contre coup, par ricochet. Or, toutes les fois que l'acte souverain est impersonnel, il ne saurait engendrer de responsabilité.

Si, au contraire, c'est à un individu déterminé que l'Etat s'en prend, il doit être déclaré responsable. L'Etat qui occupe temporairement les terrains d'un particulier pour y établir des chantiers ou y installer des machines doit réparer les dommages qu'il cause. Cette obligation qui lui incombe est sanctionnée par la loi du 28 pluviôse an VIII, qui n'a fait que reproduire avec des modifications de détail la législation antérieure.

L'Etat qui exproprie les biens d'un particulier lui impose également un sacrifice spécial et est tenu de lui payer, d'après une estimation qui garantit parfaitement ses intérêts, une juste indemnité évaluée conformément aux articles 23 et suivants de la loi du 3 mai 1841.

Le dommage subi par l'exproprié est un dommage personnel et direct. Mais ne peut-on pas en dire

(1) Larnaude. — *Revue Pénitentiaire*, année 1896.

autant du dommage causé par une condamnation ou une arrestation qui sont la conséquence d'une erreur ?

« C'est sur un individu déterminé, écrit M. Larnaude, « que s'est abattue la lourde main de la justice, c'est « un individu déterminé qu'elle a privé de sa liberté, « déshonoré peut-être ! Quoi de plus personnel et de « plus direct ? Et quel est le dommage qui mérite « davantage d'être réparé ? (1) ».

Les motifs qui justifient l'irresponsabilité de l'Etat, lorsque la mesure qu'il prend est impersonnelle, ne se rencontrent donc plus lorsque cette décision est dirigée contre un individu déterminé. Et dans ce cas, l'Etat doit réparer le dommage qu'il cause, alors même qu'il a agi en tant que puissance publique.

« C'est qu'il est bien rare, observe M. Hauriou, que « le préjudice causé à un administré ne puisse pas « être rattaché plutôt à l'exécution du service qu'à « l'acte d'autorité ». Et c'est précisément ce qui a lieu pour les victimes d'erreurs judiciaires. « Une « sentence erronée a condamné un innocent. Assu- « rément, ce n'est pas dans la sentence elle-même, « acte d'autorité, qu'il faut chercher le principe de « responsabilité de l'Etat, mais cette sentence a été « l'aboutissant final de l'exécution d'un service, le « service de la justice ; c'est dans l'exécution du « service, dans l'instruction que l'erreur a été com- « mise, par conséquent c'est à côté de l'acte d'auto- « rité que se trouve le principe de la responsabilité ».

Cette tendance à rattacher l'acte de puissance

(1) Larnaude. — Op. cit.

publique à l'exécution d'un service, et à élargir ainsi la responsabilité de l'Etat, s'est manifestée, à maintes reprises, dans la doctrine depuis 1895. « Dans une « série d'arrêts qui ont eu un grand retentissement (1), le Conseil d'Etat paraît avoir définitivement consacré cette manière de voir et abandonné la distinction classique si tranchée entre les actes de gestion engageant la responsabilité de l'Etat, et les actes d'autorité ne l'engageant pas.

Le Conseil d'Etat « plus libre de ses mouvements « que les tribunaux judiciaires, par cela même qu'il « n'est lié par aucun texte et ne fait appel qu'à « l'équité », s'est efforcé de neutraliser les effets fâcheux de l'irresponsabilité de la puissance publique, en s'appliquant à relever tous les cas d'exécution de service qui se cachent derrière les façades des actes de l'autorité. Sans doute, il proclame bien encore le principe de cette irresponsabilité, mais il s'ingénie à le tourner toutes les fois que la théorie de la gestion s'y prête (2).

(1) Michoud. — *La théorie de la personnalité morale et son application au droit français*, 2^e vol. section III. De la responsabilité de l'Etat, p. 257 et suivantes.

(2) « Une longue pratique jurisprudentielle, écrit M. Tirard « (Thèse sur la responsabilité de la puissance publique), a mis en « évidence le mélange intime, dans la vie administrative, du « commandement et de la gestion. Progressivement et fatalement, « le cercle de l'irresponsabilité se rétrécit : la cloison dressée entre « l'autorité et la gestion qui protégea utilement les particuliers « contre l'arbitraire des gouvernants est maintenant un obstacle à « l'évolution d'une jurisprudence désireuse d'assurer aux administrés une plus complète protection... »

La maxime de l'irresponsabilité de l'Etat est d'ailleurs contraire, comme le fait remarquer M. Michoud, à l'unité de la personnalité de l'Etat. « On ne peut comprendre, dit-il, pourquoi un seul et unique être moral serait responsable dans une partie de son activité — les actes de gestion — et irresponsable dans l'autre — les actes d'autorité.

Doctrines et jurisprudence sont donc d'accord pour reconnaître que les principes de notre droit public ne mettent pas obstacle à la responsabilité de l'Etat, alors même qu'il agit par voie d'autorité, toutes les fois du moins qu'il a porté atteinte à un droit appartenant à un individu déterminé et qu'il lui a causé un préjudice personnel et direct.

CHAPITRE II

L'indemnité est une dette de l'Etat.

Bien que le principe de la responsabilité de l'Etat fasse chaque jour de nouveaux adhérents, il a encore des adversaires. Aussi importe-t-il de l'établir solidement.

C'est un axiome juridique que la responsabilité ne se présume pas. Ceux donc qui prétendent que l'Etat est responsable et se trouve dans l'obligation d'indemniser les victimes d'erreurs judiciaires, doivent s'efforcer de découvrir quel est le fondement de cette obligation, quelle est la véritable base du droit à l'indemnité.

Différents systèmes ont été proposés : les uns basés sur le droit civil, les autres sur le droit public.

I

Une première opinion fonde la responsabilité de l'Etat sur l'article 1382 du code civil. « Tout fait
« quelconque de l'homme, qui cause à autrui un
« dommage, oblige celui par la faute duquel il est
« arrivé à le réparer ». L'Etat commet une faute
lorsqu'il poursuit, juge ou condamne un innocent.
« Si une erreur est commise, écrit M. Le Poittevin,
« si un homme est à tort poursuivi, arrêté, condamné,
« c'est parce qu'il y a une faute quelque part, un vice
« dans les institutions, ou une inadvertance dans
« leur application, en fin de compte, un reproche
« imputable à ceux qui ont organisé les lois représ-
« sives, à ceux qui les mettent en œuvre, c'est-à-
« dire aux représentants de la société elle-même (1) ». L'erreur judiciaire constitue une faute sociale com-
mise dans l'administration de la justice et dont l'Etat
doit réparation. Il y a lieu d'appliquer l'article 1382.

On objecte, il est vrai, que « l'application de l'arti-
« cle 1382 disparaît lorsque le fait dommageable n'est
« que l'exercice d'un droit », et l'on fait remarquer
que « l'Etat qui rend la justice exerce un droit » (2).
Mais l'Etat qui commet une erreur en accomplissant
son œuvre de justice, fait-il un usage légitime de son
droit, s'en sert-il conformément à sa destination ?
N'occasionne-t-il pas en l'espèce un préjudice anor-
mal et par conséquent injuste dont il doit répara-

(1) Le Poittevin. — *Revue Pénitentiaire*, année 1895.

(2) Camoin de Vence. — *Revue Pénitentiaire*, année 1896.

tion ? Voilà, à notre avis, la seule façon de poser la question.

Le reproche le plus grave que l'on puisse adresser à la théorie qui appuie sur la faute délictuelle la responsabilité de l'Etat, c'est qu'elle ne résout que très incomplètement le problème de la réparation.

En effet, pour pouvoir obtenir des dommages-intérêts en vertu de l'article 1382, il faut prouver la faute de l'auteur du dommage. Il ne suffira donc pas à la victime de l'erreur judiciaire de dire « qu'un « vice quelconque, vraisemblable, mais indéterminé, « a dû produire le malheur qui l'accable, il faudra « qu'elle le démontre, comme dans un procès entre « particuliers, la victime d'un accident doit démon- « trer la faute de celui qu'elle accuse » (1). Il faudra qu'elle fasse la preuve que l'erreur dont elle souffre résulte d'une faute précise de l'Etat. « Or, cette « preuve, comme le remarque M. Le Poittevin, sera « apportée plus ou moins rarement, plus ou moins « souvent, mais non pas toujours. » A quelles difficultés ne se heurtera-t-on pas quand il s'agira d'établir que la faute résulte de l'ignorance, de la légèreté ou de la faiblesse du juge.

N'y a-t-il pas des hypothèses où la vérité reste obscurcie par suite d'un fatal concours de circonstances, quelles que soient les lois en vigueur, la prudence et la clairvoyance des magistrats en fonctions ? N'est-ce pas le cas de rappeler les éloquentes paroles de M. Béranger : « Il y a deux justices, l'hu-

(1) Le Poittevin. — Op. cit. 1895.

« maine et la divine. La divine est la justice qui ne
« se trompe pas. La justice humaine est celle qui se
« trompe. » Est-ce qu'on aurait la prétention de voir
une faute dans toute erreur judiciaire ?

Pour éviter ces difficultés de preuve et mettre les cas fortuits à la charge de l'Etat, on a fait appel au système de la présomption de faute. La société dépositaire de la justice a le devoir de l'assurer. Une injustice a été commise, elle a donc manqué à son devoir. Par cela seul qu'un innocent a été poursuivi et condamné, l'Etat est présumé en faute. Toute victime d'erreur judiciaire pourra se prévaloir d'une présomption de faute à la charge de l'Etat et réclamer des dommages-intérêts. Tandis que dans l'application de l'art. 1382, c'est à celui qui réclame une indemnité à prouver que son adversaire a commis la faute, ici celui qui demandera l'indemnité se prévau- dra de la présomption de faute et ce sera ensuite à l'Etat, représenté par le ministère public, à détruire cette présomption.

Mais il est aisé de répondre « que les cas où la loi
« juge nécessaire de baser la responsabilité sur une
« faute présumée ont un caractère tout à fait excep-
« tionnel, et ne se laisse justifier que par les gros
« bénéfices que tire quelqu'un de l'entreprise à l'oc-
« casion de laquelle il devient responsable même du
« fait d'autrui. » Or, l'Etat ne retire aucun profit du
dommage qu'il cause à la victime de l'erreur judi-
ciaire. Et l'on a même pu écrire que « ce dommage a
« été causé pour ainsi dire dans l'intérêt même de la
« personne qui l'a subi, vu qu'il a été engendré par

« l'exercice d'une fonction ayant pour but de protéger l'ordre social contre les attaques des malfaiteurs et de défendre les honnêtes gens contre les « criminels » (1).

Le dommage, dit-on, prouve la faute. Cette affirmation nous paraît vraisemblable quand la revision a été prononcée et que l'on se trouve en présence d'un condamné innocent. Les juges sont présumés en faute d'avoir pris des indices pour des preuves, proclamé la culpabilité d'un individu alors qu'elle n'était pas établie. Quand il s'agit d'ordonnances de non-lieu ou de sentences d'acquittement, la situation est bien différente. Il semble difficile de relever une faute à la charge des magistrats qui les ont rendues. On ne peut leur faire un grief des mesures préalables d'instruction qu'ils ont cru devoir prendre, ni leur reprocher d'avoir poursuivi, arrêté des individus dont l'innocence est démontrée postérieurement. L'intérêt social commande que les magistrats puissent arrêter quelqu'un sans être sûrs qu'ils mettent la main sur le coupable ; qu'ils puissent le maintenir en prison tant que des charges sérieuses pèsent sur lui ; qu'ils puissent même le renvoyer devant les tribunaux criminels ou correctionnels, toutes les fois qu'ils ont réuni contre lui des soupçons ou des indices suffisamment graves (2). Sans doute, si l'arres-

(1) Edmond de Krzysmuski, professeur à l'Université de Cracovie. *Revue Pénitentiaire*, année 1894, p. 806 à 815.

(2) Art. 221 C. I... « Les juges examineront s'il existe contre le « prévenu des preuves ou des indices d'un fait qualifié crime par « la loi, et si ces preuves ou indices sont assez graves pour que « la mise en accusation soit prononcée. »

tation, la détention ont porté sur un individu qui est plus tard reconnu innocent, il y a là un préjudice injustifié dont l'Etat doit réparation. Mais ce préjudice n'implique pas une faute de l'Etat ou une faute de ses magistrats, car l'intervention de la justice au moment où elle s'est produite, était nécessitée et justifiée par la présomption de culpabilité qui pesait sur le prévenu ou l'inculpé. Prétendre que la justice commet une faute quand elle prend des mesures de rigueur contre un individu présumé coupable, ce serait rendre impossible son action, ce serait enlever aux magistrats « cet esprit d'initiative et cette liberté d'action qui sont absolument nécessaires à leur œuvre. »

Insuffisant pour résoudre le problème des indemnités à allouer aux victimes d'erreurs judiciaires, le système qui se fonde sur l'article 1382 a encore l'inconvénient de faire application à l'Etat d'un texte qui ne paraît avoir rien à faire dans les hypothèses qui nous occupent. L'article 1382 du code civil a été écrit pour régler les rapports de deux personnes, dont l'une est débitrice de l'autre à raison du préjudice causé, mais qu'aucun lien juridique spécial, antérieur au dommage, ne rattache entre elles. Il cesse de s'appliquer lorsque la personne qui a souffert du préjudice est rattachée à celle qui l'a causé par un lien de droit antérieur : ce sont alors des dispositions spéciales de la loi qui régleront le mode et l'étendue de la réparation. Or, l'Etat agissant comme souverain et le citoyen considéré comme sujet ont des obligations réciproques ; ils sont l'un vis-à-vis

de l'autre dans une situation qui ressemble fort à celle de deux contractants. Il y a donc entre eux des rapports juridiques antérieurs et supérieurs à toute idée de faute qui écartent péremptoirement l'application de l'article 1382 (1).

II

Rejetant le système de la « faute délictuelle » plusieurs auteurs ont prétendu assigner pour fondement à la responsabilité de l'Etat une « faute contractuelle ». Ils supposent que l'administration de la justice a à sa base un contrat, le contrat social. Ce contrat, tacite ou exprès, accorderait certains droits à la Société, mais lui imposerait par contre, certaines obligations. L'individu aurait renoncé à son droit de défense et de vengeance individuelles au profit de l'Etat qui se serait engagé, en échange, à lui garantir la sécurité dans sa personne et dans ses biens.

Cette sécurité peut être troublée, non seulement par les agissements des autres membres de la Société,

(1) On a essayé de fonder la responsabilité de l'Etat sur l'article 1384. L'Etat répondrait des fautes de ses magistrats de même qu'un commettant répond des fautes de ses préposés. Ce système ne saurait être admis. « Les fonctionnaires investis du droit de « prendre des décisions au nom de l'Etat, ne sont point les « *préposés* de l'Etat, mais ses *organes* ; leurs actes considérés « comme actes de l'Etat lui-même, l'engagent en vertu de l'article « 1382, et non en vertu de l'article 1384... (Michoud. — *Revue de droit public et de science politique* », année 1895.

mais par le fait de la Société elle-même qui dirige des poursuites et prononce des peines pécuniaires ou privatives de liberté.

Ces poursuites et ces peines sont justifiées, si l'individu contre qui elles sont prononcées a contrevenu aux lois, s'il a le premier, par cette contravention, violé les termes du contrat, car la Société ne fait que lui demander la réparation du dommage causé par cette violation. « Mais s'il n'a en rien
« contrevenu aux lois, s'il est resté fidèle aux conditions stipulées, le trouble que la Société lui cause,
« sous prétexte de lui demander compte d'une faute
« qui n'existe pas, ce trouble même n'est qu'une
« violation du contrat, pour la réparation de laquelle
« une indemnité s'impose (1) ».

Ainsi donc « toutes les fois qu'il sera établi que
« les citoyens ont violé la loi, ils seront à juste titre
« punis et frappés ; mais lorsqu'au contraire, il sera
« prouvé qu'ils l'ont observée, ce qui arrivera dans
« le cas de poursuites ou de condamnations imméritées, ils seront fondés à exercer un recours contre
« cette Société qui aura méconnu ses obligations à
« leur égard, et à se faire indemniser par elle du
« dommage qu'ils auront éprouvé ».

Le pouvoir social n'est légitime qu'à la condition de ne pas agir en dehors des prévisions naturelles des contractants. Or, il n'est pas entré dans les prévisions de l'individu qu'il puisse être châtié sans avoir contrevenu aux lois.

(1) Bavière. — Thèse, p. 16.

On pourrait objecter, il est vrai, que l'individu, en contractant, a accepté de supporter les imperfections de la justice sociale, espérant par compensation profiter des avantages qu'elle lui assure ; qu'il a, en échange de la protection générale que lui accorde la Société, fait l'entier abandon de sa personne. Mais il est aisé de répondre que cette prétendue renonciation serait bien extraordinaire et bien peu conforme à la nature humaine : « En face de cette puissance
« nouvelle qui pouvait lui donner la sûreté, mais
« aussi anéantir tous ses droits, l'homme des âges
« primitifs, avec son indépendance et sa fierté natives,
« n'a pu sacrifier absolument ce qu'il avait de plus
« cher au monde, sa personne et sa liberté, sans
« se réserver, comme une suprême compensation,
« le droit d'obtenir réparation du préjudice qui lui
« aurait été indûment causé par ce pouvoir social
« auquel il consentait seulement à se soumettre ».

Si le pouvoir social commet à son préjudice une erreur judiciaire et porte ainsi sans motif atteinte à ses droits, il est bien venu à prétendre que son co-contractant a violé le contrat. Par là même et par cela seul qu'il a commis une erreur, l'Etat se trouve avoir manqué à ses engagements ; et la victime de l'erreur qui réclame des dommages-intérêts n'a plus à faire la preuve d'une faute précise, il suffit qu'elle fasse constater l'inexécution du contrat intervenu.

Mais ce contrat que l'on invoque à l'appui de cette théorie a-t-il réellement existé ? La vie en société n'est pas un fait volontaire et raisonné de l'homme ; elle est la conséquence d'instincts, de sentiments

obscur, d'un besoin de protection, et de la nécessité qui s'impose aux hommes de se grouper pour être plus puissants. Les rapports sociaux se sont établis par la force des choses plutôt que par le fait d'une volonté libre.

Le contrat que l'on suppose avoir été passé à l'époque primitive donne libre carrière aux interprétations les plus divergentes, car nul n'en connaît ni « la date, ni les signataires, ni les termes ».

Nous avons vu que, d'après l'interprétation qu'on en donne, l'Etat se serait engagé à ne pas commettre d'erreur. Est-il possible d'accueillir une prétention aussi exorbitante ? Les hommes ont-ils pu raisonnablement promettre l'impossible, s'engager à être infaillibles ? Est-ce qu'une semblable clause ne vicie pas le contrat ?

Bien loin d'être une « violation du contrat social », l'erreur commise nous paraît au contraire « être purement et simplement l'exécution du contrat social ». C'est, en effet, parce que l'Etat s'est engagé à poursuivre les malfaiteurs et à protéger la sécurité des citoyens que des poursuites ont été intentées et qu'une condamnation a été prononcée à tort.

Si cette erreur n'a pas été produite par une négligence coupable, comment la victime invoquerait-elle le contrat social pour réclamer des dommages-intérêts ? « L'Etat répondrait que la sécurité générale « passe avant les sécurités individuelles, que le « contrat doit être exécuté vis-à-vis de tous avant de « l'être à l'égard de chacun, qu'il manquerait à ses « devoirs envers la masse s'il était arrêté dans ses

« mesures d'instruction et de répression criminelles
« par la crainte d'une erreur (1) ».

La théorie du contrat social n'est donc qu'une hypothèse ingénieuse dont l'exactitude est loin d'être démontrée. Alors même qu'elle le serait, on pourrait lui reprocher de ne résoudre qu'incomplètement le problème de la réparation des erreurs judiciaires. Comme le système de la faute délictuelle, la théorie de la faute contractuelle a l'inconvénient de considérer les rapports entre l'Etat et les citoyens comme des rapports de particulier à particulier, alors que l'Etat qui rend la justice est vis-à-vis des citoyens le souverain. Elle a surtout le tort d'obliger à chercher la justification de l'indemnité dans un fait qui ne se confond pas avec l'erreur, qui n'existe pas dans toute erreur, dans une faute. « L'erreur judiciaire, « comme le fait observer M. Bavière, a sa source « dans un ensemble de circonstances, telles que l'im- « perfection de l'appareil de la justice, l'ignorance « et les passions des hommes, qui peuvent quelque- « fois constituer une faute et entraîner une responsa- « bilité, mais ne sont le plus souvent que de vérita- « bles cas de force majeure, des risques inhérents à « l'œuvre même de justice, risques que le progrès « des lois et des mœurs peut diminuer, mais qui « jamais ne disparaîtront ».

(1) Bavière. — Thèse, p. 18.

III

Si l'on a voulu établir la responsabilité de l'Etat sur la théorie de la faute, c'est que l'on a considéré comme un véritable dogme ce principe, qui autrefois était admis sans conteste, qu' « il n'y a pas de responsabilité sans faute ». Et alors, comme l'on prétendait que l'Etat était responsable, on en concluait que c'était sans doute parce qu'il était en faute.

Mais de nos jours la théorie traditionnelle de la faute est en train de disparaître, même dans les rapports entre particuliers. Elle subit actuellement « une crise », et de plus en plus se dégage la notion d'une responsabilité sans faute. Faisant application des idées nouvelles au problème de la réparation des erreurs judiciaires, on s'est efforcé de substituer la notion de risque à la notion de faute. On a cherché à éliminer l'idée de faute présumée pour considérer uniquement le caractère de la lésion. « La procédure, « l'instruction criminelle et la détention ont eu lieu « dans l'intérêt de tous, car la répression est d'intérêt collectif ; elles ont cependant porté sur les « droits d'un seul, sur le premier de ses droits, la « liberté individuelle. Il lui est donc dû compensation du sacrifice immérité qu'il a dû subir au nom « de l'utilité générale. *L'erreur judiciaire devient « ainsi un risque inhérent à l'exercice même de la « fonction judiciaire (1) ».*

(1) Le Poittevin. — *Revue Pénitentiaire*, année 1895.

Cette théorie a été brillamment soutenue par M. Larnaude dans une discussion à la Société générale des prisons : « Qu'est-ce donc, en effet, s'écriait-il, « que la théorie du risque professionnel, qui forme la « base de toutes les lois récentes sur la responsabi- « lité en cas d'accidents dans l'industrie ? Qu'est-ce « donc, sinon l'abandon complet de cette théorie de « la faute, théorie exclusivement et étroitement « individualiste, qui ne peut plus suffire dans les « conditions nouvelles faites à l'industrie, par suite « des transformations apportées à la technique de « la production ? Il résulte, en effet, de ces trans- « formations qu'il y a une foule d'accidents dont la « cause reste inconnue. Peut-on cependant laisser « sans indemnité l'ouvrier victime d'un accident, « dont on ne peut faire remonter la responsabilité à « une faute du patron ? Ne vaut-il pas mieux grever « de cette indemnité les frais généraux de la pro- « duction industrielle ? C'est ce qu'on a pensé, et « c'est ce qui a fait établir cette théorie du risque « professionnel dont on a pu dire sans exagération « qu'elle est en train de faire le tour du monde et « de révolutionner partout la législation du travail.

« C'est une idée pareille qu'il faut faire pénétrer « dans la partie de la législation criminelle qui nous « occupe. Lorsque cette grande machine qui s'appelle l'Etat, cent fois plus puissante et cent fois « plus dangereuse aussi que les machines de l'industrie, a blessé quelqu'un, il faut que tous ceux « dans l'intérêt de qui elle fonctionnait en causant « ce préjudice viennent le réparer. Ainsi l'exigent

« les principes de solidarité et de mutualité qui sont
« le fondement même de nos institutions et dont
« aucune conséquence n'est certes plus intéres-
« sante (1) ».

L'erreur est donc un accident inséparable, un risque du fonctionnement de la justice ; la société qui profite de ce fonctionnement, dans l'intérêt de laquelle, en matière pénale, cette justice est rendue, doit supporter les inconvénients et les risques de ce fonctionnement et des erreurs commises, en assurant aux victimes de ces erreurs une indemnité proportionnelle au préjudice souffert. « N'est-il point juste, « écrit M. Bérenger, de considérer les chances d'er-
« reur, qui malheureusement peuvent toujours pla-
« ner au-dessus de la justice humaine, comme cons-
« tituant un risque social que chacun est obligé de
« subir par la nécessité imposée à tous de se plier
« aux exigences de la sécurité sociale ? Or, ce risque
« social, qui donc en peut être responsable, sinon
« l'Etat ? »

De cette manière nouvelle d'entendre la responsabilité de l'Etat, résulte cette conséquence très intéressante que l'Etat répond des cas fortuits. Si l'on invoque l'article 1382 et le système de la faute, la responsabilité de l'Etat disparaît lorsque l'erreur judiciaire provient d'un cas fortuit ; si l'on s'appuie, au contraire, sur la théorie du risque, l'Etat devra une indemnité à la victime de l'erreur judiciaire, quoique l'erreur soit due à un fatal concours de cir-

(1) Larnaude. — *Revue Pénitentiaire*, année 1896, p. 14 et suivantes.

constances. La machine judiciaire fonctionne au profit de la Société ; il est équitable que la Société prenne à sa charge les accidents dus à ce fonctionnement et dont la cause reste inconnue. De même que l'ouvrier peut réclamer une indemnité quand il est victime d'un accident dans lequel la faute du patron n'est cependant pas établie, de même la victime d'une erreur judiciaire a le droit d'obtenir des dommages-intérêts, alors même que l'Etat ne s'est rendu coupable d'aucune négligence.

Ce n'est pas seulement « l'erreur, l'acte illégal, la négligence » qui peut causer un dommage et entraîner la responsabilité de l'Etat, ce peut être la mauvaise organisation d'un service, son fonctionnement défectueux. C'est ce qui ressort d'une jurisprudence élaborée de toutes pièces par le Conseil d'Etat à propos des dommages causés par les travaux publics. « Que ces dommages, écrit M. Hauriou, proviennent de l'établissement même d'un ouvrage, qu'ils résultent d'un vice même de son plan, de sa mauvaise exécution, de son entretien défectueux, de sa démolition, de sa disparition, qu'ils aient été causés par des fautes de service des fonctionnaires ou des agents qui l'ont exécuté ou qui ont la charge de son fonctionnement et de sa conservation, c'est toujours le travail public qui est réputé les avoir causés et c'est la responsabilité du maître de l'ouvrage qui seule se trouve engagée (1) ».

(1) Hauriou. — *Droit administratif*, 4^e édition.

Ces idées adoptées en matière de travaux publics sont susceptibles d'être transplantées dans le domaine de la justice pénale et appliquées au problème de la réparation des erreurs judiciaires. La responsabilité de l'Etat se trouve engagée sur la simple justification du préjudice que cause à celui qui en est victime une poursuite imméritée ou une condamnation injuste. Il n'y a pas à distinguer selon que l'erreur judiciaire est le résultat de la malveillance, d'un défaut de clairvoyance ou d'un fatal concours de circonstances. Une seule chose est à considérer, à savoir que le préjudice subi est le fait, la conséquence du fonctionnement du service de la justice. Il convient d'ouvrir l'action en réparation à la victime de ce préjudice, bien qu'il n'ait été occasionné, la plupart du temps, que par « la force passive, inconsciente, aveugle de la machine judiciaire », et il y a lieu de mettre les « accidents judiciaires » à la charge de cet entrepreneur qui s'appelle l'Etat.

Mais cette théorie du risque est trop absolue, et elle conduit à des résultats inadmissibles en droit public. On conçoit que la puissance publique soit tenue de réparer les dommages causés par le fonctionnement de la machine judiciaire ; mais encore faut-il que la machine ait « fonctionné à faux. » Pour que le préjudice soit réparé, il faut établir qu'il provient d'un fonctionnement irrégulier du service de la justice.

Comment peut-on prétendre mettre à la charge de l'Etat, puissance publique, tous « les accidents judiciaires », alors que l'Etat patron ne répond pas in-

distinctement de tous les accidents survenus dans l'entreprise qu'il exploite ? On n'a jamais osé appliquer à l'Etat entrepreneur la théorie du risque telle qu'elle est formulée dans la loi du 9 avril 1898. Cette loi ne décharge le patron de toute responsabilité qu'en cas de blessure volontaire de l'ouvrier ; la jurisprudence administrative a toujours admis que l'Etat pouvait prouver que l'accident est dû à l'imprudence de l'ouvrier, et l'indemnité n'est allouée que si cette preuve n'est pas faite. Il doit en être ainsi en matière d'erreurs judiciaires, et l'Etat doit pouvoir s'exonérer de toute responsabilité, en démontrant que la poursuite et la condamnation erronées sont dues à l'imprudence de celui qui en a été victime.

Sans doute les théoriciens du droit administratif se sont inspirés des nouvelles tendances du droit civil en matière de responsabilité ; mais ils se sont efforcés d'en faire à l'Etat une adaptation intelligente et de les mettre en harmonie avec les principes de notre droit public. Pour ce faire, ils ont imaginé une théorie ingénieuse, analogue à la théorie du fait ou du risque, puisqu'elle écarte l'idée de faute pour ne considérer que le caractère de la lésion, mais qui en diffère, parce qu'elle est uniquement fondée sur le terrain du droit public.

IV

Cette théorie du droit public, qui paraît acceptée dans son principe par le Conseil d'Etat et qui a servi

à étendre l'idée de la responsabilité de l'Etat aux actes de puissance publique, est basée sur le principe de l'égalité des citoyens devant les charges publiques. Ce principe joue dans le domaine du droit public le rôle que joue dans le domaine du droit privé le principe fondamental que tout dommage causé oblige son auteur à le réparer. C'est un des principes généraux placés à la base de notre organisation politique.

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, des 3-14 septembre 1791, dispose dans son article 13 que : « Pour l'entretien de la force publique et les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; *elle doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés.* » Ce principe de l'égalité des charges a été, à maintes reprises, solennellement affirmé par le législateur et inscrit en tête de nos Constitutions (1). On lit, notamment dans le préambule de la Constitution des 4-10 novembre 1848, article VII : « Les citoyens doivent aimer la patrie, servir la République, la défendre au prix de leur vie, *participer aux charges de l'Etat en proportion de leur fortune.* »

La théorie de l'égalité des charges se formule ainsi : les citoyens doivent participer *également* aux charges des services publics ; ils ne doivent pas souff-

(1) Constitution de l'an III, art. 306 ; chartes de 1814 et de 1830, art. 2. Si la constitution de 1875 est muette sur ce point, c'est uniquement parce qu'elle s'abstient de toute formule générale.

frir plus les uns que les autres des charges imposées dans l'intérêt de tous. Sans doute l'intérêt général doit primer les intérêts individuels, et l'Etat peut exiger des citoyens une diminution de leurs droits légitimes, leur imposer un sacrifice. C'est ainsi qu'il peut obliger le citoyen à payer l'impôt, à être soldat, etc. Mais l'Etat ne peut imposer dans l'intérêt général, à un citoyen, un sacrifice *supérieur* à celui qu'il demande aux autres citoyens, qu'à la condition de lui fournir *une compensation*. « Si l'atteinte à
« la liberté est en même temps une violation de
« l'égalité, le citoyen sacrifié de préférence aux
« autres citoyens est en droit d'obtenir une indem-
« nité destinée à réparer le *préjudice* « *spécial* »
« qu'on lui a fait subir. Il faut que toute atteinte,
« même nécessaire et légitime, à un droit soit tou-
« jours compensée lorsqu'elle porte sur un individu
« déterminé. »

Cette théorie a été soutenue en Allemagne par M. Otto Mayer, qui base la responsabilité de l'Etat sur l'injustice qui se produirait si on imposait à un membre de la Communauté un *sacrifice spécial* (besonderes opfer) hors de proportion avec les charges que supportent les autres citoyens. Elle a été formulée en France avec beaucoup de précision par M. Teissier et par M. Tirard dans sa thèse sur la responsabilité de la puissance publique. Elle a été adoptée par M. Michoud qui écrit : « Il est sans doute
« nécessaire parfois que l'Etat impose à quelques-
« uns des sacrifices plus étendus qu'à d'autres ; mais
« qu'alors il les indemnise ; qu'il fasse, mais qu'il

« paie ; tel est sur ce point le sentiment qui tend à devenir prédominant » (1).

Ce principe de l'égalité des charges est d'une application courante et incontestée en matière de travaux publics et d'expropriation pour cause d'utilité publique. L'Etat peut, dans un intérêt général, occuper temporairement les terrains d'un particulier pour y établir des chantiers ou y installer des machines ; mais il est tenu de réparer les dommages qu'il cause, parce que ces dommages sont exceptionnels et qu'ils ne se répartissent pas également entre tous les citoyens. L'Etat a le droit d'exproprier les biens d'un particulier, mais il doit lui verser une juste et préalable indemnité pour le dédommager du sacrifice spécial qu'il lui impose.

En sera-t-il autrement lorsque le citoyen, à qui il a été demandé un service extraordinaire et exceptionnel, a souffert non plus directement dans ses biens, mais dans sa personne ? L'Etat a, dans l'intérêt général, pour remplir sa mission de préservation et de défense sociale, poursuivi, arrêté, condamné un citoyen. Plus tard, on s'aperçoit qu'une erreur a été commise : cet individu était innocent. Du fait de sa

(1) Michoud. — *La théorie de la personnalité morale et son application au droit français*, 2^e volume, section III. De la responsabilité de l'Etat, p. 257 et suivantes. — M. Seligmann lui-même, après avoir nettement établi que l'Etat, quand il agit dans l'exercice de sa souveraineté, ne peut commettre ni une faute ni un quasi-délit qui engagent sa responsabilité, déclare qu'une sorte de justice supérieure devrait amener la société à ne jamais laisser l'innocent subir seul le poids d'un service public qui profite à tous.

détention et de sa condamnation imméritées, il se trouve avoir subi un préjudice « *spécial* ». « La pro-
« cédure, l'instruction criminelle et la détention ont
« eu lieu dans l'intérêt de tous, car la répression
« est d'intérêt collectif. Elles ont cependant porté
« sur les droits d'un seul ; elles ont même porté sur
« le premier de ses droits, sur la liberté individuelle.
« *Il lui est donc dû compensation du sacrifice immé-
« rité par hypothèse, qu'il a [dû subir au nom de
« l'utilité générale* » (1).

L'innocent poursuivi ou condamné est donc dans la même situation que l'exproprié. Comme lui, il doit pouvoir s'appuyer sur le principe de l'égalité des charges pour demander réparation ou compensation du préjudice spécial qu'on lui a imposé. Dans les deux cas un acte très normal de l'Etat a privé l'individu d'un de ses droits, dans les deux cas l'Etat doit réparer le préjudice spécial qu'a causé à l'individu cette atteinte à l'un de ses droits.

M. Larnaude s'est efforcé de pousser encore plus loin cette analogie, en montrant que « le droit à
« indemnité en cas d'expropriation pour cause d'uti-
« lité publique n'a pas, au point de vue historique,
« un processus, un développement autre que celui
« que l'on rencontre pour la réparation des erreurs
« judiciaires. Dans notre ancien droit, écrit-il, lors-
« que le droit de propriété individuelle n'était pas
« reconnu d'une façon absolument nette, à l'époque
« des théories féodales et de la monarchie absolue,

(1) Le Poittevin. — *Revue Pénitentiaire*, année 1895.

« lorsque Louis XIV prétendait avoir un droit de
« propriété sur tous les biens de ses sujets, il n'y
« avait pas non plus un droit reconnu et organisé
« en cas d'expropriation. On indemnisait quand on
« pouvait et surtout on n'indemnisait jamais préa-
« lablement. Ce n'est que lorsque l'idée d'un droit
« de propriété individuelle absolu, d'un droit oppo-
« sable à l'Etat lui-même, eut pénétré dans la légis-
« lation constitutionnelle et plus tard dans la légis-
« lation ordinaire qui l'a organisé, c'est alors
« seulement que le droit d'indemnité a été proclamé
« et organisé.

« Le principe de la réparation de l'erreur judiciaire
« suit une marche analogue. Qu'est-ce, en effet, que
« le droit dont on s'occupe ? C'est le droit de liberté
« individuelle, c'est en même temps un droit qui
« n'est pas proclamé sans doute dans les constitu-
« tions, mais qui existe cependant, car il se dégage
« des textes, c'est le droit qu'a l'individu au respect
« de son honneur et de sa considération. Mais ce
« sont là des droits de date bien plus récente que
« le droit de propriété. Ils n'existent vraiment que
« d'hier. Quoi d'étonnant, dès lors, s'ils sont bien
« moins protégés que le droit de propriété ? Ils
« sont encore en voie de développement et de
« formation, et c'est ce qui explique les luttes si
« vives que suscite tout nouvel essai de les protéger
« contre celui qui les menace le plus, c'est-à-dire
« contre l'Etat. Mais il faut arriver à faire entrer
« cette protection dans les législations positives.
« Il le faut d'autant plus que cette idée s'est

« emparée de la conscience juridique moderne,
« à savoir que ces deux droits valent bien le droit
« de propriété ; j'ajoute que, pour beaucoup même,
« ils valent davantage (1) ».

Les partisans de la théorie de l'irresponsabilité de l'Etat se sont acharnés à combattre cette assimilation entre la situation de l'exproprié et la situation de l'innocent poursuivi ou condamné. Ils ont fait deux objections, dont la première se formule ainsi :
« Dans l'expropriation, l'Etat sort de son inaction,
« parce que cela lui convient. Lorsqu'au contraire
« un méfait a été commis, le devoir s'est imposé à
« l'autorité, qui ne peut s'y soustraire sans forfaire à
« sa mission, de poursuivre la recherche et le châti-
« ment du coupable ».

Mais cette différence qu'ils relèvent entre l'expropriation qui est volontaire et les poursuites erronées qui sont nécessaires, prouve simplement que les lois pénales sont plus indispensables à l'existence d'une société que les lois sur l'expropriation. Pour que leur objection ait quelque portée, il faudrait qu'ils démontrent que le propriétaire exproprié n'a pas droit à une indemnité toutes les fois que l'expropriation prend un caractère d'urgence et de nécessité au moins égales à celles d'une arrestation.

La deuxième objection paraît plus sérieuse au premier abord. Le paiement d'une indemnité en matière d'expropriation s'explique, dit-on, non par une idée de dédommagement, mais par un enrichis-

(1) Larnaude, *Revue Pénitentiaire*, année 1896.

sement qui résulte pour la Société de l'acquisition d'un bien réel, matériel. Dans l'expropriation, l'Etat paie un prix, parce qu'il reçoit un équivalent, « tandis
« que la liberté de la personne détenue, en cas
« d'erreur judiciaire, a été, pour ainsi dire tempo-
« rairement expropriée, en pure perte, pour l'Etat
« comme pour l'individu ».

« L'objection serait fondée si le prix de l'expro-
« priation devait représenter, non pas la valeur et le
« droit enlevés au particulier, mais l'utilité publique
« acquise. Or, il n'en est pas ainsi. Les avantages de
« l'expropriation, l'intérêt social dépassent parfois
« de beaucoup le préjudice privé ; à l'inverse, l'utilité
« publique, si elle a été mal appréciée sur des prévi-
« sions qui ne se réalisent pas, peut rester au-dessous
« de l'indemnité due aux expropriés. On conçoit des
« erreurs d'utilité publique comme des erreurs de
« justice. Dans un cas comme dans l'autre, c'est le
« droit lésé, non le profit qu'il faut considérer ». C'est
le dommage de l'exproprié que le jury doit envisager
et non le gain de l'expropriant.

L'assimilation que nous avons faite entre la situa-
tion de l'exproprié et celle de la victime de l'erreur
judiciaire ne doit pas nous entraîner à prétendre que
ces deux situations sont identiques ; elle nous permet
seulement de constater l'analogie frappante qui existe,
au point de vue des principes, entre les obligations
que l'une et l'autre créent à l'Etat. Ces obligations
découlent de la même idée, à savoir que la Société
est tenue d'indemniser les individus des sacrifices
spéciaux qu'elle leur impose dans l'intérêt général.

Le principe de l'égalité des charges doit s'appliquer chaque fois qu'une entrave est apportée, au nom des intérêts généraux, au droit qu'a toute personne humaine de se voir respectée dans l'exercice de sa liberté. Si rien ne justifie cette entrave, il faut réparer le dommage qui en résulte : « Si, dans l'intérêt de la « société, il faut que le magistrat puisse arrêter quel- « qu'un sans être sûr qu'il met la main sur le « coupable — cela se fait tous les jours et est indis- « pensable pour la marche de l'instruction ; — si « l'intérêt social commande qu'il fasse ces arresta- « tions, qu'il maintienne en prison ceux qui lui « paraissent coupables, alors même qu'il n'en est pas « sûr, il faut cependant qu'on puisse, lorsqu'ils ont « été relâchés, leur donner une compensation pour « la privation de salaire, de pain même dont l'arres- « tation a été la cause ».

Il faut même aller plus loin. L'individu veut être respecté, non seulement dans sa liberté, mais encore dans sa dignité et sa considération. Toutes les fois qu'on aura porté une atteinte injustifiée à son honneur et à sa réputation, on devra lui accorder un dédommagement et réparer le préjudice qu'il a éprouvé par suite du sacrifice qu'on lui a imposé. C'est une obligation pour l'Etat d'indemniser l'individu à qui il cause dans l'intérêt public un « dommage accidentel ». Cette obligation est sanctionnée constamment par la loi. « Ainsi, observe M. Pascaud, « la loi indemnise l'expert chargé d'une opération en « matière criminelle, le témoin qui est requis d'al- « ler déposer devant les tribunaux de répression, le

« juré même, désigné par le sort pour siéger aux
« assises. Et cependant le principe de l'indemnité
« ne repose dans ces diverses hypothèses que sur la
« perte de temps et les dépenses imposées aux ex-
« perts, aux témoins et aux jurés. Y a-t-il une compa-
« raison possible entre ce sacrifice minime et celui
« que subit la personne injustement frappée dans
« son honneur ? ».

Ainsi basée sur le principe de l'égalité des charges, l'indemnité est un droit qu'il faut reconnaître à toute victime d'erreur judiciaire. Il n'y a pas lieu de distinguer si la victime de l'erreur a subi une condamnation depuis revisée, ou si, au contraire, l'erreur a été reconnue avant toute condamnation par une ordonnance de non-lieu ou une sentence d'acquittalment. De même que l'innocent condamné, l'innocent acquitté ou relaxé s'est vu imposer, dans l'intérêt général, un sacrifice spécial, et il est en droit de réclamer de la Société une compensation légitime. Peu importe que le sacrifice qui lui a été imposé ait été minime ou considérable, qu'il ait consisté en une privation de liberté, en une perte pécuniaire, ou en une atteinte à l'honneur et à la considération ; du moment qu'il est appréciable, cela suffit. Comme on l'a dit très justement, « la différence de quantité ne change rien à l'essence du droit ».

L'indemnité allouée doit être exactement mesurée sur le préjudice que l'erreur judiciaire a causé. La Société doit réparer le préjudice moral aussi bien que le préjudice matériel. Il n'y a aucune raison d'admettre que les conséquences matérielles de l'er-

reur seront réparées tandis que les conséquences morales ne le seront pas. Théoriquement elles doivent toutes être réparées. Certaines de ces conséquences, il est vrai, peuvent être exactement et intégralement réparées, tandis que d'autres ne peuvent l'être qu'incomplètement et imparfaitement ; mais ce n'est pas une raison pour ne pas tenter de les réparer dans la mesure du possible. Une difficulté dans l'application ne doit pas faire échec au principe. Comment d'ailleurs distinguer dans l'appréciation le préjudice moral et le préjudice matériel qui sont intimement liés l'un à l'autre ?

La fixation de l'indemnité doit être faite en principe en tenant compte du préjudice causé sans s'occuper de la situation de fortune plus ou moins florissante de la victime de l'erreur judiciaire. Cette situation de fortune ne sera prise en considération qu'autant qu'elle servira à déterminer l'étendue du préjudice, mais le juge devra rester pénétré de cette idée qu'une dette existe par elle-même indépendamment de l'état de fortune du créancier.

Réparation complète et intégrale du préjudice causé, extension de cette réparation à toutes les victimes d'erreurs judiciaires, telles sont les deux principales conséquences théoriques qui découlent de cette conception de droit public qui s'oppose à ce que l'innocent subisse seul le poids d'un service public qui profite à tous, et d'après laquelle il faut toujours compenser le dommage causé à une personne dans l'intérêt de toutes les autres.

DEUXIÈME PARTIE

Le principe de l'indemnité dans la législation française.

Nous nous proposons dans cette deuxième partie d'examiner quelles sont les solutions que la législation française a apportées au problème de la réparation des erreurs judiciaires et de déterminer dans quelle mesure elle a consacré le principe de l'indemnité et ses conséquences.

CHAPITRE PREMIER

Tentatives d'application antérieures à la loi de 1895.

Dans notre ancienne France le droit d'accusation n'appartenait pas à l'Etat. C'était le citoyen qui était chargé de poursuivre et de demander la punition du coupable, c'était lui qui remplissait le rôle d'accusateur. Aussi était-ce à lui qu'incombait la responsabilité en cas d'accusation téméraire et injustifiée.

Les premiers documents qui consacrent cette responsabilité sont deux dispositions, l'une de la loi Salique (1), l'autre de la loi des Ripuaires (2) qui

(1) Loi Salique (5^e texte, Pardessus, p. 290), titre XX.

(2) Loi Ripuaire (Peyré, p. 292), titre XL : « Si quis ad regem innocentem hominem absentem accusaverit, LX solidis culpabilis judicetur. »

punissent l'accusation injuste d'un absent; un passage de la loi des Burgondes (1) relatif à la caution que doit fournir celui qui poursuit un esclave ; enfin un article de la loi des Wisigoths (2) qui inflige à l'accusateur qui succombe la peine du talion.

A l'époque franque, on se faisait une idée très haute et très pure de la justice, et pour empêcher les accusations téméraires, on avait recours à l'institution du duel judiciaire, on faisait appel « au jugement de Dieu ». Comme dans une accusation on voulait connaître à tout prix la vérité, on admit que, lorsque les témoignages laissaient indécise la culpabilité ou l'innocence de l'accusé, celui-ci, pour être renvoyé absous, devait se laver du soupçon par le serment de co-jurateurs qui venaient affirmer leur croyance en l'innocence de l'accusé.

Mais ces serments étaient souvent des parjures. On permit à l'accusateur de se refuser à en accepter les termes, et d'en vérifier la valeur par les armes. « Il est juste que celui qui n'a pas balancé à affirmer la vérité d'une chose et a offert son serment, n'hésite pas à combattre. » La loi Gombette (3) décida que les co-jurateurs vaincus seraient condamnés à une amende

(1) Loi des Burgondes (Recueil de dom Martin Bouquet, tome IV, p. 259), titre VII, in fine.

(2) Loi des Visigoths (Recueil Bouquet, t. IV, p. 389, livre VIII, titre V : « Si vero innocens approbatur, de judicio securus absce-
« dat. Ille vero qui accusavit, et poenam et damna suscipiat quæ
« debuit pati accusatus, si de crimine fuisset convictus. »

(3) Loi Gombette, titre XLV, de his qui objecta sibi negaverint et prebendum obtulerint jusjurandum.

de 300 sols ; vainqueurs, au contraire, ils avaient le droit de s'attribuer sur les biens de l'accusateur une composition égale à neuf fois la valeur de la réclamation.

Ces idées un peu primitives sur la Justice, sur la responsabilité de l'accusateur téméraire cessèrent de s'appliquer à l'époque féodale, quand les seigneurs se furent emparés, entre autres prérogatives, du droit de juger leurs sujets, quand la justice fut devenue entre leurs mains une source de revenus, un moyen d'alimenter leur trésor. Comment oser rechercher des traces de responsabilité des seigneurs en cas d'erreurs commises, alors que Beaumanoir (1) nous donne cette idée de leur absolutisme tout puissant : « ... Car lis uns des sers sont si sougets à lor
« seigneurs, que lors sire pot penre quanqu'il ont,
« à mort et à vie, et lor cors tenir en prison toutes
« les fois qu'il lor plest, soit à tort, soit à droit, qu'il
« n'en est tenus à répondre fors à Dieu. » Non contents de ne pas indemniser les victimes d'erreurs judiciaires, les seigneurs poussaient l'injustice et la rapacité jusqu'à retenir les innocents sous les verrous tant qu'ils n'avaient pas « payé les frais de la
« procédure à tort suivie contre eux, et les frais
« de l'incarcération qu'ils avaient injustement subi. » (2).

(1) Beaumanoir, chap. XLV, Des Désaveus et Servitudes, n° 31 (Edition Beugnot, tome II, p. 233).

(2) Une ordonnance de 1315, art. 16 (Isambert, t. III, p. 57), confirme le fait. « Cum super eo quod frequenter aliquem capi et
« incarcerari contigit, et causa cognita innocentem, seu incul-

Quand la royauté fut parvenue à imposer son autorité aux seigneurs féodaux et à centraliser à son profit l'Administration de la justice, ces abus cessèrent. Tout accusateur, même public, fut rendu personnellement responsable des accusations inconsidérées ou portées de mauvaise foi. L'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539 (1), vint consacrer en ces termes la responsabilité personnelle des magistrats :

« Art. 142. — Que les juges qui seront trouvés avoir
« fait fautes notables en l'expédition des dits procès
« criminels seront condamnés en grosses amendes
« envers nous pour la première fois, et pour la se-
« conde seront suspendus de leurs offices pour un
« an, et pour la troisième fois privés de leurs dits
« offices et déclarés imbéciles à tenir offices
« royaux. »

« Art. 143. — Et néanmoins seront condamnés *en*
« *tous les dommages-intérêts des parties* qui seront
« taxés et modérés comme dessus, selon la qualité
« des matières.

« pabilem reperiri, et nihilominus retineri, pro geolagio seu
« carceragio, et scriptura, peterent ab hujusmodi extorsionibus
« desistere et cessare. Concessimus quod nullus, quamvis captus
« et incarceratus fuerit, et demum tamen innocens, et sine culpa
« de imposito sibi facto repertus, et absque vehementi et justa
« suspicione incarceratus fuerit, ad solvendum hujusmodi geola-
« gium, seu incarcerationamentum, aut scripturam ob hoc factam,
« aliquatenus teneatur, nisi copiam de scriptura illa petierit sibi
« dari tamen modo satisfaciatur... »

C'est Louis XI qui a fait cesser cet abus (ordonnance de novembre 1643, art. 14.)

(1) Ordonnance de François I^{er}, 1539, art. 142 et 143 (Isambert, t. XII, p. 627.)

Ainsi les magistrats, d'après l'ordonnance, sont responsables non seulement de leur dol, mais encore de leurs fautes, pourvu qu'elles soient notables. »

Que faut-il entendre par fautes notables ? Jousse (1) nous dit sur ce point : « Les procureurs du Roi ou « fiscaux, dans les cas d'accusation calomnieuse, « sont tenus comme les autres de dommages-intérêts envers les parties accusées ; mais cela n'a « guère lieu que lorsqu'ils ont formé leur accusation « sans aucun commencement de preuve, ou sans « avoir de dénonciateur ; ou bien dans le cas où, par « un esprit de vexation, ils auraient pris ces dénonciateurs notoirement insolvable ou de foi suspecte. »

La jurisprudence du Parlement de Toulouse faisait les mêmes distinctions. Voici d'après Soulatge « Traité des crimes » les règles qui étaient suivies conformément à l'arrêt de règlement du 1^{er} juillet 1747 :

Lorsque le crime est constant, c'est-à-dire éclatant, public, les gens du Roi qui n'ont agi que par nécessité de leur ministère ne sont point responsables envers l'accusé absous, à moins cependant qu'il n'ait été permis par arrêt de les intimer en leur propre et privé nom. Lorsque le crime n'est point constant, les gens du Roi ne doivent agir, à défaut de constitution de partie civile, que sur une dénonciation régulière. Le Procureur du Roi ne doit ad-

(1) Traité des crimes, t. I, p. 70.

mettre pour dénonciateurs ni des vagabonds, ni des gens mal famés, ni des personnes insolvable. Au cas où la dénonciation est calomnieuse, le dénonciateur est passible de dommages-intérêts sans préjudice des peines et amendes qui peuvent l'atteindre, « à moins que le crime dont il s'est rendu dénonciateur ne soit bien constant et qu'il ait succombé « faute de preuves suffisantes contre l'accusé. » Les gens du Roi qui refusent de nommer les dénonciateurs sont personnellement responsables. Si on ne peut les retrouver ou qu'ils soient insolvable, ils sont pécuniairement garants de cette insolvabilité.

Ainsi comprise, cette responsabilité personnelle des magistrats ne devait pas tarder à être remplacée par une responsabilité plus large, non plus basée sur une présomption de faute dolosive, mais découlant du simple fait dommageable que cause une erreur judiciaire. Sous l'influence de la philosophie du XVIII^e siècle, dont le principal effort a été la recherche incessante des principes sociaux, on voit se développer le sentiment de la responsabilité sociale. On en arrive à une conception plus abstraite et plus extensive de la justice. Le juge n'est plus que l'organe de l'association. Sa personnalité s'efface derrière elle. C'est désormais le pouvoir social qui est débiteur de l'individu injustement lésé, quitte pour l'Etat à demander ensuite des comptes à celui qui n'a été que son mandataire infidèle.

Le problème de l'erreur judiciaire est à l'ordre du jour et passionne tous les esprits éclairés de l'époque.

Des philosophes tels que Montesquieu, Beccaria, Rousseau et Voltaire s'efforcent de dégager la notion de la responsabilité de l'Etat ; des avocats protestent contre l'ordonnance de 1670 et réclament une indemnité pour l'innocent plongé dans les cachots et mis à la torture. L'exemple du barreau entraîne bientôt la magistrature. Les idées réformatrices sont préconisées par Servan en 1766, dans le discours qu'il prononce à la séance de rentrée du Parlement de Grenoble ; par Héroult de Séchelles dans son discours de rentrée du Parlement de Paris. Du Paty, président à mortier du Parlement de Bordeaux, se fait le champion de trois condamnés à la roue et publie un mémoire qui est vendu à leur profit. L'effervescence est si grande que le chancelier Séguier fait brûler l'ouvrage par le bourreau.

Mais l'élan est donné. D'autres mémoires s'impriment et circulent avec succès. Une estampe injurieuse pour le Parlement de Toulouse est vendue au bénéfice de la veuve Calas. Le duc de Choiseul envoie 100 livres pour 2 gravures, la duchesse d'Enville 50 pour une seule. Une souscription est ouverte. Un maître maçon, André Souhait, arrive chez le notaire : « Est-ce ici, dit-il, qu'on souscrit pour Madame Calas. « Je voudrais avoir 40.000 livres de rente pour les « partager avec cette femme malheureuse, mais je « n'ai que mon travail et sept enfants à nourrir : « voilà mon écu ».

Voltaire, qui a obtenu une sentence du Conseil réhabilitant entièrement Jean Calas et ses prétendus complices ne s'en tient pas là. Il postule une pension

pour la famille du défunt. « Je suis affligé, écrit-il à
« un de ses amis, que le Roi n'aie pas honoré d'une
« pension l'innocence de Calas », et quelques jours
plus tard, « Est-ce que je n'aurai pas le plaisir de
« féliciter Madame Calas de la pension du Roi ; la
« reine a bu, dit-on, à sa santé, mais ne lui a-t-on
« pas donné de quoi boire ».

Cette idée que ce n'est pas assez pour l'innocent
d'être justifié, mais qu'il doit en outre être dédom-
magé, recrute chaque jour de nouveaux défenseurs.
C'est Philippe de Piepape, conseiller d'Etat, qui écrit
au début de son Introduction philosophique à l'Etude
du droit pénal : « Constater le crime, en découvrir
« l'auteur, le convaincre en lui laissant tous les
« moyens praticables de se justifier, l'obliger à ré-
« parer le tort qu'il a fait aux particuliers et à satis-
« faire l'ordre public qu'il a violé, absoudre celui
« qu'on n'a pas pu convaincre, *et dédommager de ce*
« *qu'il a souffert celui qui est déclaré innocent* : voilà
« quel a dû être dans tous les temps et quel doit être
« dans tous les pays le but de la législation crimi-
« nelle » ; c'est Marat, qui fut plus tard si peu soucieux
de la vie humaine et qui, dans son « Plan de législa-
tion criminelle », réclame sur un ton déclamatoire et
emphatique des dommages-intérêts en faveur de l'in-
nocent injustement condamné ; c'est Necker qui de-
mande une indemnité « pour ceux qui, arrêtés par les
« décrets des tribunaux sur des soupçons ou des
« vraisemblances, sont ensuite élargis et déclarés
« absous des crimes qu'on leur imputait », ajoutant
que cette dépense serait infiniment petite et regret-

tant de n'avoir pas eu le temps de rassembler des connaissances précises à ce sujet et de présenter un projet de loi ; c'est enfin, le Roi lui-même, qui ne reste pas insensible au mouvement de l'opinion publique et qui daigne, à maintes reprises, réparer à titre gracieux le dommage causé par d'injustes condamnations.

Dans l'affaire Calas, une gratification de 36.000 livres est octroyée à la veuve et aux orphelins. Voltaire, qui a gagné toute sa cause, s'écrie triomphant : « Jamais l'innocence n'a été ni mieux vengée, ni mieux honorée... J'ai oublié tous mes maux quand j'ai appris la libéralité du Roi.... je me suis cru jeune et vigoureux. »

Dans l'affaire de Gentil et de Vauriot, les prétendus assassins de l'ermite d'Aignay, Louis XVI alloue aux héritiers de ces malheureux condamnés une indemnité prise sur sa cassette.

La fille Salmon obtient un bureau de papier timbré.

Une pension de 100 louis est accordée à la veuve Mahé de Labourdonnais.

Mais ce n'était là que l'exécution d'un devoir d'assistance, un secours gracieux, et pas encore la reconnaissance d'une dette.

C'est au contraire cette reconnaissance d'une dette qu'implique le sujet du concours ouvert en 1781, par la Société des belles lettres de Châlons-sur-Marne : « *Lorsque la Société civile, ayant accusé un de ses membres par l'organe du ministère public, succombe dans cette accusation, quels seraient les*

« moyens les plus praticables et les moins dispendieux de procurer au citoyen, reconnu innocent, le dédommagement qui lui est dû de droit naturel ? »

Les deux mémoires couronnés à la suite de ce concours, « le Discours sur les moyens d'indemniser l'innocence », de Philippon de la Madelaine, et « le Sang innocent vengé », de Brissot de Warville, adoptent avec enthousiasme le principe de l'indemnité. Aucun des deux auteurs ne conteste aux magistrats le droit de faire arrêter l'individu soupçonné coupable, mais tous deux tiennent en même temps pour une loi de droit naturel qu'à celui qui a subi, sans l'avoir mérité, un préjudice par l'exercice de ce droit, doivent être accordés des dommages-intérêts. Dans leur élan généreux, ils vont sans doute trop loin en concluant au droit à l'indemnité, sans distinguer clairement les acquittés qui bénéficient d'un doute de ceux dont l'innocence est démontrée d'une façon péremptoire ; il faut du moins les louer de l'énergique conviction avec laquelle ils défendent cette idée de réparation dont ils s'étonnent de voir discuter la légitimité : « Liberté, propriété, sûreté, s'écrie Brissot de Warville, c'est sur la conservation de ce triple droit que repose la Société. Donc ses ministres doivent le respecter ; donc, l'attaquer est un crime ; donc, le réparer est une justice, une obligation, et rien ne peut en dispenser. »

La même thèse était soutenue par un avocat nommé Verneuil, qui publiait à Paris, la même année, un livre sur les « Réformes à faire dans notre légis-

lation criminelle », dans lequel il proposait la création d'une caisse des amendes destinée à venir en aide aux victimes d'erreurs judiciaires.

C'est à Louis XVI que devait revenir l'honneur de consacrer officiellement le principe de la responsabilité de l'Etat vis-à-vis des victimes d'erreurs judiciaires. En 1788, il édictait une ordonnance qui mérite d'être citée textuellement, tant les idées en sont généreuses et le langage superbe : « Nous avons
« considéré que les précautions qu'exige la sûreté
« publique obligeaient quelquefois nos tribunaux de
« suivre, dans la recherche des crimes, des indices
« trompeurs, et les exposaient à confondre les inno-
« cents avec les coupables. Cependant après que,
« sur de fausses apparences, nos sujets ainsi tra-
« duits en justice ont subi toutes les rigueurs d'une
« poursuite criminelle, s'il n'y a point de partie ci-
« vile au procès sur laquelle tombent les dépens,
« nos cours les déchargent, il est vrai, de toutes accu-
« sations et les renvoient absous ; mais elles ne
« font point imprimer et afficher au nom de la loi,
« ces arrêts d'absolution qui doivent les réintégrer
« dans l'opinion publique. *Nous désirons et nous*
« *espérons pouvoir leur procurer dans la suite des*
« *dédommagements auxquels ils ont alors le droit de*
« *prétendre, et nous nous réduisons avec peine à n'ac-*
« *corder pour indemnité à leur innocence que la cer-*
« *titude d'être solennellement reconnue et manifestée ;*
« *mais du moins, en attendant que nous puissions*
« *compenser pleinement les dommages qu'elle aura*
« *soufferts, nous voulons lui assurer dès ce moment,*

« dans toute son intégrité, cette réparation qui laisse
« encore à notre justice de si légitimes regrets. »

« L'honneur de tous nos sujets étant sous notre
« protection spéciale, comme le plus précieux de
« leurs propriétés, c'est à nous de fournir aux frais
« de l'impression et de l'affiche de ces jugements
« d'absolution et nous ne balançons pas d'en imposer
« la charge à notre domaine, comme une portion
« essentielle de la justice que nous devons à nos
« sujets. »

Cet édit si libéral, qui assurait aux victimes d'erreurs judiciaires la réparation morale et qui leur promettait formellement pour l'avenir une réparation pécuniaire, arrivait malheureusement trop tard. Deux mois après, le 5 juillet 1788, Louis XVI convoquait les Etats Généraux.

Mais l'idée généreuse qui l'avait inspiré persista et la réforme préconisée par le monarque fut réclamée dans de nombreux cahiers des Etats Généraux. On lit dans le cahier des bailliages de Paris : « La législation, en établissant une peine contre le coupable,
« doit aussi établir *une réparation* pour l'innocence
« injustement accusée. Ainsi, tout accusé déchargé
« pourra réclamer la publicité de l'affiche du jugement et *des indemnités proportionnées au dommage qu'il aura souffert* dans son honneur, sa santé
« ou sa fortune. »

« Cette indemnité sera prise sur les biens des
« dénonciateurs et, subsidiairement, sur les fonds
« assignés pour cet objet. »

Le cahier du bailliage de Vannes veut que « l'ac-

« cusé absous ou acquitté soit dédommagé par le
« fisc, lorsqu'il aura été pourrui indûment à la
« requête du ministère public. »

Le cahier du bailliage d'Etampes réclame une indemnité pour ceux qui auront été renvoyés absous ou acquittés, « parce qu'il n'est pas juste qu'ils soient
« les victimes de la justice. »

Le cahier du bailliage de Provins émet le vœu que
« tout particulier qui aura été retenu prisonnier et
« qui aura prouvé son innocence, obtienne une
« indemnité proportionnée au dommage qu'il aura
« souffert, s'il ne peut s'en procurer une contre le
« dénonciateur. »

C'est la même idée que l'on retrouve formulée par le tiers de Nemours, qui dit que « tout accusé qui a
« été emprisonné, si son innocence est reconnue et
« si ses accusateurs sont insolubles, a droit d'exiger de l'Etat, c'est-à-dire du corps entier de la
« Société, l'indemnité à laquelle ses accusateurs
« auraient été condamnés. »

Quelques cahiers réclament des fonds spéciaux pour être affectés au paiement de cette dette publique. Le tiers de Ponthieu propose d'y consacrer le produit des amendes.

Tous ces cahiers affirment le principe de l'obligation pour la Société de réparer le dommage ; plusieurs d'entre eux rangent ce vœu relatif à l'indemnité parmi ceux auxquels il doit être satisfait « dès
« à présent. »

Ces doléances, exprimées par les cahiers des Etats Généraux, furent traduites par Duport, député de

Paris, lors de la discussion du projet de loi sur le Jury dont il était rapporteur. Il proposa aux délibérations de l'Assemblée Constituante un article ainsi conçu : « Lorsqu'un accusé aura été acquitté et qu'il
« n'y a ni dénonciateur, ni partie civile, ou lorsqu'ils
« sont insolvables, il pourra présenter requête pour
« obtenir de la Société une indemnité, sur laquelle
« requête il sera statué par le tribunal criminel. »

« Cette indemnité, disait-il, est une dette de la
« Société et un dédommagement de la perte qu'elle
« a occasionnée à l'accusé ; elle doit l'acquitter, car
« tous les hommes rassemblés ne sont pas plus dis-
« pensés d'être justes qu'un seul homme. » Régulant
ensuite les applications pratiques d'ordre financier
découlant de la mesure législative proposée, il de-
mandait qu'il fût fait, « avec le produit des amendes
« et autres deniers qui y seraient appliqués, un
« fond de secours pour indemniser les accusés qui
« auraient été déchargés de l'accusation. Le taux de
« l'indemnité aurait été fixé par les jurés dans chaque
« affaire. »

Mais de vives objections furent immédiatement soulevées contre cette proposition.

Enthousiasmé par l'institution du jury, Lanjuinais vint soutenir que la Société qui avait établi une procédure telle que celle des jurés, ne devait aucun dédommagement même à l'accusé innocent. « On
« ne verra plus comme autrefois, s'écriait-il, des
« procès traîner en longueur, les accusés emprison-
« nés pendant plusieurs années ; ils comparaitront
« immédiatement, après l'accusation, devant le jury

« d'accusation et de là devant le jury de jugement.
« Les lois ne sont donc plus mauvaises par l'effet
« de la Société, conséquemment on ne peut pas ré-
« péter de dommages-intérêts contre elle, Si un
« innocent est accusé, c'est un malheur pour lui,
« mais la Société ne lui doit point d'indemnité. Le
« législateur a tout fait, quand il a donné aux accu-
« sés les moyens les plus efficaces pour se justifier,
« quand il a établi un ordre de choses tel qu'il soit
« moins difficile à un coupable qu'à un innocent de
« se soustraire à la peine. »

M. Buzot fit remarquer qu'en décrétant « que le
« juge pourrait décerner, au nom de la Société, une
« indemnité à l'accusé innocent, on ferait une loi
« immorale, une loi d'après laquelle tout accusé qui
« ne recevrait pas d'indemnité serait regardé comme
« un inculpé à demi absous. »

On fit valoir enfin les abus qu'engendrerait une proposition conçue en termes si généraux et attribuant une indemnité à tout acquitté, sans distinguer entre les acquittés reconnus innocents et les autres, c'est-à-dire ceux qui ne font que bénéficier de l'insuffisance des charges.

Ces raisons l'emportèrent et à une grande majorité la Constituante repoussa le principe de l'indemnité.

Petion essaie en vain de reprendre le projet en le modifiant. « L'assemblée, dit-il, a décidé une ques-
« tion générale, c'est-à-dire que la Société ne doit
« pas une indemnité dans tous les cas à l'accusé
« acquitté ; mais sans doute elle pensera qu'il en est
« dû dans quelques cas qui seraient déterminés par

« la loi. » Aussi demande-t-il « que l'Assemblée
« renvoie au Comité de constitution et de jurispru-
« dence criminelle l'examen de la question de savoir
« si, dans certains cas, il ne sera pas accordé d'in-
« demnité à l'accusé absous. » Le renvoi n'est pas
ordonné ; le principe de l'indemnité est définitive-
ment et radicalement écarté.

Il n'en est plus question dans le décret concernant
la justice criminelle des 16-29 septembre 1791, pas
plus que dans le Code des délits et des peines du
3 brumaire an IV.

Le législateur révolutionnaire intervient cepen-
dant parfois pour désintéresser l'innocent, mais il le
fait seulement à titre exceptionnel et purement gra-
cieux. Il faut citer en ce sens plusieurs décrets de la
Convention accordant des indemnités à divers indi-
vidus acquittés. La plupart du temps ces indemnités
étaient destinées uniquement à payer les frais de
retour de ces personnes dans leur pays. Le décret du
31 janvier 1793 allouait 1000 francs au sieur Antoine
Buffet, « à titre de remboursement des frais de sa
« traduction de la Canée en France et de sa déten-
« tion arbitraire, sauf le recours de la nation sur
« les biens des auteurs des ordres illégaux et celui
« de Buffet pour les autres dommages-intérêts. » Le
décret du 20 fructidor an II, rendu sur la proposition
du Comité de secours publics, décidait « que tout
« citoyen mis en liberté depuis le 10 thermidor et
« qui était obligé de travailler pour vivre, recevait
« un secours fixé à 15 sols par lieue de poste, pour
« l'aider à retourner dans son domicile ou dans le
« lieu où il serait tenu de se rendre. »

C'est seulement sous le Consulat que fut reprise la question de principe si malencontreusement écartée par la Constituante. C'est Target qui eut l'honneur de présenter et défendre à nouveau le principe de la responsabilité de l'Etat. Voici en quels termes il s'exprimait dans son rapport au Conseil d'Etat :

« C'est une pensée noble et belle, écrivait-il, que
« d'accorder aux innocents, soumis aux rigueurs
« d'une procédure criminelle et acquittés, un témoi-
« gnage public d'honneur, et une indemnité à ceux
« que l'état de leur fortune réduit à l'impuissance
« de supporter le dommage que ces erreurs ont
« causé.

« A l'égard des autres, que leur destinée a placés
« dans un état d'aisance, les pertes qu'ils ont éprou-
« vées sont un tribut triste, mais nécessaire, qui leur
« est imposé en échange de leur sûreté personnelle.

« Sans doute, si la nation ne pouvait pas suppor-
« ter ce surcroît de charge, même envers les indi-
« gents, il faudrait bien subordonner le vœu même
« de l'équité à la nécessité impérieuse, et reléguer
« malgré soi cette idée touchante dans la classe de
« tant de belles spéculations qu'on ne peut réduire
« en pratique.

« Mais voici les considérations que nous soumet-
« tons à l'examen du gouvernement :

« 1° Les poursuites criminelles qui seront provo-
« quées par des plaintes particulières sont princi-
« palement imputables aux plaignants, et n'engen-
« dreront d'indemnités que contre eux.

« 2° Les accusés doivent être acquittés lorsque la

« preuve de leur crime n'est pas acquise, quoique la
« démonstration de leur innocence ne soit pas com-
« plète ; mais nous ne proposons le témoignage
« d'honneur et l'indemnité nationale que pour ceux
« dont l'innocence sera constatée et prouvée.

« 3° Ces derniers même n'auront à réclamer que le
« témoignage d'honneur sans indemnité, s'ils sont
« possesseurs de quelque fortune.

« La charge imposée par cette munificence est
« donc loin d'excéder les forces de la grande nation :
« elle sera même extrêmement modérée.

« Il serait d'une conséquence dangereuse que les
« juges eussent deux formes de déclaration d'acquit-
« tement, et qui exprimeraient : l'une, que le fait
« de l'accusation n'est pas prouvé ; l'autre, que
« l'innocence est démontrée.

« Mais les juges, dans leur sagesse éclairée par
« l'instruction, sont déjà autorisés à renvoyer l'ac-
« cusé à une nouvelle déclaration du jury, s'ils es-
« timent, sans aucun doute, que la première est
« l'effet de l'erreur.

« Ils pourront recevoir aussi de la confiance de la
« loi, l'honorable ministère de désigner au gouver-
« nement, entre les accusés acquittés sur la seule
« poursuite des officiers publics, ceux qui leur paraî-
« tront dignes du témoignage d'honneur, et parmi
« ces mêmes innocents, qui n'ont point de partie
« privée, ceux auxquels leur indigence donne droit
« à l'indemnité nationale.

« Les indigents sont ceux qui ne paient pas
« 20 francs de contributions directes, foncières et
« personnelles.

« Le témoignage d'honneur consistera en une
« médaille ou pièce d'argent, de la valeur de 4 francs
« 50 centimes, portant la légende : innocence recon-
« nue par la loi.

« L'indemnité se bornera, pour ceux qui paient
« plus de 10 francs de contributions, à 3 francs, et
« pour les autres à 1 fr. 50 par chaque jour d'empri-
« sonnement.

« En réfléchissant aux diverses conditions dont la
« réunion sera nécessaire pour donner lieu à l'indem-
« nité nationale, on reconnaîtra sans peine quelles
« en sont les bornes ; et le Code criminel de la France
« prendra, dans cette institution, un caractère de
« loyauté, de noblesse et d'honneur qui lui conci-
« liera le respect des nations, la reconnaissance et
« les éloges de la postérité (1) ».

Ce projet aux vues originales, si heureusement conçu et si sérieusement étudié, moins libéral sans doute que celui de Dupont, mais plus équitable et plus pratique, n'obtint pas malheureusement l'approbation du Conseil d'Etat. Le conseiller Berlier, dans son rapport au Corps législatif, n'y fait aucune allusion, et on n'en trouve aucune trace dans les délibérations de cette assemblée. Le Code d'instruction criminelle fut promulgué avec cette lacune.

L'article 358 (C. I.) sanctionne bien quelques cas de responsabilité individuelle. L'accusé acquitté ou

(1) Observation sur le projet de Code criminel, correctionnel et de police, présenté par la Commission nommée par le Gouvernement. Première partie, rapport du citoyen Target, 9^e observation, p. 31.

absous a une action en dommages-intérêts contre la partie civile. Une action semblable lui est accordée contre ses dénonciateurs « dans le cas où ceux-ci, qui « ne sont pas comme la partie civile parties au procès, « auraient eu recours à la calomnie proprement « dite, ou même apporté dans leur dénonciation « seulement de l'irréflexion ou de la témérité, et « auraient commis une faute lourde et occasionné « *un damnum injuria datum* ». Contre les fonctionnaires qui ne peuvent être assimilés aux dénonciateurs ordinaires, parce qu'ils n'agissent que pour l'accomplissement d'un devoir professionnel et nullement par légèreté ou intention malveillante, l'accusé peut exercer la prise à partie prévue par l'article 305 du code de procédure civile.

Mais en dehors de son recours contre la partie civile, contre ses dénonciateurs, et contre les fonctionnaires dans des conditions limitativement déterminées, le législateur de 1808 ne fournit à l'accusé acquitté ou absous aucun moyen de se faire dédommager du préjudice souffert par l'effet d'une poursuite reconnue injuste.

Le principe de la responsabilité de l'Etat et de l'indemnité due aux victimes d'erreurs judiciaires continuait cependant à être défendu en doctrine.

En 1821, Dupin, dans ses « observations sur notre législation criminelle », écrivait : « Si l'accusé eût « été trouvé coupable, il aurait dû à la Société une « réparation dans sa personne et dans ses biens. Il « est innocent, la proposition est renversée : c'est « à lui que l'indemnité est due. »

En 1823, la Société des Beaux-Arts et Belles Lettres de Châlons-sur-Marne revenait sur le sujet qu'elle avait déjà proposé en 1781, et ouvrait un nouveau concours sur la réparation à accorder aux innocents injustement condamnés. Trois mémoires étaient couronnés. L'un deux, celui de M. Colmont, rejetait, il est vrai, le principe de l'indemnité : « la
« Société a intérêt à ne pas payer les conséquences
« d'une poursuite injuste, cette obligation de payer
« serait pour elle la source d'un très grand préjudice,
« préjudice plus grand que ne le serait l'avantage du
« particulier dédommagé. Or, une loi n'est bonne
« qu'autant que son effet est bon pour l'être collec-
« tif; donc, une loi telle que celle qui aurait pour but
« de désintéresser un particulier lésé par une pour-
« suite injuste, serait mauvaise. » Mais les deux autres mémoires, ceux de MM. A. Vivier et Bouchérié-Lefort concluaient à l'indemnité en faveur de tous les accusés acquittés. « La crainte de faire profiter le
« coupable d'une indemnité qui ne lui est pas due,
« ne devant pas dispenser de la payer à l'innocent à
« qui on la doit. »

La responsabilité de l'Etat en cas d'erreur judiciaire était affirmée par Merlin, dans son « Répertoire de jurisprudence » ; par Legraverend, dans son « Traité de législation criminelle » ; par Ortolan, dans son « Traité de droit pénal. »

Bonneville de Marsangy, dans son ouvrage sur « l'amélioration de la loi criminelle », faisait de la réparation de l'erreur judiciaire « une obligation si évidente qu'on l'obscurcit en voulant la démontrer. »

Faustin Hélie, dans son « Traité de droit pénal », soutenait avec beaucoup d'éloquence le principe de l'indemnité. « Quelle dette plus légitime, écrivait-il, « que celle d'une indemnité pour cet homme (le « condamné innocent) que la Société a humilié sous « une accusation fausse, qu'elle a fait asseoir sur le « banc des criminels, qu'elle a flétri de ses soupçons, « qu'elle a arraché de ses affaires, à sa profession, à « sa famille, pour lui donner des fers ! Quelle réparation plus sacrée que celle d'une aussi terrible injustice ? Qui oserait dire que cette réputation polluée « par le seul souffle de l'accusation, que les inquiétudes, les soucis dévorants qu'elle entraîne avec « elle ne réclament aucun dédommagement ? Nous « ne prétendons point assurément que tout acquittement doive être suivi d'une indemnité ; les juges « investis à cet égard d'un bienfaisant pouvoir, devraient en circonscrire l'exercice au cas où l'accusation aurait été injustement intentée, où elle aurait fait éprouver un préjudice quelconque à l'accusé, car cette poursuite serait alors le fait de la « Société et non de l'accusé et il serait juste qu'elle « supportât, comme celui-ci, la responsabilité du « dommage qu'elle aurait causé. »

Les jurisconsultes et les criminalistes réunis en Congrès à Gand en 1863, à l'unanimité émettaient le vœu « que la Société doit indemniser les inculpés « préventivement détenus, et plus tard reconnus « complètement innocents du fait qui leur était imputé. »

En 1864, Jules Favre plaçait le premier la question

de la réparation des erreurs judiciaires sur le terrain législatif, en demandant au Corps législatif de voter le remboursement à la famille Lesurques des frais de justice par elle payés, ensuite de la condamnation qui n'avait pu être réformée.

En réponse à son discours le Gouvernement déposait un projet de loi. Le but unique de ce projet était de faciliter la revision et de permettre de proclamer l'innocence de Lesurques. Mais, au cours de la discussion, la question connexe de la réparation des erreurs judiciaires fut portée à la tribune et défendue par Maurice Richard, Jules Favre et Emile Ollivier.

A la séance de la Chambre des Députés du 11 Mai 1867, Maurice Richard demanda le renvoi à la Commission de l'article 446, afin d'y introduire le principe d'un dédommagement accordé à l'innocent, et il proposa un amendement ainsi conçu : « 1° Le jugement ou l'arrêt de revision devait être rendu public ; « 2° Une indemnité pécuniaire égale aux dommages « de toutes sortes qu'aurait éprouvés le condamné « réhabilité devait lui être accordé. »

En ce qui concerne la publicité de la sentence de revision, le rapporteur, M. Nogent-Saint-Laurens fit remarquer que l'article 1036 du code de procédure civile permettait aux tribunaux d'ordonner l'impression et l'affichage de leurs jugements.

Quant à l'indemnité réclamée, il la repoussa avec indignation, déclarant que la solidarité sociale n'était pas assez grande pour servir de base à pareille responsabilité. « Je ne trouve pas, s'écria-t-il, la relation directe entre la Société et la victime de l'erreur « judiciaire ! »

Jules Favre répliqua que l'article 1036 était insuffisant, parce qu'il accordait une faculté au juge là où une obligation stricte était nécessaire. Il montra que la faculté laissée au gouvernement d'accorder à la victime de l'erreur judiciaire une indemnité à titre gracieux devait faire place à un droit, le droit de l'innocent qui pourrait rougir d'accepter une aumône et qui ne devait pas s'abaisser à une humble sollicitation.

Le garde des sceaux, Baroche, répondit que « cela ne s'était jamais fait » et il ajouta : « Prenez garde, « votre décision, si elle était favorable à cette nouvelle prétention, porterait ses fruits, et je ne crois « pas être prophète imprudent en disant que bientôt, « au nom de la logique, on viendrait vous demander « des réparations pour tous ceux qui, traduits en « justice, auraient été acquittés, pour tous ceux qui, « après avoir été incarcérés, seraient mis en liberté « par une ordonnance de non-lieu. »

Ces paroles impressionnèrent le Corps législatif qui craignit de voir l'Etat s'engager dans une voie périlleuse pour ses finances. Le renvoi à la Commission, mis aux voix par le président, fut repoussé par 111 voix contre 77, et le principe du droit à réparation fut écarté malgré une dernière intervention de M. Emile Ollivier qui, s'étonnant de la résistance du Gouvernement, s'écria dans un beau mouvement d'éloquence : « Pourquoi, si vous êtes si exigeants « lorsqu'il s'agit de frapper, l'êtes-vous si peu lorsqu'il s'agit de réparer ? »

Les partisans du droit à l'indemnité ne se décou-

ragèrent pas et continuèrent à réclamer un dédommagement pour l'innocent injustement condamné ou poursuivi. Ils furent secondés dans leurs efforts par plusieurs magistrats.

En 1870, M. Bernard, conseiller à la Cour d'appel de Dijon, faisait paraître dans la « Revue critique » un article très approfondi, où il étudiait en détail la réforme préconisée et signalait les difficultés qui l'avaient jusqu'ici empêché d'aboutir.

En 1883, M. Gonod d'Artemare, avocat général à Orléans, consacrait son discours de rentrée « à la « réparation due aux victimes des erreurs judiciaires. »

L'année suivante, M. Oudin, substitut du Procureur général à Rennes, traitait « des devoirs de « l'Etat envers les innocents poursuivis et condamnés. »

C'était encore la même question qui, en 1885, faisait l'objet du discours de rentrée de M. Mollines, procureur général à Chambéry.

M. Hugues, conseiller à la Cour d'appel d'Alger, dans un article paru dans « la France judiciaire », en 1887, ne trouvait « rien de plus naturel que de « mander au produit des amendes judiciaires le « moyen de réparer les erreurs de la justice. »

Dans « la Revue critique » de 1888, M. Pascaud, conseiller à la Cour d'appel de Chambéry, montrait que certaines législations étrangères avaient depuis longtemps reconnu à la victime de l'erreur judiciaire le droit de réclamer une indemnité.

La question de l'indemnisation des innocents fut

mise à l'ordre du jour de plusieurs Congrès : de celui de Nuremberg, en 1875 ; de celui de Saltzbourg, en 1876. Elle fut vivement discutée et sérieusement étudiée au Congrès des Sociétés savantes qui eut lieu à Paris en 1888. Le droit à l'indemnité, combattu par MM. Camoin de Vence et Villey, fut énergiquement soutenu par MM. Nicolas et Pascaud, magistrats, et M. Georges Picot, membre de l'Institut. On aboutit à cette conclusion « qu'il y a des cas où il est indis-
« pensable de venir au secours des victimes d'er-
« reurs judiciaires. »

Entre temps, il faut signaler pour mémoire une proposition de loi de M. Pieyre, déposée le 8 mai 1883, sur le bureau de la Chambre des députés. Cette proposition, dont l'unique but était d'établir les responsabilités encourues au cas d'erreur judiciaire, disposait dans son article 1^{er} : « Dans toute affaire
« qui n'est pas terminée par une ordonnance de non-
« lieu, le juge d'instruction reste responsable et
« prêt à répondre en tout état de cause de son infor-
« mation. » Cette responsabilité pécuniaire du juge d'instruction était absolument inadmissible. L'adoption d'une telle disposition législative eût rendu impossible toute instruction criminelle et toute répression. La proposition de M. Pieyre ne fut même pas discutée pendant la session et devint par conséquent caduque.

CHAPITRE II

Origines et discussion de la loi du 8 juin 1895.

C'est sous la pression des circonstances et pour calmer l'émotion produite dans le public par le procès Borrás, que le législateur de 1895 intervint pour modifier la loi de 1867 et introduire dans la législation française le principe de l'indemnité.

En 1877, les époux Pradiès furent assassinés dans leur ferme du Petit-Condom, près Narbonne. Les circonstances du crime firent suspecter deux ouvriers de nationalité espagnole que les Pradiès avaient occupés précédemment, Vincent Guillaumet et Joseph Borrás.

Pradiès, qui survécut quelques jours à ses blessures, crut reconnaître Joseph Borrás, qui fut condamné à mort avec Guillaumet. Un troisième espagnol, nommé Villarubia, convaincu de complicité, fut condamné aux travaux forcés.

A peine le verdict était-il prononcé que de nouvelles révélations se produisirent, tendant à démontrer l'innocence de Borrás. Guillaumet et Villarubia, qui avaient jusque-là nié toute participation au crime, firent des aveux complets. Ils reconnurent leur propre culpabilité, mais déclarèrent que le troisième coupable était un certain Rossel, dit Castillon, et que Borrás était innocent.

On arrêta Rossel à Barcelone et on lui fit avouer son crime. Malgré les aveux de l'accusé, la Cour de Montpellier rendit en sa faveur un arrêt de non-lieu.

L'opinion publique persista cependant à croire à une erreur judiciaire. Le 19 juin 1888, sur avis de la Commission des Grâces, le chef de l'Etat commua la peine de mort en celle des travaux forcés à perpétuité.

M. Marcou, sénateur de l'Aude, s'intéressa à cette affaire et, après trois années de travaux et de démarches, obtint la grâce pleine et entière du condamné.

Il était impossible de faire davantage. La législation alors en vigueur, en l'absence de deux condamnations inconciliables, ne permettait pas la reconnaissance légale de l'erreur, *a fortiori* sa réparation.

SECTION I. — *Les propositions de loi.*

Plusieurs propositions de loi furent déposées sur le bureau de la Chambre des députés pour compléter ces lacunes de notre législation.

L'une d'elles, celle de M. de Lacretelle, avait

simplement pour objet l'attribution à Borrás d'une pension viagère de 6.000 francs, sans même que la revision ait été prononcée judiciairement.

Une proposition signée Laguerre, Laisant et Naquet, en même temps qu'elle autorisait la revision du procès dans tous les cas de « présomptions graves » accordait à la victime de l'erreur reconnue une indemnité à titre de réparation. Elle demandait pour Borrás, après que son procès aurait été révisé, l'ouverture d'un crédit de 50.000 francs.

MM. Chiché, Castelin et autres formaient, le 7 juin 1890, une proposition analogue. Ils reconnaissaient, eux aussi, à la victime de l'erreur judiciaire le droit de réclamer des dommages-intérêts, mais ils l'étaient aux individus ayant bénéficié d'un acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu. De plus, dans son article 6, cette proposition autorisait « une action en dommages-intérêts pour dénonciation faite à la légère ou méchamment, et témoignages malveillants ou inconsiderés ».

Une quatrième proposition, ayant pour auteur M. J. Reinach, sans prévoir de nouveaux cas de revision, permettait au condamné, à son conjoint, à ses ascendants et descendants de demander, dans un délai de 5 ans, des dommages-intérêts que la Cour d'appel était chargée d'arbitrer. Le minimum en était fixé à 20.000 francs, si la peine était infamante.

La Commission chargée d'examiner ces propositions écarta d'abord la proposition de Lacretelle, comme contraire au principe fondamental de la séparation des pouvoirs, puisqu'elle faisait reviser par le

Parlement une décision de justice. S'inspirant du texte des propositions Laguerre, Chiché et Reinach, elle rédigea un projet qui consacrait le principe de la réparation des erreurs judiciaires.

Les deux questions capitales que souleva ce projet lors de sa discussion devant les Chambres, furent les suivantes :

1^o La réparation du dommage causé par l'erreur judiciaire est-elle pour l'Etat obligatoire ou facultative ?

2^o Envers quelles catégories d'individus l'Etat est-il tenu ? Convient-il d'étendre le principe du dédommagement pécuniaire en dehors des cas de revision ?

SECTION II. — *Discussion sur le caractère obligatoire ou facultatif de l'indemnité.*

La Chambre était d'accord avec sa Commission pour soutenir qu'il y avait un véritable droit au profit de la partie lésée et pour voir dans l'indemnité accordée après revision une véritable dette de l'Etat. Le rapporteur, M. Pourquery de Boisserin, justifiait ainsi cette dette sociale : « L'individu a confié à la Société
« le soin de le protéger dans son honneur, sa vie,
« sa liberté, ses biens. Sa renonciation à exercer lui-même sa vengeance a pour corrélatif la garantie
« que la Société lui donne de remplir fidèlement son
« mandat. Si elle se trompe, si, de bonne foi, elle
« retient comme vérité un amas fatal de vraies-
« blances, prend des présomptions pour des preuves
« et frappe celui qu'elle veut protéger, ne doit-elle

« pas, soit en vertu de la garantie promise, soit en
« vertu du contrat social lui-même, indemniser l'in-
« nocent du préjudice occasionné par son fait ? »
L'article 446 adopté par la Chambre était ainsi for-
mulé : La revision prononcée, des dommages-intérêts
« *devront* être alloués par le tribunal, la Cour ou la
« Cour de Cassation, à la personne victime de l'er-
« reur judiciaire, si elle le demande ».

Avant que cet article ne vint en discussion au Sénat, le Gouvernement déposait de son côté un projet de loi. Ce projet, élaboré par le Conseil d'Etat, repoussait énergiquement la théorie admise par la Chambre des députés et soutenait que « l'allocation
« d'une indemnité au condamné n'était que l'accom-
« plissement d'un devoir moral, conseillé par l'esprit
« de solidarité sociale, et non pas l'acquittement
« d'une dette ou l'exécution d'une obligation juridi-
« que pesant sur l'Etat ». Pour bien traduire la dif-
férence de doctrine, le Conseil d'Etat remplaçait le
mot « *devra* » par le mot « *pourra* » et substituait
à l'expression « dommages-intérêts » les mots
« indemnité à raison du préjudice matériel ». L'arti-
cle 447 était ainsi rédigé : « L'arrêt ou le jugement
« de revision d'où résultera l'innocence d'un con-
« damné, *pourra*, sur sa demande, lui allouer une
« indemnité à raison du préjudice matériel que lui
« aura causé la condamnation ».

Il y avait donc en présence deux théories nette-
ment opposées : celle de la Chambre des députés
admettant le droit absolu du condamné reconnu in-
nocent à une réparation pécuniaire ; celle du Gouver-

nement subordonnant cette réparation au bon plaisir de l'Etat. La Commission du Sénat consacra la doctrine de la Chambre, mais en y apportant une restriction. Dans son rapport, M. Béranger, tout en reconnaissant le droit incontestable de la victime de l'erreur judiciaire à une réparation pécuniaire, soutint qu'aucune indemnité n'était due au condamné qui, par l'imprudence de son langage ou de sa conduite, s'était en quelque sorte désigné lui-même aux poursuites, et que la Société ne pouvait être tenue de l'indemniser d'un dommage qu'il eut dépendu de lui d'éviter. Pour permettre au juge de refuser l'allocation de l'indemnité à l'innocent fautif, la Commission du Sénat ne trouva pas de meilleure solution que de remplacer le mot « devra » (de la rédaction émanée de la Chambre) par une locution facultative « pourra ».

« L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera
« l'innocence d'un condamné, *pourra*, sur sa de-
« mande, lui allouer des dommages-intérêts, à rai-
« son du préjudice que lui aura causé la condamna-
« tion ».

Ce texte qui, au point de vue de la forme, reproduit presque littéralement celui du Conseil d'Etat, fut au Sénat l'objet de vives attaques. Il fut combattu, à la séance du 12 février 1894, par M. Bernard, qui proposa d'y substituer celui de la Chambre, rendant obligatoire l'indemnisation du condamné reconnu innocent après revision. « La question se pose ainsi, « disait-il : obligation ou faculté. Suivant que vous « aurez adopté l'une ou l'autre de ces formules, vous « aurez donné ou vous aurez enlevé à votre loi toute

« sa portée, toute son efficacité et même son carac-
« tère juridique. Vous voulez la faculté là où le droit
« existe !... Qu'une faute, qu'une imprudence
« grave de la victime de l'erreur judiciaire soit mise
« dans la balance pour fixer le quantum des dom-
« mages-intérêts, je le comprends et je le demande
« aussi : c'est le droit commun... Mais que ces cir-
« constances de fait suppriment le droit lui-même,
« c'est ce que je ne saurais admettre, étant donné le
« principe sur lequel la Commission fait reposer
« l'action en dommages-intérêts... Si l'on n'inscrit
« pas l'obligation dans la loi, n'est-il pas à craindre
« que les tribunaux ne soient d'autant plus disposés
« à trouver une faute, que cette faute serait de nature
« à excuser, dans une certaine mesure, une erreur
« judiciaire ? N'est-il pas à craindre que, dans la plu-
« part des espèces qui seront soumises à l'examen
« des tribunaux, il ne soit possible, trop facile même,
« de relever telle ou telle circonstance de fait qui
« permettra d'écarter, par une fin de non recevoir,
« la demande en dommages-intérêts ? » Et il con-
« cluait : « Obligation d'accorder une indemnité,
« faculté pour les tribunaux d'en fixer le montant
« suivant les circonstances, telle est la solution qui
« me paraît être la conséquence logique et rigou-
« reuse des principes mêmes posés par la Commis-
« sion. »

M. Bérenger répondit à M. Bernard que si on admettait l'obligation sans réserves, il se produirait des cas où l'allocation des dommages-intérêts à un condamné reconnu innocent, ferait un véritable

scandale ; notamment le cas où ce condamné aurait déclaré être l'auteur du crime, pour sauver un ami par exemple. « Quelques années après, le même « intérêt n'existant plus, ce condamné fait connaître « la vérité qu'il dépendait de lui de dire dès le premier jour. Il demande la revision et l'obtient, car, « en présence de l'erreur reconnue, elle ne peut lui « être refusée. Puis, étant la seule cause de son « malheur, il a l'audace de se retourner contre la « Société, qui ne l'a condamné que parce qu'il l'a « voulu, et de lui réclamer des dommages-intérêts. « Je dis qu'une réparation pécuniaire dans ce cas « serait absolument révoltante et que la conscience « publique ne le supporterait pas. »

L'amendement Bernard fut rejeté par 184 voix contre 52.

Se plaçant à un point de vue opposé et s'inspirant de l'idée émise par M. le conseiller Jacquin dans son remarquable rapport, M. Guérin protesta contre l'esprit du projet de la Commission et combattit le principe de la responsabilité pécuniaire de l'Etat. Il s'éleva avec force contre l'application de l'article 1382 et soutint énergiquement la doctrine du Conseil d'Etat que, lorsqu'un acte confine à la souveraineté ou se confond avec elle, il ne peut pas entraîner la responsabilité civile.

M. Béranger lui répliqua en « protestant de toutes « ses forces et de toute l'énergie de sa conscience « contre ce principe de l'irresponsabilité de l'Etat « souverain. » Il montra qu'il y avait bien faute de « la part de l'Etat, en cas d'erreur judiciaire. La

« Société, en acceptant le devoir de rendre la justice,
« doit remplir ce devoir dans sa plénitude. Il lui est
« arrivé de prendre le mensonge pour la vérité, l'in-
« nocent pour le coupable ; elle a failli à sa mission.
« Or, la Société n'a pas d'autre représentant que
« l'Etat. »

L'éloquence du rapporteur impressionna le Sénat qui vota le texte de la Commission sans modification.

Aussitôt après le vote de ce texte, le garde des sceaux, M. Antonin Dubost, fit des déclarations qui en restreignaient singulièrement la portée et étaient de nature à jeter un doute sur sa véritable signification. « Le Gouvernement, dit-il, s'appuyant sur les
« principes incontestés de notre droit public, pense
« que si, en certains cas, il a le devoir d'intervenir
« au nom de la solidarité sociale, il lui appartient de
« déterminer comme il l'entend la forme et la mesure
« de son intervention et qu'il a le devoir impérieux
« de la subordonner toujours aux conditions d'exer-
« cice et aux facultés contributives du pays. »

Lors de la deuxième délibération du Sénat, M. Trarieux demanda à poser une question au Garde des Sceaux pour écarter toutes les incertitudes qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation de l'article 446. La rédaction de la Commission du Sénat était, à un mot près, la même que celle du Conseil d'Etat acceptée par le Gouvernement ; or, le sens que lui donnait la Commission n'était pas celui que lui donnait le Conseil d'Etat, puisque l'une acceptait le principe de la responsabilité de l'Etat, tandis que l'autre l'écartait. Le Garde des Sceaux,

tout en se ralliant à la rédaction de la Commission, avait proclamé le principe de l'irresponsabilité de l'Etat ; il pouvait donc y avoir doute pour les tribunaux, sur l'interprétation à donner à ce texte : la réparation était-elle un droit, dont l'exercice comportait une appréciation, ou bien une faculté ? Il fallait que le Sénat indiquât celle de ces deux opinions qu'il avait voulu consacrer législativement. Pour écarter toute ambiguïté, M. Trarieux, reprenant un amendement présenté par M. Marcou, proposait de remplacer le texte à double sens par celui-ci : « L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera « l'innocence du condamné, *devra, s'il n'a pas donné* « *lieu par sa faute aux poursuites et à la condam-* « *nation*, lui allouer, sur sa demande, des domma- « ges-intérêts, à raison du préjudice que lui aurait « causé la condamnation. » De cette façon, l'intention du Sénat d'accepter la théorie de la Commission et de rejeter celle du Conseil d'Etat, aurait été certaine, et le principe de la responsabilité de l'Etat aurait été consacré.

L'amendement de M. Trarieux donna lieu à une discussion très confuse. M. Antonin Dubost reconnut qu'il existait entre lui et la Commission une divergence de doctrine ; mais, fit-il observer, « en quoi « cette divergence apparaissait-elle dans le texte « sur lequel on s'était mis d'accord et qui avait été « voté par le Sénat, puisque ce texte laissait aux « tribunaux la faculté de refuser toute indemnité. »

M. Béranger, s'étonnant que le Garde des Sceaux attribuât au texte voté une signification différente

de celle que la Commission avait voulu lui donner et à laquelle il avait paru lui-même se rallier lors de la première délibération, vint demander au Sénat de s'expliquer plus nettement. « Trois opinions, dit-il, « étaient en présence : celle de l'honorable M. Ber-
« nard, qui était la même que celle qui avait prévalu
« devant la Chambre des députés. Elle consistait à
« dire : dans tous les cas une indemnité est due.
« Cette opinion ne laissait au magistrat qu'une apprè-
« ciation, celle de savoir quel serait le chiffre de la
« réparation.

« Vous avez repoussé cet amendement.

« Il y avait une seconde opinion, développée par
« le Conseil d'Etat et soutenue par le Gouvernement.
« D'après elle, l'Etat ne devait rien ; seulement,
« s'inspirant d'une pensée d'humanité et à titre de
« simple bienfaisance, il consentait à allouer des
« dommages-intérêts dans les cas qu'arbitreraient
« les tribunaux.

« Entre ces deux doctrines, enfin, se plaçait l'opi-
« nion de la Commission. Elle a été, je crois, très
« clairement exprimée dans le rapport ; c'est la
« suivante : les tribunaux, en principe, doivent une
« réparation ; mais il y a un cas réservé, celui où le
« condamné a donné lieu lui-même, par sa conduite,
« par quelque faute personnelle, à la poursuite et à la
« condamnation dont il a souffert. Son malheur n'en
« est pas moins grand, mais il n'a à l'imputer qu'à
« lui-même, et personne n'en peut être responsable.

« Malheureusement, Messieurs, ceci laissait aux
« tribunaux une latitude d'appréciation qui nous

« ramenait forcément à la faculté et nous obligeait
« à substituer au mot *devra* voté par l'autre Chambre,
« le mot *pourra* proposé par le Conseil d'Etat. De là
« la confusion qu'on relève aujourd'hui....

« Nous avons cru, et nous l'avions dit à la tribune,
« que la différence d'un mot, le mot « matériel »,
« entre la disposition formulée par le Conseil d'Etat
« et celle proposée par la Commission, permettrait
« au Sénat de se prononcer entre les deux systèmes,
« et nous avons interprété son vote dans le sens de
« son approbation de notre doctrine. Nous voyons
« que le vote n'a pas eu la clarté que nous suppo-
« sions et que le doute existe. Il faut donc chercher
« une formule nouvelle qui permette de bien dégager
« le sentiment du Sénat, et de ne laisser aux tribu-
« naux aucune hésitation sur la règle qu'ils auront à
« appliquer. C'est dans cette pensée que je viens,
« comme rapporteur, demander au Sénat le renvoi
« de l'amendement de l'honorable M. Trarieux à la
« Commission. »

Le Garde des Sceaux répliqua que le Sénat, en repoussant l'amendement de M. Bernard qui posait la question par une alternative : obligation ou faculté, avait voulu montrer qu'il était partisan de l'indemnité facultative et non obligatoire. Peu importait, dès lors, la divergence purement doctrinale qui existait entre la Commission et le Gouvernement.

M. Bernard répondit que la question ne se posait plus en ces termes : obligation ou faculté, et qu'il y avait un intérêt très sérieux pour l'application, par les tribunaux, du mot « pourra », à savoir si c'était

la doctrine du Garde des Sceaux ou celle de la Commission qui devait prévaloir. « Vous avez, s'écria-t-il, consacré le système de votre Commission, en « décidant que l'indemnité est un droit, une obligation, mais avec cette réserve expresse que si la « condamnation suivie de revision, que si l'erreur « judiciaire est la conséquence de la faute du condamné, il n'y a pas lieu à indemnité... On semble, « en ce moment, remettre en question cette décision, et l'explication que sollicite notre honorable « collègue, M. Trarieux, me paraît absolument nécessaire, si l'on veut que les tribunaux, dans l'application, se trouvent en présence d'une règle « parfaitement définie et ne prêtant pas à l'arbitraire.... N'est-il pas évident que les tribunaux « seront plus ou moins disposés à allouer une indemnité, suivant qu'elle sera ou non considérée « comme une obligation juridique ? N'est-il pas certain que la question de dommages-intérêts recevra « une solution différente, suivant qu'on acceptera le « système du Gouvernement, qui considère l'indemnité comme un acte de bienfaisance de la part de « l'Etat, ou le système de la Commission, qui lui « donne le caractère d'une obligation juridique ?.... « Il y a donc un intérêt sérieux, et non pas seulement comme le disait tout à l'heure M. le Garde des Sceaux, un intérêt doctrinal, à savoir si, oui « ou non, vous acceptez la théorie du Gouvernement « ou celle de la Commission... Les tribunaux s'inspirant, non pas seulement du texte de la loi, mais « de son esprit, il faut donc autant que possible, si

« on veut éviter une interprétation arbitraire, leur
« tracer une règle précise. »

M. Béranger conclût que le débat qui venait de se produire était la meilleure preuve qu'il fallait chercher un texte nouveau et, au nom de la Commission, demanda au Sénat, pour éviter toute confusion, de voter l'amendement de M. Trarieux.

M. Félix Martin fit remarquer qu'avec cette nouvelle rédaction, lorsque le condamné innocent aurait commis une faute, même légère, le tribunal ne pourrait plus lui accorder de dommages-intérêts, tandis qu'avec l'ancien texte il pouvait toujours en accorder; que, par conséquent, le nouveau texte était moins libéral que l'ancien.

Le Garde des Sceaux clôtura la discussion en disant : « Puisque quelques membres persistent à sou-
« tenir contre l'évidence que le texte, que vous avez
« déjà voté, contient quelque confusion, il est facile
« d'en donner une interprétation qui dissipera, je
« l'espère, toutes les obscurités, en disant qu'il doit
« être compris et appliqué comme l'article 1382 du
« code civil. »

Mis aux voix, l'amendement de M. Trarieux fut repoussé par 135 voix contre 102 et le texte primitivement adopté fut maintenu.

Il est assez difficile de savoir, d'après ce vote, quelle est la nature de l'indemnité et quel sens il faut attribuer à l'article 446. Il est certain que le rejet de l'amendement Trarieux milite en faveur de l'adoption, par le Sénat, de la doctrine de l'indemnité facultative; mais si l'on envisage le motif même du

rejet de l'amendement jugé moins libéral que le texte de la Commission, si l'on se souvient des déclarations faites au dernier instant par le Garde des Sceaux invoquant l'article 1382, il semble bien que le Sénat ait entendu consacrer la théorie de l'indemnité obligatoire.

On peut invoquer en ce sens les différences de rédaction entre le projet du Gouvernement et le texte de l'article 446 : la suppression du mot « matériel » qui prouve qu'un préjudice moral suffit à justifier une réparation pécuniaire, « résultat incompatible, dit « M. Berlet, avec la doctrine de l'irresponsabilité, « parce qu'une indemnité purement gracieuse ne « saurait être due en réparation d'un préjudice « moral ». (1)

Cette opinion s'appuie aussi sur ce fait que ce sont les tribunaux qui sont chargés de reconnaître l'erreur et d'allouer des dommages - intérêts. « Comment ! s'écriait M. Bérenger, lors de la discussion qui eut lieu à la Société générale des prisons « en 1896, on aurait voulu que la responsabilité de « l'Etat fut une simple faculté, c'est-à-dire qu'il lui « fut loisible de donner ou de refuser suivant ses « convenances, suivant que l'individu lui aurait paru « ou non intéressant, peut-être aussi suivant l'état de

(1) M. Le Poittevin a fait valoir un autre argument. Il y a certainement, dit-il, dans la loi un droit pour l'individu à obtenir réparation morale au moyen de la publicité, droit se traduisant en définitive par une obligation pécuniaire pour l'Etat. Cela on ne peut le contester ; or, si on érige la réparation en un droit dans une hypothèse, pourquoi la contester dans l'autre ? (*Revue Pénitentiaire*, septembre, octobre 1895).

« ses ressources ou, encore, suivant les occurrences
« politiques qui pourraient faire désirer que la
« liberté intervînt ou qu'elle fut refusée ! C'est là une
« attribution singulièrement arbitraire ; — et on
« choisirait, pour l'exercer, le juge, dont l'unique
« mission est de prononcer sur les droits des citoyens !
« Eh bien, Messieurs, quel que soit ce qu'on ait
« voulu faire, je suis convaincu que l'esprit de l'insti-
« tution judiciaire l'emportera sur les intentions
« prétendues et d'ailleurs confuses des législateurs.
« Des hommes voués, par la nature de leurs fonctions,
« par les habitudes de leur esprit, à rechercher où
« est le droit et à l'appliquer ne seront pas disposés à
« transformer leurs attributions en celles d'un simple
« bureau de bienfaisance ; ils resteront ce qu'ils
« sont, le tribunal du droit. Je suis donc parfaitement
« tranquille et je pense que les faits seront aussi
« d'accord avec la pensée qui nous avait inspirés ».

Enfin, il est certain que la Chambre des députés qui, en 1892, avait admis d'une façon formelle la doctrine de la responsabilité de l'Etat, n'eût pas l'intention d'adopter le système du Gouvernement en votant, en 1895, l'ancien texte de la Commission du Sénat, mais entendit consacrer le système de l'obligation juridique de l'Etat, comme cela ressort très nettement du rapport de M. Pourquery de Boissier.

Cette façon d'interpréter l'article 446, en y voyant la consécration de la théorie de l'indemnité obligatoire, a d'ailleurs été adoptée par tous les commentateurs de la loi de 1895.

Escoffier fait remarquer « que, dans la pensée du
« Sénat, si l'Etat n'est pas responsable de plein droit
« du préjudice de toute condamnation annulée par
« la revision, il a cependant été entendu que l'Etat
« *ne peut être affranchi* de la responsabilité que par
« la faute du condamné.

D'après Berlet, « le système de la loi de 1895 est
« celui-ci : elle pose en principe le droit à des
« dommages-intérêts et n'apporte d'exception à cette
« règle que dans le cas d'une faute, dont l'apprécia-
« tion est laissée au juge. Le demandeur en indem-
« nité n'aura donc à prouver que l'existence d'un
« préjudice et même d'un préjudice moral, pour
« obtenir une réparation pécuniaire, et cette
« réparation *ne pourra lui être refusée* que si le
« ministère public ou la partie civile établit l'exis-
tence d'une faute à la charge du demandeur.

A. Jean, dans son « Commentaire sur la loi du 8
« juin 1895 », écrit que l'Etat est obligé d'indemni-
ser le condamné reconnu innocent après revision, et
que « seule, la faute démontrée du condamné pourra
« le relever de *son obligation*. »

Enfin Mayer fait remarquer que le législateur a
eu raison « d'éviter la formule implacable et rigou-
« reuse du mot « devra », qui ne permet aucune
« exception, même la mieux fondée, et de se servir
« d'une expression qui, tout en respectant un prin-
« cipe libéral, subordonne son application aux néces-
« sités des circonstances ».

SECTION III. — *Discussion au sujet de l'extension du principe de l'indemnité aux personnes ayant bénéficié d'un acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu.*

Le projet de la Commission de la Chambre du 26 juin 1890 refusait d'étendre le principe de l'indemnité aux personnes ayant bénéficié d'un acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu.

Dès le premier jour de la discussion à la Chambre, le 30 décembre 1891, M. Chiché s'efforçait de combattre cette thèse et de démontrer que l'application rigoureuse du principe édicté par l'article 1382 conduisait à cette conséquence « que tout individu ayant
« subi un préjudice par le fait d'une arrestation,
« d'une poursuite ou d'une condamnation erronée,
« avait droit à une indemnité. C'est dans l'intérêt
« commun, s'écriait-il, que l'on recherche et que l'on
« poursuit le coupable : si une erreur est commise,
« tout le monde doit contribuer à sa réparation. Ces
« principes que vous admettez pour les condamnés
« reconnus innocents, vous devez les appliquer éga-
« lement à l'innocent poursuivi et relaxé après une
« ordonnance de non-lieu, ou à celui qui est acquitté.
« C'est à tort que la Commission redoute que l'admis-
« sion du principe des dommages-intérêts après
« ordonnance de non-lieu ne vienne entraver l'action
« publique au détriment de la Société. Les juges
« d'instruction et les Parquets se contenteront d'ap-
« porter dans l'accomplissement de leurs devoirs un
« peu plus de circonspection ». M. Chiché déposait

un contre-projet aux termes duquel : « Toute personne victime d'une arrestation, d'une poursuite judiciaire ou d'une condamnation reconnue erronée, avait droit à une indemnité égale au préjudice matériel et au préjudice moral qu'elle avait subis. » L'autorité compétente pour fixer l'indemnité était : 1° le tribunal civil en cas de mise en liberté, abandon de poursuites ou ordonnance de non-lieu ; 2° le tribunal correctionnel ou la Cour d'assises après acquittement. La victime de l'erreur avait seule le droit d'appel. » Un recours était ouvert au Trésor public contre tous ceux qui, par leurs dénonciations faites à la légère ou méchamment, par leurs témoignages malveillants ou inconsidérés, auraient contribué à égarer la justice ».

Le rapporteur combattit victorieusement ce projet conçu en termes trop larges. Il montra le danger qu'il y aurait de proclamer, pour tous ceux qui sortaient indemnes d'une poursuite judiciaire, le droit d'obtenir des dommages-intérêts, si peu démontrée que soit leur innocence, si peu intéressante leur situation, si infime le préjudice causé. Il n'eut pas de peine à convaincre la Chambre qu'en autorisant une action contre ceux dont le témoignage a trompé les juges, sous le seul prétexte de légèreté ou de malveillance, on risquait de décourager le zèle des particuliers et d'entraver aussi l'œuvre de la justice. Le contre-projet Chiché fut repoussé à une écrasante majorité, par 409 voix contre 86.

A la séance suivante du 5 janvier 1892, plusieurs amendements furent déposés qui reprenaient les

dispositions essentielles de l'amendement Chiché, mais en les renfermant dans des limites plus étroites.

C'était d'abord l'amendement de M. Bovier-Lapierre, tendant à ajouter à l'article 446 la disposition suivante : « Le prévenu et l'accusé, lorsqu'il
« n'existera pas de partie civile, et qu'ils n'auront
« point par leur faute donné lieu à la poursuite, pour-
« ront obtenir une réparation pécuniaire de l'Etat,
« dans le cas d'innocence déclarée par le jugement,
« ou l'arrêt correctionnel, ou par la réponse du jury
« sur la question qui lui sera toujours posée par le
« président des Assises dans les conditions et les
« formes prescrites par les articles 340, 345 et 347
« du code d'instruction criminelle. Il sera statué sur
« le chiffre des dommages-intérêts, en matière cor-
« rectionnelle par le tribunal ou la Cour, en matière
« criminelle par la Cour d'assises, si l'accusé ne
« déclare pas de ce chef renoncer au bénéfice de la
« réponse du jury ».

M. Bovier-Lapierre faisait de l'indemnité, non une obligation, mais une simple faculté. Il l'accordait uniquement au cas d'acquittement criminel et correctionnel, et encore il la subordonnait aux conditions suivantes : 1° Qu'il n'y ait point de partie civile ; 2° que l'accusé n'ait commis aucune faute ; 3° qu'il y ait non seulement acquittement, mais innocence déclarée ; 4° que le prévenu ne renonce point au bénéfice de l'innocence déclarée.

M. Pontois soutenait une thèse analogue, mais plus restrictive. D'après lui l'indemnité ne pouvait être accordée que dans deux cas : 1° innocence pro-

clamée par la condamnation du véritable auteur du crime ou du délit ; 2^o décision définitive intervenue, que le fait incriminé ne constitue ni crime ni délit.

M. de Ramel étendait l'amendement Bovier-Lapierre aux individus qui, après une détention préventive, sont remis en liberté par une ordonnance de non-lieu.

Dans l'amendement de Ramel, le jury n'était plus appelé, dans tous les cas, comme dans les amendements précédents, à se prononcer sur la question de dommages-intérêts ; il fallait au contraire pour pouvoir obtenir une indemnité, prendre des conclusions spéciales, et la question ne pouvait être posée au jury que postérieurement à la décision d'acquittement. (1)

A l'appui de leurs amendements, les orateurs dénonçaient au Parlement plusieurs cas où l'allocation d'une indemnité paraissait aussi légitime qu'en matière de condamnations revisées.

(1) Amendement de Ramel. — « ... Lorsqu'une Cour d'assises « prononcera l'acquittement de l'accusé, le jury pourra, sur des « conclusions prises à cet effet, être immédiatement renvoyé dans « sa chambre des délibérations pour décider si une indemnité est « due à l'acquitté ; sur sa déclaration affirmative, la Cour d'assises « fixera cette indemnité. »

« Celui qui, après avoir subi une détention préventive, bénéficiera d'une ordonnance de non-lieu, et lorsqu'il se sera écoulé « cinq ans sans qu'aucune poursuite ait été ordonnée contre lui « pour le même fait, pourra demander des dommages-intérêts « devant le tribunal qui aurait été compétent pour connaître de « la prévention, ou devant la Cour d'appel compétente pour rendre l'arrêt de renvoi. » Sénat 1893. Documents, annexe 186 (n^o 367).

C'était le cas d'un homme accusé d'avoir dérobé, à la gare du Nord, la valise d'un Anglais. Devant le tribunal correctionnel, malgré d'énergiques protestations, il était condamné à six mois de prison, l'Anglais ayant affirmé reconnaître en lui son prétendu voleur. Au bout d'un mois, il faisait appel, et la découverte heureuse et fortuite de l'auteur véritable du vol permettait de l'acquitter.

Une autre fois, c'était « un brave Alsacien du nom
« de Jacques Wolf, boucher dans une commune des
« environs d'Alger, et sur le point de se marier, qui
« avait fait demander un extrait de son casier judi-
« ciaire. Il attendait bien tranquille le document,
« qui devait arriver par la poste. Au lieu du facteur,
« ce sont des gendarmes qui se présentent. Jacques
« Wolf est arrêté et conduit en prison les menottes
« aux mains.

« Après quelques jours il apprend enfin d'un juge
« d'instruction qu'il est inculpé de vol commis au
« préjudice de son patron, un sieur X... , boucher
« à la Flèche. Notre Alsacien proteste : il est inno-
« cent, il ne sait ce qu'on veut dire, il n'a jamais mis
« les pieds dans la ville qu'on désigne comme le
« théâtre de ses méfaits. On ne l'écoute pas, on
« l'embarque. Il touche le sol de la France, et tou-
« jours les fers aux poings, arrive à la Flèche où la
« justice, triomphante, se prépare à le confronter
« avec son accusateur. X... est appelé ; au premier
« coup d'œil, il déclare qu'il y a erreur de personne ;
« qu'il a bien été volé par un Wolf qu'il a dénoncé,
« mais que ce n'est pas celui-là...

« Dans ces conditions, que fait l'Administration
« supérieure pour réparer la faute des juges ? Le
« préfet fait venir Jacques Wolf et lui remet une
« feuille de route d'indigent, valable jusqu'à Mar-
« seille, accompagnée d'une réquisition de trans-
« port gratuit de Marseille à Alger,... et c'est tout. (1)

C'était insuffisant, M. Pourquery de Boisserin, rapporteur, et M. Fallières, garde des Sceaux ne se refusaient pas à le reconnaître. Mais tout en proclamant l'équité et la modération de la réforme proposée, ils répondaient que de pareilles questions étaient d'une gravité excessive, qu'elles embrassaient des points de droit criminel « nombreux complexes et différents », et qu'il fallait en renvoyer l'examen à l'époque où le législateur serait appelé à reviser le Code d'instruction criminelle. D'après eux, le seul remède efficace à apporter aux longues détentions préventives, ne devait pas consister dans la reconnaissance du droit à une indemnité, mais dans une réforme de la procédure, et spécialement de l'instruction préparatoire. En conséquence, ils demandaient le rejet des trois amendements.

La Chambre ne fut pas de cet avis. Par 268 voix contre 241, elle décida de les prendre en considération ; et ils furent renvoyés à la Commission.

Après un examen approfondi des divers aspects de la question, M. Pourquery de Boisserin soumit à la Commission la rédaction suivante : « Toute per-
« sonne poursuivie pour crime ou délit et acquittée,

(1) Discours prononcé par M. Chiché à la séance du 30 décembre 1891.

« toute personne arrêtée préventivement sous l'in-
« culpation d'un crime ou d'un délit dont l'instruc-
« tion sera clôturée par une ordonnance ou un arrêt
« de non-lieu, aura la faculté de demander une in-
« demnité qui pourra lui être accordée dans les cas
« suivants : 1° Lorsqu'une autre personne aura été
« définitivement condamnée pour le même fait ;
« 2° Lorsque par suite de décès, irresponsabilité,
« excusabilité ou prescription, la personne présumée
« coupable ne pourra plus être condamnée ou pour-
« suivie ; 3° Lorsque, après acquittement, un des
« témoins entendu à charge contre le prévenu relaxé
« aura été condamné pour faux témoignage, si sa
« déposition a été la cause de la poursuite ; 4° Lors-
« que, par suite de décès, irresponsabilité ou pres-
« cription, le faux témoin ne pourra plus être con-
« damné ou poursuivi ; 5° Lorsque les objets préten-
« dus volés auront été retrouvés dans des circons-
« tances exclusives de toute soustraction fraudu-
« leuse ; 6° Lorsqu'il résultera de la décision mettant
« fin aux poursuites que le fait ne constitue ni crime
« ni délit.

« L'action appartiendra au ministère public. La
« partie lésée pourra l'exercer aussi pendant trois
« ans à dater du jour où le fait autorisant l'action
« aura été connu d'elle. La demande sera toujours
« portée devant le tribunal ou la Cour du lieu où
« l'arrestation se sera produite, l'ordonnance ou
« l'arrêt de non-lieu aura été rendu, l'acquittement
« aura été prononcé. Elle sera introduite par simple
« requête adressée à M. le Président du siège et jugée

« en Chambre du conseil, parties entendues. Un premier jugement ou arrêt susceptible d'appel ou de pourvoi en cassation, statuera sur la recevabilité. Tout jugement fixant la quotité de l'indemnité pourra être frappé d'appel par l'intéressé seulement. Nul recours n'existera contre un arrêt déterminant l'indemnité. Les frais seront à la charge de l'intéressé jusqu'à l'arrêt de recevabilité ; ils seront ensuite avancés par le Trésor. »

Cette rédaction fut approuvée par la majorité de la Commission, qui se contenta d'y apporter quelques modifications de détail. Elle supprima le cas tiré de la découverte des objets prétendus volés dans des circonstances exclusives de toute culpabilité ; elle résuma en trois paragraphes les cinq autres cas où l'indemnité pourrait être accordée ; elle fit disparaître la plupart des dispositions complémentaires.

Le 7 avril 1892, la Chambre adoptait sans discussion le projet de sa Commission qui donnait pleine satisfaction aux tendances nouvelles, et qui constituait, suivant l'expression de M. Pourquery de Boisserin, « le maximum de concessions » qu'il était possible de faire aux amendements Bovier-Lapierre, de Ramel et Pontois.

L'article 446 nouveau du code d'instruction criminelle se trouvait être ainsi complété :

« Toute personne poursuivie pour crime ou délit et acquittée ; toute personne arrêtée préventivement sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit dont l'instruction sera clôturée par une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, aura la faculté de

« demander une indemnité qui pourra lui être accordée dans les cas suivants :

« 1° Lorsqu'une autre personne aura été définitivement condamnée pour le même fait ou ne pourra plus l'être conformément aux deux alinéas du § 3, de l'article 443 ;

« 2° Dans les cas prévus par les §§ 3 et 4, de l'article 443, pour le faux témoignage ;

« 3° Lorsqu'il résultera de la décision mettant fin aux poursuites que le fait ne constitue ni crime ni délit.

« L'action sera introduite dans les trois ans du jour où le fait générateur du droit aura été connu de l'intéressé, par une simple requête adressée à M. le Président du tribunal ou de la Cour du lieu où l'arrestation se sera produite, où l'ordonnance de l'arrêt de non-lieu aura été rendue, où l'acquittement aura été prononcé. »

La Chambre ne fut pas suivie dans cette voie généreuse par le Gouvernement. Celui-ci qui, comme nous l'avons déjà vu, avait repoussé la théorie de l'indemnité obligatoire, même à l'égard des victimes de condamnations injustes, devait fatalement refuser toute indemnité, même facultative, aux personnes ayant bénéficié d'un acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu. Partant de l'idée que l'Etat n'est pas responsable, qu'il n'intervient à titre gracieux qu'en présence des grandes catastrophes, et qu'il paraît juste de limiter sa générosité aux cas d'erreurs judiciaires les plus graves, le Conseil d'Etat soutenait que « la distinction entre la condamnation

« injuste et la simple poursuite injustifiée, s'expli-
« quait par la différence qui existe entre la gravité
« de l'une et de l'autre et par leurs conséquences
« profondément dissemblables. »

Dans son rapport, M. Jacquin critiquait le texte voté par la Chambre des députés, en faisant remarquer : « Que l'indemnité facultative créerait deux
« catégories d'acquittés, celui qui aurait obtenu des
« dommages-intérêts, et qui serait l'acquitté inno-
« cent, celui qui se les serait vu refuser et qui serait
« un acquitté coupable. Celui qui ne les aurait pas
« demandés se rangerait par là même dans la caté-
« gorie des suspects ; la présomption d'innocence
« dont il bénéficie dans la législation actuelle se re-
« tournerait contre lui en une présomption de culpa-
« bilité. »

M. Jacquin estimait, d'autre part, qu'il était dangereux de permettre à l'acquitté de prouver son innocence par la culpabilité d'un autre, ou d'un témoin qui ne peuvent plus être poursuivis par suite de décès, de prescription, etc... « On ne peut, écri-
« vait-il, remettre en question l'honneur d'un mort,
« ou de celui que protège toute autre présomption
« d'innocence, que dans des circonstances exception-
« nelles, lorsqu'il s'agit de l'honneur d'un condamné.
« Encore ce droit n'appartient-il jamais qu'au
« ministre de la justice. Il serait exorbitant de
« l'accorder aux parties, lorsqu'il ne s'agit que de
« simples intérêts pécuniaires ».

Enfin, après avoir constaté qu'il peut exister des responsabilités civiles envers les acquittés : que le

dénonciateur, les parties civiles, les juges eux-mêmes peuvent être déclarés responsables, M. Jacquin concluait : « La loi a ordonné cette responsabilité : si elle paraît insuffisante, on la peut fortifier ; « ce n'est pas un motif pour faire intervenir celle de « l'Etat, pour organiser des actions dont nous avons « signalé les dangereuses conséquences ». (1)

Saisi du texte voté par la Chambre et du projet du Gouvernement élaboré par le Conseil d'Etat, le Sénat avait donc à se prononcer entre deux théories opposées : l'une admettant l'extension du principe de l'indemnité aux acquittés et aux bénéficiaires d'une ordonnance de non-lieu, l'autre la repoussant et limitant strictement l'indemnité au cas de revision.

La Commission du Sénat adopta dans ses grandes lignes la proposition votée par la Chambre des députés et consacra le droit à une indemnité pour les victimes de poursuites injustifiées. Mais tandis que le texte de la Chambre laissait aux juges un pouvoir d'appréciation discrétionnaire, le texte de la Commission sénatoriale fixait lui-même les conditions auxquelles était subordonné l'exercice du droit à l'indemnité. Pour que la victime de l'erreur judiciaire pût obtenir des dommages-intérêts, il fallait :

a) Qu'elle eût été détenue préventivement.

b) Qu'elle n'eût pas donné lieu par sa faute à la poursuite.

c) Qu'elle justifîât d'un préjudice matériel.

Plusieurs modifications de détails avaient été introduites ; le délai pendant lequel l'action était

(1) *Journal Officiel*, Sénat, annexes 1892, p. 390.

utilement intentée avait été réduit à 6 mois, les trois cas d'innocence certaine énoncés par le texte de la Chambre avaient été remplacés par une formule générale plus juridique.

L'article 447 du code d'instruction criminelle devait être ainsi conçu :

« Toute personne ayant été détenue préventive-
« ment sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit,
« qui aura été acquittée ou qui aura été l'objet d'une
« ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, pourra, si
« elle n'a pas donné lieu par sa faute à la poursuite
« et si elle justifie d'un préjudice matériel résultant
« de sa détention, demander des dommages-intérêts
« dans les cas suivants :

« 1° S'il résulte de la décision mettant fin aux pour-
« suites que le fait imputé ne constitue ni crime ni
« délit, ou que son innocence a été reconnue ;

« 2° S'il est établi avec certitude, soit par une con-
« damnation prononcée contre un tiers, soit par des
« faits ou documents révélés postérieurement, qu'un
« autre a été l'auteur du fait imputé. La demande
« peut être formée, en cas d'acquittement, au mo-
« ment du jugement du fond. Elle doit, dans tous
« les cas, être introduite dans les six mois du jour où
« le fait donnant ouverture à l'action a été connu de
« l'intéressé.

« Elle est jugée sur simple requête, en cas de
« jugement correctionnel ou d'ordonnance de non-
« lieu par le tribunal du lieu où la décision a été ren-
« due, jugeant au civil ; en cas d'arrêt d'acquitte-
« ment par la Cour d'appel ou par une Cour d'assises

« et d'arrêt de non-lieu par une Chambre civile de la
« Cour d'appel ».

Dans la séance du 9 février 1894 (1), M. Béranger, rapporteur vint défendre à la tribune du Sénat les idées de la Commission, et réclamer avec éloquence l'extension de l'indemnité aux acquittés et aux relaxés. « Je sais, s'écria-t-il, que cette innovation a
« donné lieu à de graves objections, qui seront sans
« doute reproduites ici. Ce n'est pas néanmoins sa
« justice qui peut être contestée, ni même sa nou-
« veauté. Veuillez vous rappeler cette déclaration de
« 1788. Louis XVI déclarait qu'il était du devoir du
« gouvernement d'accorder dès à présent une répa-
« ration par la publicité en mettant les frais à sa
« charge, et s'excusait de ne pouvoir dès ce moment
« accorder la réparation pécuniaire qu'il promettait
« dans l'avenir.

« Le fait d'avoir admis la réparation en matière
« d'erreur reconnue entraîne forcément la reconnais-
« sance du droit, aussi bien si l'erreur a été consta-
« tée avant le jugement que si elle a éclaté après la
« condamnation ».

Le gouvernement, néanmoins, était hostile à la
« réforme proposée, et objectait que les magistrats
« instructeurs, préoccupés désormais, dans l'exercice
de leur devoir, par la pensée d'une erreur commise
dans l'arrestation d'un prévenu, pouvant entraîner
contrel'Etat une responsabilité pécuniaire, ne seraient
pas aussi libres dans l'appréciation des nécessités de

(1) *Journal Officiel*, 10 février 1894, p. 92 (Débats Sénat).

la sécurité publique, et deviendraient moins enclins à ordonner des arrestations nécessaires. M. Bérenger répondait victorieusement que la conscience du magistrat serait au contraire soulagée par la pensée de ne plus être exposé à des erreurs irréparables ; que la magistrature n'avait pas besoin pour être ferme de se sentir irresponsable ; que d'ailleurs il existait une responsabilité bien autrement grave, la prise à partie, et que jamais elle n'avait empêché un magistrat d'accomplir son devoir ; enfin que la responsabilité instituée par le projet n'atteignait pas le magistrat, mais seulement l'Etat.

Le Gouvernement redoutait aussi les conséquences financières de la réforme. M. Bérenger reconnaissait que « la préoccupation financière serait assurément « très grave, si la disposition de la loi devait être « invoquée par tout individu ayant bénéficié d'une « ordonnance de non-lieu ou d'un acquittement ». Mais il montrait qu'il n'en était pas ainsi et que les cas où il y aurait lieu d'allouer une indemnité seraient très rares, étant donné que la Commission exigeait de nombreuses garanties, notamment que l'innocence fût démontrée, qu'il y ait eu détention préventive, et que la victime de l'erreur judiciaire n'ait pas donné lieu par sa faute à la poursuite. « Ce qu'il faudrait « savoir, s'écriait-il, c'est combien, sur les 8.000 individus, dont la plupart assurément ont bénéficié « d'une simple insuffisance de preuves, il y en a qui « pourraient justifier de leur innocence dans les conditions imposées par le projet... Pensez-vous que « nos recueils d'arrêts en fournissent de nombreux « exemples ? ».

Et il demandait au Sénat, en terminant, de faire une œuvre complète. « Si vous ne voulez pas aujourd'hui que la justice puisse jusqu'au bout réparer le dommage qu'une erreur a pu entraîner, vous verrez que la conscience publique ne se satisfera pas de cette solution imparfaite et que, tôt ou tard, elle réclamera la réforme que vous pourriez réaliser aujourd'hui ».

Dans la séance du 12 février 1894, M. Guérin, en réponse au discours de M. Béranger, soutint qu'il était extrêmement dangereux, tant au point de vue de la bonne administration de la justice qu'au point de vue financier, de reconnaître un droit à une indemnité aux acquittés et aux relaxés, malgré les limitations et les restrictions fort sages que la Commission du Sénat avait cru devoir apporter à l'exercice de ce droit ; qu'en accordant une indemnité aux personnes injustement poursuivies on risquait « d'inspirer à l'action publique de regrettables hésitations » et on exposait en outre l'Etat à une foule de procès. Il fit remarquer enfin que les dispositions proposées resteraient inapplicables, tant qu'on n'aurait pas modifié les règles de l'instruction criminelle, tant qu'on n'aurait pas obligé les jurys à motiver leurs verdicts.

Parlant au nom du Gouvernement, le Garde des Sceaux, M. Antonin Dubost, s'associait aux critiques de M. Guérin et demandait au Sénat de rejeter la proposition de la Commission. Il faisait observer que les tribunaux civils appelés à statuer sur l'indemnité, allaient être chargés de juger les décisions des tribunaux criminels et les actes des juges d'instruc-

tion ! Il faisait craindre, que dans la peur de s'exposer à un recours de l'Etat, le citoyen ne consentit plus désormais à dénoncer les crimes et les délits. Et il terminait son discours en résumant les principaux inconvénients de la mesure proposée : bouleversement des principes du droit public, affaiblissement de l'action des lois pénales, aggravations de la situation morale de toute une catégorie de personnes bénéficiant actuellement d'une présomption d'innocence, charge très lourde pour le budget (1).

A l'argumentation du Ministre de la justice, M. Bérenger répondait en indiquant plusieurs espèces dans lesquelles on ne pouvait repousser tout principe d'indemnité sans l'injustice la plus criante.

Il citait le cas d'un habitant de la France continentale, arrêté en vertu d'un mandat d'amener d'un juge d'instruction d'Algérie, conduit, de brigade en brigade, jusqu'au port d'embarquement, puis amené à destination et mis en présence des témoins qui, ne le reconnaissant pas, établissaient son innocence. Non seulement il avait été impossible de l'indemniser du préjudice dont il avait incontestablement souffert, mais le juge d'instruction, pour lui allouer une simple indemnité de déplacement, avait dû le considérer et le taxer comme un témoin.

Il racontait la mésaventure d'un clerc de notaire, inculpé d'avoir volé des bijoux qu'il aurait reçus en dépôt, et qui n'avait bénéficié d'une ordonnance de non-lieu que grâce à la découverte des bijoux réellement déposés chez un tiers.

(1) Discours du Garde des Sceaux au Sénat, 13 février 1894.

Après avoir ainsi établi la nécessité en même temps que l'équité de la réforme proposée, il rappelait toutes les règles restrictives auxquelles elle était subordonnée. Il fallait une détention préventive; un préjudice matériel; l'absence de faute. L'innocence devait être absolument prouvée, et elle ne pouvait l'être que dans trois cas nettement déterminés : si la décision intervenue constatait l'innocence, si elle reconnaissait l'absence de tout délit, ou si un autre était reconnu coupable.

Il faisait remarquer en terminant que le magistrat, dans l'état de la législation, disposait d'un pouvoir absolu, et qu'il serait bon d'introduire dans nos lois « une disposition qui, sans gêner le juge dans « l'exercice de son redoutable pouvoir, lui mettrait « devant les yeux les conséquences que pourrait « entraîner un défaut de circonspection. »

A la suite de M. Bérenger, M. Ernest Hamel soutenait la proposition de la Commission et ajoutait un exemple frappant à ceux qu'avait invoqués le rapporteur. Il citait le cas d'un homme jouissant depuis près de 40 ans d'une réputation irréprochable, de l'estime générale, de la considération universelle, accusé dans une lettre anonyme d'avoir, dans son jardin, attenté à la pudeur d'une jeune fille d'une quinzaine d'années. La jeune fille interrogée niait de la façon la plus formelle avoir jamais été l'objet d'un attentat de la part du prévenu qui était l'ami de sa famille. Cette jeune fille était soumise à un examen médical. Le rapport du médecin expert établissait « qu'elle était vierge, pure comme l'enfant qui vient

« de naître, et qu'elle n'avait jamais été l'objet d'aucune souillure. » — Malgré ce rapport, malgré une démarche du Conseil municipal attestant la parfaite honorabilité du prévenu et demandant au juge d'instruction de le mettre en liberté sous caution, après quatre mois de détention préventive, le prévenu était renvoyé devant la Cour d'Assises. Un des principaux témoins manquant, l'affaire était reportée à une session ultérieure. Enfin l'accusé comparaisait et était acquitté après sept mois de détention préventive.

« L'acquittement, s'écriait M. Hamel, était la première réparation morale qu'il recevait. Il en a eu une autre : en arrivant dans sa commune, une manifestation de plus de quatre cents personnes est venue pour le féliciter d'avoir vu son innocence reconnue. — Mais la réparation matérielle l'a-t-elle obtenue ? Voici ce que, le lendemain de son acquittement, m'écrivait le maire de sa commune : « Il a reçu, le lendemain de son arrivée, une ovation enthousiaste. Ces braves et honnêtes gens, ils ont l'honneur sauf pour eux, c'est tout. Mais cette malheureuse affaire leur a coûté bien cher. Est-ce qu'il n'y aurait pas une demande de dommages-intérêts à intenter de leur part contre ces ennemis acharnés que, je crois, on peut traiter de faux témoins ? Il serait à mon avis bien utile que ces individus qui n'ont pas été punis par la justice, le soient dans leurs finances... ».

« Tel est, Messieurs, le cri de l'opinion publique. C'était ce que demandait autrefois, l'illustre Béranger (de la Drôme) et il le demandait en ces

« termes pour les malheureux proclamés innocents
« après une cruelle détention préventive : « Cepen-
« dant, ces hommes privés de leur liberté pendant
« plusieurs mois et même plusieurs années, ces
« hommes dont l'innocence a pu être proclamée, la
« loi ne les dédommage pas. On est injuste et cruel
« à leur égard ; on les outrage ; on porte atteinte à
« leur honneur, à leur fortune et ils ne reçoivent
« pas de réparation... ».

« C'est cette réparation que je veux demander pour
« eux, avec notre honorable collègue, M. Béranger,
« et je vous conjure d'adopter la seconde partie de
« la proposition de la Commission, parce qu'elle est
« conforme à la justice éternelle (1) ».

Le Sénat aurait sans doute hésité à se mettre en
conflit avec la Chambre et à s'écarter des proposi-
tions de sa Commission, si le Garde des Sceaux
n'était venu ajouter aux arguments de principe des
raisons d'opportunité en apportant la nouvelle qu'une
bombe avait éclaté dans Paris. « Et vraiment, s'écriait-
« il, j'admire le courage de ceux qui proposent ces
« prétendues réformes, et surtout le moment qu'ils
« choisissent pour les proposer. Croient-ils qu'il n'y
« ait plus de malfaiteurs ou que le Gouvernement
« n'ait plus rien à faire pour défendre la Société
« menacée par les criminels les plus audacieux ? Rien
« ne les arrête. Ils vont toujours dans leur rêve d'idéal
« social et de perfection indéfinie, sans paraître se
« douter des réalités qui nous étreignent ».

(1) Discours de M. Hamel au Sénat, le 13 février 1894.

En vain, M. Bérenger s'efforçait-il de détruire l'impression produite par l'argumentation ministérielle en montrant que le texte proposé « n'avait pas « le caractère dangereux ni même le caractère utopique que dont M. le Garde des Sceaux avait parlé avec « quelque ironie, oubliant que devant la Chambre « des députés, cette utopie avait eu l'avantage de « recueillir sa voix ».

Désormais, la discussion n'était plus libre. Il paraissait dangereux, dans ces conditions, de toucher, même indirectement, au droit d'arrestation. En présence d'une situation semblable, il ne s'agissait plus de plaider pour la liberté individuelle, mais de défendre avant tout la Société.

Le Sénat estima qu'il était impossible dans un pareil moment de dire que l'homme qui bénéficierait d'une ordonnance de non-lieu pourrait se retourner contre l'Etat, pour lui réclamer une indemnité et par 173 voix contre 56, il ajourna à une date illimitée l'adoption des mesures libérales votées par la Chambre.

La question des indemnités à accorder aux acquittés et aux relaxés ne fut pas soulevée de nouveau à la Chambre, les députés ayant décidé, conformément à l'avis du rapporteur (1), d'adopter le projet sans débat.

(1) « Il faut se contenter, disait M. Pourquery de Boisserin, « d'un premier succès, même modeste, qui prépare les progrès de « l'avenir. » Ce premier succès était « la reconnaissance du principe général qu'une condamnation erronée peut obliger la « Société à réparer le mal qu'elle a fait et le préjudice qu'elle a « causé. »

Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, concernant la réparation des erreurs judiciaires.

Projet de loi déposé au Sénat par le Gouvernement, sur la revision des procès criminels et correctionnels et les indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 443, 444, 445 et 446 du C. I., sont ainsi modifiés :

.....

ART. 446. — La revision prononcée, des dommages-intérêts *devront* être alloués par le Tribunal, la Cour ou la Cour de Cassation, à la personne victime de l'erreur judiciaire, si elle le demande.

Si elle est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra à son conjoint, à ses ascendants, descendants et autres parents justifiant d'un préjudice *matériel* par le fait de la condamnation.

La demande devra être formée avant l'arrêt définitif de revision. Elle sera recevable en tout état de la procédure. Si la condamnation révisée était simplement pécuniaire, l'amende et les frais indûment perçus seront restitués pour tous dommages-intérêts.

ARTICLE PREMIER.

Le chapitre III du livre II, titre III du C. I., est remplacé par le chapitre suivant :

.....

ART. 447. — L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence d'un condamné, *pourra*, sur sa demande, lui allouer une indemnité, à raison du préjudice matériel que lui aura causé la condamnation.

Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander une indemnité appartiendra à son conjoint, à ses ascendants, descendants, frères et sœurs, justifiant d'un préjudice *matériel* résultant pour eux de la condamnation.

La demande sera recevable en tout état de la procédure en revision.

L'indemnité allouée sera à la charge de l'Etat et payée comme frais de justice criminelle.

*Proposition de la Commission
du Sénat sur la revision des
procès criminels et correc-
tionnels et les indemnités
aux victimes des erreurs ju-
diciaires.*

ARTICLE PREMIER.

Le chapitre III du livre II,
titre III du C. I., est remplacé
par le chapitre suivant :

ART. 446. — L'arrêt ou le ju-
gement de revision d'où résul-
tera l'innocence d'un condamné,
pourra, sur sa demande, lui
allouer des dommages-intérêts,
à raison du préjudice que lui
aura causé la condamnation.

Si la victime de l'erreur judi-
ciaire est décédée, le droit de
demander des dommages-inté-
rêts appartiendra, dans la même
condition, à son conjoint, à ses
ascendants et descendants.

*Il n'appartiendra aux pa-
rents d'un degré plus éloigné
qu'autant qu'ils justifieront
d'un préjudice matériel résult-
ant pour eux de la condam-
nation.*

La demande sera recevable
en tout état de la procédure en
revision.

Les dommages-intérêts al-
loués seront à la charge de
l'Etat, sauf son recours contre
ceux par la faute desquels la
poursuite aurait été ordonnée
ou la condamnation prononcée.
Ils seront payés comme frais de
justice criminelle.

*Loi du 8 juin 1895 sur la re-
vision des procès criminels
et les indemnités aux victi-
mes d'erreurs judiciaires.*

ARTICLE UNIQUE.

Le chapitre III du livre II,
titre III du C. I., est remplacé
par le chapitre suivant :

ART. 446. — L'arrêt ou le ju-
gement de revision d'où résul-
tera l'innocence d'un condamné,
pourra, sur sa demande, lui
allouer des dommages-intérêts,
à raison du préjudice que lui
aurait causé la condamnation.

Si la victime de l'erreur judi-
ciaire est décédée, le droit de
demander des dommages-inté-
rêts appartiendra, dans les mê-
mes conditions, à son conjoint,
à ses ascendants et descendants.

*Il n'appartiendra aux pa-
rents d'un degré plus éloigné
qu'autant qu'ils justifieront
d'un préjudice matériel résult-
ant pour eux de la condam-
nation.*

La demande sera recevable
en tout état de la procédure en
revision.

Les dommages-intérêts al-
loués seront à la charge de
l'Etat, sauf son recours contre
la partie civile, le dénonciateur
ou le faux témoin par la faute
desquels la condamnation aura
été prononcée. Ils seront payés
comme frais de justice crimi-
nelle.

*Proposition adoptée par la
Chambre.*

Les frais seront avancés par le demandeur en revision, jusqu'à l'arrêt de recevabilité.

Après cet arrêt, l'instruction sera suivie aux frais du Trésor.

L'arrêt de revision sera affiché, conformément à l'article 36 du Code pénal et inséré d'office au *Journal Officiel*. La publication de cet arrêt dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert.

Toute personne poursuivie pour crime ou délit et acquittée,

Projet de loi du Gouvernement.

Les frais de l'instance en revision seront avancés par le demandeur, jusqu'à l'arrêt de recevabilité ; pour les frais postérieurs à cet arrêt, l'avance sera faite par le Trésor.

Si l'arrêt ou le jugement définitif de revision prononce une condamnation, il mettra à la charge du condamné le remboursement des frais envers l'Etat et envers les demandeurs en revision, s'il y a lieu.

Le demandeur en revision qui succombera dans son instance sera condamné à tous les frais.

L'arrêt ou le jugement de revision d'où résulte l'innocence d'un condamné, sera affiché dans la ville où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de revision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit a été commis, dans celle du domicile des demandeurs en revision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décédée. Il sera inséré d'office au *Journal Officiel* et sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert.

Les frais de la publicité ci-dessus seront à la charge du Trésor.

*Proposition de la Commission
du Sénat.*

Loi du 8 juin 1895.

Les frais de l'instance en revision seront avancés par le demandeur jusqu'à l'arrêt de recevabilité ; pour les frais postérieurs à cet arrêt, l'avance sera faite par le Trésor.

Si l'arrêt ou le jugement définitif de revision prononce une condamnation, il mettra à la charge du condamné le remboursement des frais envers l'Etat et envers les demandeurs en revision, s'il y a lieu.

Le demandeur en revision qui succombera dans son instance, sera condamné à tous les frais.

L'arrêt ou jugement de revision d'où résulte l'innocence d'un condamné, sera affiché dans la ville où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de revision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit aura été commis, dans celle du domicile des demandeurs en revision, et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décadée.

Il sera inséré d'office au *Journal Officiel* et sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert.

Les frais de la publicité ci-dessus seront à la charge du Trésor.

Les frais de l'instance en revision seront avancés par le demandeur jusqu'à l'arrêt de recevabilité ; pour les frais postérieurs à cet arrêt, l'avance sera faite par le Trésor.

Si l'arrêt ou le jugement définitif de revision prononce une condamnation, il mettra à la charge du condamné le remboursement des frais envers l'Etat et envers les demandeurs en revision, s'il y a lieu.

Le demandeur en revision qui succombera dans son instance sera condamné à tous les frais.

L'arrêt ou jugement de revision d'où résulte l'innocence d'un condamné sera affiché dans la ville où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de revision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit aura été commis, dans celle du domicile des demandeurs en revision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décadée.

Il sera inséré d'office au *Journal Officiel* et sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert.

Les frais de la publicité ci-dessus prévues seront à la charge du Trésor.

*Proposition adoptée par la
Chambre.*

Projet de loi du Gouvernement.

toute personne arrêtée préventivement sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit, dont l'instruction sera clôturée par une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, aura la faculté de demander une indemnité qui pourra lui être accordée dans les cas suivants: 1° lorsqu'une autre personne aura été définitivement condamnée pour le même fait ou ne pourra plus l'être, conformément au 2^e alinéa du § 3 de l'art. 443; 2° dans les cas prévus par les § 3 et 4 de l'art. 443 pour le faux témoignage; 3° lorsqu'il résultera de la décision mettant fin aux poursuites, que le fait ne constitue ni crime ni délit.

L'action sera introduite dans les 3 ans du jour où le fait générateur du droit aura été connu de l'intéressé, par simple requête adressée à M. le Président du Tribunal ou de la Cour du lieu où l'annulation se sera produite, où l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu aura été rendu, où l'acquittement aura été prononcé.

Dans tous les cas où la connaissance par les parties de la condamnation donnant ouverture à revision dans les termes de l'article 443, § 2 et 3, serait antérieure à la présente loi, le délai fixé par l'article 444 pour l'introduction de la demande, courra à partir du jour de la promulgation.

*Proposition de la Commission
du Sénat.*

Loi du 8 juin 1895.

Toute personne ayant été détenue préventivement sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit, qui aura été acquittée ou qui aura été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, pourra, si *elle n'a pas donné lieu par sa faute à la poursuite, et si elle justifie d'un préjudice matériel résultant de sa détention*, demander des dommages-intérêts dans les cas suivants : 1° s'il résulte de la décision mettant fin aux poursuites que le fait imputé ne constitue ni crime ni délit, ou que son innocence a été reconnue ; 2° s'il est établi avec certitude, soit par une condamnation prononcée contre un tiers, soit par des faits ou documents révélés postérieurement, qu'un autre a été l'auteur du fait imputé.

La demande peut être formée, en cas d'acquiescement, au moment du jugement du fond. Elle doit, dans tous les cas, être introduite dans les 6 mois du jour où le fait donnant ouverture à l'action a été connu de l'intéressé.

Elle est jugée sur simple requête, en cas de jugement correctionnel ou d'ordonnance de non-lieu, par le Tribunal du lieu où la décision a été rendue, jugeant au civil ; en cas d'arrêt

ART. 447. — Dans tous les cas où la connaissance par les parties de la *condamnation* ou des faits donnant ouverture à

d'acquiescement par la Cour d'appel ou par une Cour d'assises et d'arrêt de non-lieu par une Chambre civile de la Cour d'appel.

revision seront antérieurs à la présente loi, les délais fixés pour l'introduction de la demande, courront à partir de sa promulgation.

CHAPITRE III

Dispositions de la loi du 8 juin 1895.

Après avoir ainsi fait l'historique de la loi du 8 juin 1895, et essayé de dégager le principe qui l'a inspirée, il nous reste, pour être complet, à étudier dans le détail, ses principales dispositions.

Réparation morale et réparation pécuniaire.

Cette loi accorde aux victimes d'erreurs judiciaires dont l'innocence a été proclamée à la suite d'un pourvoi en revision, deux sortes de réparations : une réparation morale et une réparation pécuniaire.

La réparation morale consiste dans une publicité

légale et judiciaire donnée au jugement ou arrêt d'où résulte l'innocence du condamné. Le retentissement des débats est une publicité imparfaite ; la loi se devait de publier la sentence de réhabilitation comme elle ordonne que soit publié l'arrêt qui prononce la condamnation. Il est difficile de concevoir que cette réparation si légitime et si simple à accorder se soit fait si longtemps attendre. Nous l'avons vu proclamée en 1788 ; elle fut réclamée, mais en vain, lors de la discussion de la loi de 1867. En fait, il est vrai, les tribunaux appliquaient souvent l'article 1036 (1) du code de procédure civile pour permettre la publicité des sentences de revision. La Commission de la Chambre n'avait pas songé à demander, dans son projet, la régularisation de cette pratique judiciaire. Pour combler cette lacune, MM. Letellier et Pontois déposèrent un amendement aux termes duquel « l'arrêt de revision devait être affiché conformément à l'article 36 (2) du code pénal et inséré d'of-

(1) Art. 1036, Code proc. civ. « Les tribunaux, suivant la gravité des circonstances, pourront, dans les causes dont ils seront saisis, prononcer, même d'office, des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer calomnieux, et *ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements.* » Cet article n'imposait pas au juge une obligation stricte, mais lui accordait une simple faculté.

(2) Art. 36 du Code pénal. « Tous arrêts qui porteront la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité et à temps, la déportation, la détention, la réclusion, la dégradation civique et le bannissement, seront imprimés par extrait. »

« Ils seront affichés dans la ville centrale du département, dans celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune du lieu où le délit aura été commis, dans celle où se fera l'exécution, et dans celle du domicile du condamné. »

« fice au *Journal officiel*. La publication de cet arrêt
« dans cinq journaux, au choix du demandeur, devait
« en outre être ordonnée, s'il le requérait. » Le Con-
seil d'Etat, appelé à se prononcer, précisa les condi-
tions relatives à l'affichage et à la publication des
jugements de revision, et proposa la rédaction sui-
vante qui est devenue le texte de l'article 446 du code
d'instruction criminelle : (1) « L'arrêt ou jugement
« de revision d'où résulte l'innocence d'un con-
« damné sera affiché dans la ville où a été prononcée
« la condamnation, dans celle où siège la juridiction
« de revision, dans la commune du lieu où le crime
« ou le délit aura été commis, dans celle du domicile
« des demandeurs en revision et du dernier domicile
« de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est dé-
« cédée. Il sera inséré d'office au *Journal officiel* (2)
« et sa publication dans cinq journaux, au choix du
« demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert.

(1) Il est regrettable qu'une disposition de la loi n'ait pas auto-
risé l'intéressé à se faire délivrer gratuitement, ainsi que cela se
fait en matière de réhabilitation, un extrait de la sentence constatant son innocence. Art. 632, al. 2 du Code d'instruction criminelle.

(2) D'après une circulaire de la Chancellerie du 13 décembre 1910, il ne s'agit pas dans l'espèce d'une simple annonce légale ou judiciaire, mais bien d'une mesure de réparation que le législateur a voulu entourer d'une publicité spéciale et revêtir d'un caractère officiel. Aussi l'insertion au *Journal Officiel* du jugement ou de l'arrêt de revision ne doit pas être reléguée dans la partie consacrée aux annonces légales ou judiciaires, mais doit être effectuée dans la partie réservée aux communications de l'autorité publique, au même titre que les insertions en matière d'absence.

« Les frais de la publicité ci-dessus seront à la charge
« du Trésor. »

La réparation pécuniaire consiste dans le remboursement des frais de justice criminelle (1) et dans l'allocation d'une indemnité. Lors de la discussion de la loi de 1867, il avait été entendu que la restitution des frais de justice criminelle, auxquels l'accusé reconnu innocent sur la procédure de revision aurait été condamné, serait de droit ; mais les amendements tendant à faire allouer des indemnités aux innocents injustement condamnés avaient été repoussés. C'est à la loi du 8 juin 1895 que devait revenir l'honneur de consacrer le principe d'un dédommagement pécuniaire. L'article 446 § 1 du code d'instruction criminelle porte que : « L'arrêt ou le jugement de revision
« d'où résultera l'innocence d'un condamné pourra,
« sur sa demande, lui allouer des dommages-inté-
« rêts, à raison du préjudice que lui aura causé la

(1) Le Trésor doit-il également rembourser les dommages-intérêts payés par le condamné à la partie civile ?

Une opinion admet que ces dommages-intérêts doivent être remboursés par le Trésor, parce qu'ils sont une conséquence de la culpabilité, et que la revision, étant l'annulation absolue de l'arrêt de condamnation, fait disparaître la reconnaissance de la culpabilité.

Mais une opinion préférable admet qu'ils ne doivent pas être de plein droit remboursés, parce que le fait peut constituer encore un quasi-délit, ce qui justifie suffisamment la condamnation à des dommages-intérêts ; les dommages-intérêts ne sont pas nécessairement une conséquence de la culpabilité, et il n'est pas rare de voir un accusé condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile, bien qu'il ne soit condamné à aucune peine. (Voir Fuzier Herman. — *Répertoire du droit français*. Mot : Revision).

« *condamnation.* » Cet article très libéral permet d'allouer une indemnité non seulement à ceux qui justifient d'un préjudice matériel, mais encore à ceux qui ont subi un préjudice moral. Sans doute les conséquences morales du préjudice causé par une condamnation sont réparées surtout par la large publicité donnée à la décision de revision. Mais elles ne le sont qu'incomplètement. Et, quoi qu'il soit difficile de les compenser en argent, il est néanmoins impossible de ne pas en tenir compte en fixant le chiffre des dommages-intérêts. Ihering montre quelque part avec beaucoup de force que c'est un mouvement naturel à l'homme que de réparer un préjudice matériel, d'autant plus largement qu'il s'y ajoute un préjudice moral plus grave. S'inspirant de cette idée que les effets moraux et pécuniaires du dommage se mêlent étroitement et réagissent les uns sur les autres, le législateur de 1895 s'est servi d'une expression très générale (*à raison du préjudice que lui aura causé la condamnation*) qui laisse aux tribunaux une grande liberté d'appréciation et leur permet d'allouer, en tenant compte des circonstances de chaque espèce, des indemnités essentiellement variables.

Qui peut réclamer l'indemnité ?

Le droit de réclamer une indemnité ne doit pas être réservé à la victime de l'erreur judiciaire ; il doit être également accordé à sa famille. Le rapporteur du Conseil d'Etat en reconnaissait lui-même le besoin. « Ce n'est pas seulement le condamné qui

« doit être appelé à bénéficier de l'indemnité ; si la
« reconnaissance de l'erreur n'intervient qu'après
« son décès, il peut être juste de l'allouer à sa fa-
« mille. Privée de son chef pendant un temps plus
« ou moins long et même définitivement quelquefois
« par la sentence, elle peut avoir, de par la condam-
« nation, encouru un préjudice direct. Si la peine
« est personnelle, qui ne sait combien souvent, dans
« l'opinion publique, le déshonneur rejaillit sur la
« famille et entraîne pour elle des conséquences
« matérielles. Que l'on se souvienne de la famille de
« Lesurques, dont Jules Favre traçait en 1864 un
« tableau saisissant : « La malheureuse veuve de-
« venue folle de désespoir ; le fils prenait l'épée et
« allait mourir dans les glaces de la Russie ; une
« fille succombant à la même fatalité que sa mère ;
« une autre en apprenant l'ajournement de la réha-
« bilitation de son père, saisie par un accès de dé-
« sespoir, mettant fin à ses jours en se précipitant
« dans la Seine. »

L'article 446 du Code d'instruction criminelle, paragraphe 2, dispose que « si la victime de l'erreur
« judiciaire est décédée, le droit de demander des
« dommages-intérêts appartiendra, dans les mêmes
« conditions, à son conjoint, à ses ascendants et
« descendants. » (1)

(1) Le droit d'introduire la demande en indemnité est étroitement lié au droit d'introduire la demande en revision. De son vivant, ce droit est exclusivement réservé au condamné. Après son décès, ce droit appartient à ses parents collectivement et non successivement.

D'après le paragraphe 3, ce droit « n'appartiendra
« aux parents d'un degré plus éloigné qu'autant qu'ils
« justifieront d'un préjudice matériel résultant pour
« eux de la condamnation. »

Le législateur, en édictant ce texte, s'est inspiré de cette idée très juste qu'un parent éloigné ne saurait éprouver le même préjudice qu'un conjoint, un ascendant ou un descendant, et que le préjudice moral était proportionné à l'affection des héritiers pour le défunt et à l'intimité de leurs relations avec lui. Mais, pour faire triompher cette idée, il n'était pas nécessaire de rétablir la distinction entre le préjudice moral et le préjudice matériel. Il suffisait de laisser aux tribunaux la liberté de décider dans chaque espèce, si le préjudice matériel seul méritait d'être retenu, ou si au contraire il y avait lieu de prendre en considération le préjudice moral. Il est évident que le conjoint, les ascendants et les descendants ne sont pas les seuls à supporter la honte et le déshonneur du condamné ; il y a ses frères et sœurs et tous les parents qui portent le même nom que lui. Il est regrettable que la loi ne permette de les indemniser qu'au cas où ils justifient d'un préjudice matériel.

Délai pour former la demande.

L'article 446 § 4, décide que « la demande sera recevable en tout état de la procédure en revision. »

La demande peut être présentée par de simples conclusions, écrites ou même orales, prises à la

barre avec ou sans l'assistance d'un avoué ; mais il est indispensable qu'elle soit formulée avant l'arrêt définitif de revision. La procédure de revision amenant les parties devant le juge même qui a compétence pour allouer l'indemnité, le législateur a estimé qu'il y avait intérêt à ce que l'affaire soit définitivement solutionnée dans la même instance.

Un arrêt de la Cour de Cassation du 20 octobre 1904 (1) a fait application de cette disposition législative dans un cas qui paraissait douteux. Un sieur Burgand Joseph-Ernest, réclamait l'allocation de dommages-intérêts à raison du préjudice à lui causé par une condamnation correctionnelle dont la Cour de Cassation avait déclaré l'erreur par un arrêt du 29 juillet 1899. Il faisait valoir à l'appui de sa réclamation qu'il était resté étranger à la procédure de revision engagée sur l'ordre du Garde des Sceaux. La Cour suprême l'a néanmoins débouté de sa demande en décidant que les dommages-intérêts auxquels peut prétendre un condamné dont le procès est revisé ne peuvent être alloués que par l'arrêt ou le jugement même qui prononce la revision, et que, par suite, toute demande formée postérieurement à cette décision qui met fin à la procédure de revision, doit être déclarée irrecevable.

Quelle est l'autorité compétente pour statuer sur l'indemnité ?

La question de compétence qui est intimement liée

(1) Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation rendus en matière criminelle, 1904, 429, p. 701.

à la question de principe de la responsabilité de l'Etat met en présence les opinions les plus variées. Pour les uns, l'indemnité réparatrice doit être allouée par l'autorité administrative ; pour les autres par l'autorité judiciaire. D'autres enfin prétendent que c'est le pouvoir législatif qui doit être chargé d'effectuer cette allocation. (1)

Cette dernière opinion fut soutenue au Sénat par M. Volland, qui déposa un amendement aux termes duquel tout arrêt ou jugement en revision aurait donné lieu, dans le délai de un mois, au dépôt par le ministre de la justice d'un projet de loi déterminant le chiffre de l'indemnité due. A l'appui de son amendement, M. Volland faisait remarquer qu'en chargeant le pouvoir judiciaire de statuer sur l'indemnité, on faisait échec au principe que l'Etat, s'il est actionné en dommages-intérêts, doit l'être devant la juridiction administrative. Il en concluait aussi que dans les cas de cassation sans renvoi prévus par l'article 443, la Cour de Cassation qui ne peut statuer

(1) Un orateur de l'Assemblée Constituante disait : « L'avis qui « vous est proposé donnera à 83 tribunaux le droit de donner des « mandats sur le Trésor public, ce qui peut ne pas être absolu- « ment conforme aux principes de la Constitution. Je propose « pour amendement que ce soit le Corps législatif qui statue sur « les indemnités demandées par les accusés acquittés, et que le « tribunal donne seulement son avis sur la question de savoir si « la requête doit être présentée au Corps législatif. » — Sans doute le pouvoir législatif est seul compétent pour voter les ouvertures de crédit nécessaires à l'allocation des indemnités ; mais la répartition de ces crédits rentre dans la fonction des tribunaux judiciaires.

que sur le droit, allait être saisie de conclusions directes en dommages-intérêts. L'orateur terminait en montrant que la question de l'indemnité était d'une importance exceptionnelle et qu'elle ne pouvait être tranchée que par une décision souveraine. Cette décision devait émaner du Parlement lui-même qui serait le jury national.

« Mais, répondait M. Bérenger, comment l'intéressé, le demandeur dans la contestation, pourra-t-il saisir le Parlement ? Comment pourra-t-il se défendre devant lui ? Aura-t-il seulement le droit de se présenter ? »

« Par quelles raisons le Parlement se déterminera-t-il ? Quelle jurisprudence suivra-t-il ? Ne voyez-vous pas la variété infinie des motifs qui seront invoqués et des décisions qui pourront être rendues ? Qui pourrait répondre que ce sera véritablement le procès qui sera jugé ? La question politique n'interviendra-t-elle pas ? Les passions publiques ne se feront-elles pas jour ? Et qui nous dit que la question ne dégénérera pas et qu'à la question de droit et de justice ne sera pas substituée une question d'opportunité ou simplement de budget ? »

Les arguments du rapporteur impressionnèrent le Sénat et l'amendement de M. Volland fut repoussé (1).

La compétence législative ayant été ainsi écartée, il restait à choisir entre la compétence administra-

(1) *Journal Officiel*, 14 février 1894. Débats Sénat, p. 110-111.

tive et la compétence judiciaire. Ceux qui voulaient faire allouer l'indemnité par l'autorité administrative, faisaient valoir que rendre l'Etat justiciable des tribunaux civils, ce serait l'exposer au sacrifice de ses droits et de ses intérêts.

M. Bérenger leur répondait victorieusement que leurs craintes étaient chimériques et que jamais le pouvoir judiciaire n'abuserait de sa liberté pour mettre en échec les intérêts de l'Etat ; qu'il serait bien plus dangereux au contraire de permettre à l'autorité administrative de discuter sur les conditions dans lesquelles une affaire a été instruite et jugée par l'autorité judiciaire. Il montrait enfin qu'il avait intérêt à attribuer compétence à « la juridiction « la plus indépendante de l'Etat, à celle où l'individu a, pour faire valoir ses droits, la position la plus avantageuse, où il est le plus complètement « à l'abri de l'arbitraire et de la passion ». Cet intérêt était si évident, que la compétence judiciaire était admise non seulement par ceux qui voyaient dans l'indemnité une dette à la charge de l'Etat, mais aussi par ceux qui, s'inspirant du projet du Gouvernement, ne faisaient de la réparation de l'erreur judiciaire qu'une question d'assistance et de bienfaisance.

L'article 446 du code d'instruction criminelle a consacré cette manière de voir. « L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence d'un « condamné pourra, sur sa demande, lui allouer des « dommages-intérêts... » C'est donc l'autorité à laquelle est confiée la mission de proclamer l'innocence.

cence qui est chargée de se prononcer sur l'indemnité. Quelle est cette autorité ? C'est la Cour de Cassation quand elle retient l'affaire en vertu du § 2 de l'article 445, c'est-à-dire toutes les fois qu'il ne peut pas être procédé à de nouveaux débats oraux entre toutes les parties. Quand l'affaire est renvoyée devant une Cour d'assises, c'est cette Cour d'assises juge du rescisoire qui est compétente. Mais est-ce la Cour, est-ce le jury qui doit statuer ? Comme c'est le jury qui dans la plupart des cas a charge de consacrer en définitive l'innocence de la victime de l'erreur, on s'est demandé s'il ne devait pas lui appartenir de trancher la question de l'indemnité ; et on a argumenté par analogie du rôle joué par le jury en matière d'expropriation. La solution de cette question est singulièrement délicate, comme nous le verrons plus tard, lorsqu'il s'agira d'allouer une indemnité aux acquittés. Aux assises, en effet, même après acquittement du jury, un doute peut rester sur la culpabilité ; et il semble dangereux que la Cour soit en état, par l'attribution de dommages-intérêts, de modifier le caractère du verdict d'acquittement prononcé par le jury. Mais en matière de revision la situation est tout autre. Après arrêt de la Cour de Cassation et verdict négatif de la juridiction de renvoi, aucun doute ne subsiste sur l'existence de l'erreur et il n'est pas à craindre que l'arrêt de la Cour ne modifie le sens de la décision du jury. Dans ces conditions, il paraît logique d'accorder à la Cour, qui connaît déjà des réclamations de la partie civile, le droit de statuer sur les réclamations élevées contre l'Etat.

Lorsqu'il s'agit non plus d'un crime, mais d'un délit, ce sont les magistrats correctionnels saisis, sur l'arrêt de revision du fond de l'affaire, qui se prononceront sur le chiffre des dommages-intérêts.

En résumé, c'est toujours le juge du rescisoire qui est compétent pour allouer l'indemnité ; c'est à la Cour et au Tribunal qui a rendu la décision d'où résulte l'innocence d'un condamné, qu'il appartient d'assurer à celui-ci la réparation qui lui est due ; et cette Cour ou ce tribunal a seul compétence à cet effet.

Cette solution ressort très clairement dans l'arrêt de la Cour de Cassation, rendu le 20 février 1903 dans l'affaire Voisin. Le conseil de guerre du Mans, statuant sur la poursuite dirigée contre le nommé Voisin après revision d'une condamnation encourue par celui-ci, le 20 décembre 1892, devant le conseil de guerre de Rennes, avait prononcé son acquittement, mais s'était déclaré ensuite incompétent pour connaître de sa demande tendant à l'allocation d'une indemnité.

Saisie d'un pourvoi, la Cour suprême a condamné cette jurisprudence. « Attendu, dit l'arrêt, que pour
« se déclarer incompétent, le conseil de guerre du
« Mans s'est à tort basé sur les articles 53 et 54 du
« code de justice militaire pour les armées de terre,
« qui disposent que les tribunaux militaires ne
« statuent que sur l'action publique, et que l'action
« civile ne peut être poursuivie que devant les
« tribunaux civils ; que ces articles sont sans appli-
« cation dans l'espèce ; qu'en introduisant dans notre

« droit le principe nouveau de la responsabilité de
« l'Etat à l'égard de ceux qui ont souffert d'une
« erreur judiciaire, la loi du 8 juin 1895 en a expres-
« sément réglé l'application, et qu'aucune juridic-
« tion, quelle que soit sa nature, ne saurait, sans
« méconnaître ses pouvoirs, se soustraire aux pres-
« criptions de la dite loi, sous le prétexte qu'elles
« auraient pour effet de soumettre à son apprécia-
« tion une matière qui ne rentre pas dans ses attri-
« butions ordinaires ».

« D'où il suit que le jugement attaqué a violé la
« loi, en refusant d'appliquer l'article 446 du Code
« d'instruction criminelle.

« Par ces motifs, la Cour de cassation

« Casse et annule, dans l'intérêt de la loi et du
« nommé Voisin, le jugement du Conseil de guerre
« du Mans, en date du 2 septembre 1902, mais seu-
« lement dans la partie où le Conseil de guerre s'est
« déclaré incompétent pour statuer sur la demande
« tendant à l'allocation d'une indemnité... (1). »

A qui incombe la charge de l'indemnité ?

L'article 446 § 5 porte que « les dommages-inté-
« rêts alloués seront à la charge de l'Etat, sauf son
« recours contre la partie civile, le dénonciateur ou
« le faux témoin, par la faute desquels la condam-
« nation aura été prononcée. » C'est donc l'Etat qui
est responsable dans tous les cas du préjudice com-
mis par l'erreur, sauf le droit qui lui appartient de

(1) Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation rendus en
matière criminelle, 1903. B. 83, p. 129.

se retourner contre ceux qui ont provoqué cette erreur : partie civile, dénonciateur, faux témoin. La victime de l'erreur judiciaire ne connaît qu'un seul débiteur, l'Etat, et elle se trouve ainsi bénéficier d'un avantage précieux, parce qu'elle est déchargée des risques d'insolvabilité.

Mais l'Etat qui paie est subrogé aux droits que la victime de l'erreur judiciaire aurait pu elle-même causer. Il a un recours contre tous les individus que la victime de l'erreur judiciaire pourrait elle-même poursuivre d'après les règles du droit commun, à l'exception des magistrats coupables de dol, qui ne figurent pas dans l'énumération limitative de l'article 446.

Cette subrogation s'explique d'elle-même. L'individu acquitté, et *a fortiori* celui dont l'innocence a été proclamée à la suite d'un pourvoi en revision, ont le droit de réclamer des dommages-intérêts à la partie civile, au dénonciateur et au faux témoin. Ce droit, le condamné ne l'exerce pas, parce que la loi du 8 juin 1895 lui offre un moyen plus simple et plus efficace d'être indemnisé du préjudice subi. « Mais n'est-il pas juste que l'Etat, qui a supporté
« la responsabilité pécuniaire de cette fausse dénon-
« ciation, de cette poursuite injustifiée, de ce faux
« témoignage, puisse se retourner contre les vrais
« auteurs du dommage, armé de cette subrogation
« que le droit commun donne à toute personne
« tenue pour d'autres et avec d'autres ? » (1).

(1) Bavière. — *La réparation des erreurs judiciaires et la loi du 8 juin 1895*, thèse Dijon, 1898.

Ce recours de l'Etat a été cependant l'objet de vives attaques devant le Sénat. M. Godin demanda sa suppression en faisant valoir que les articles 29, 30 et 31 du code d'instruction criminelle obligent les officiers publics et les particuliers à dénoncer les faits criminels et délictueux dont ils ont eu connaissance, et que l'on entraverait l'exercice de l'action publique, si l'on rendait ces personnes passibles de dommages-intérêts, à raison d'une obligation que leur imposait la loi.

M. Bérenger répondit qu'il s'agissait seulement de substituer l'Etat au droit attribué par la loi au condamné de réclamer des dommages-intérêts au dénonciateur qui l'avait amené devant la justice ; que jamais les fonctionnaires obligés de dénoncer les faits criminels qui viennent à leur connaissance n'avaient été visés par cette expression « dénonciateur » ; et que le dénonciateur susceptible d'être atteint par le recours de l'Etat était celui *par la faute duquel* la condamnation avait été prononcée.

La demande de M. Godin fut repoussée.

Mais si l'article 446 accorde un recours à l'Etat, il n'indique pas devant quelle juridiction ce recours doit être exercé. La réponse à cette question ne se trouve pas dans le texte de la loi du 8 juin 1895, mais dans les déclarations faites à la tribune du Sénat par le rapporteur, à la suite des observations de M. Demôle.

« Si la personne responsable des dommages est
« en cause dans le procès en revision, l'Etat pourra
« agir directement contre elle : si elle n'y est pas,

« il devra, pour pouvoir la mettre en cause, saisir
« d'autres juges, qui ne pourront alors être que des
« juges civils. C'est la règle qui se trouve formulée
« par l'article 359 du code d'instruction criminelle.
« L'accusé qui a laissé s'achever la session de la
« Cour d'assises sans réclamer les dommages-inté-
« rêts qu'il est en droit de demander, ne peut plus
« s'adresser qu'au tribunal civil. »

Comment s'effectue le paiement de l'indemnité ?

« Les dommages-intérêts, lisons-nous dans l'ar-
« ticle 446 paragraphe 5 *in fine*, seront payés comme
« frais de justice criminelle. » C'est donc l'Etat qui
doit en faire l'avance et les prendre provisoirement
à sa charge.

A la suite d'un accord intervenu entre le départe-
ment des finances et la chancellerie (1), il a été dé-
cidé que le paiement des dommages-intérêts s'effec-
tuerait de la manière suivante :

Les bénéficiaires présenteront au receveur de
l'enregistrement du lieu où siègera le tribunal qui
aura statué, un mémoire en deux exemplaires, dont
un sur timbre, revêtu d'un réquisitoire et d'un exé-
cutoire des magistrats compétents, visant la loi du
8 juin 1895.

A l'appui de ce mémoire, le réclamant produira
un extrait du jugement ou de l'arrêt, fixant le mon-
tant des dommages-intérêts auxquels il a droit. Les
mémoires et taxes payés en exécution de la loi, por-

(1) Circulaire de la Chancellerie du 25 octobre 1895.

teront uniformément la suscription : « Revision des
« procès criminels et correctionnels. »

De plus, les Procureurs Généraux sont invités à faire connaître au Garde des Sceaux le montant des sommes payées en vertu de l'article 446 du code d'instruction criminelle, dans le rapport qui accompagne la transmission mensuelle des bordereaux relatifs aux frais de justice mandatés dans leur ressort.

CHAPITRE IV

Principales indemnités accordées depuis 1895.

Les tribunaux ont eu l'occasion de faire plusieurs applications du principe de l'indemnité posé par le législateur de 1895. Nous allons les passer rapidement en revue, afin de nous rendre compte si la responsabilité de l'Etat se trouve souvent engagée et dans quelle proportion.

La première affaire qui ait donné lieu à l'allocation d'une indemnité est l'affaire Naudin.

Une demoiselle L. avait confié à un ouvrier nickeleur, nommé Naudin, un plateau qu'il ne put représenter quand il lui fut réclamé. Mademoiselle L... porta plainte. Naudin allègua pour sa défense que l'argenteur, nommé Redet, à qui il avait confié le plateau, avait disparu. Le tribunal correctionnel de

la Seine considéra cette explication comme invraisemblable et condamna le prévenu à 15 jours de prison pour abus de confiance.

Naudin subit sa peine, puis, une fois libre, se mit à la recherche de Redet qu'il retrouva. Ce dernier avait fait faillite et vivait sous un faux nom dans un autre quartier. Il possédait toujours le plateau, et le tenait à la disposition de sa propriétaire.

Naudin ayant ainsi la preuve de sa bonne foi, se pourvut en cassation.

La Cour de Cassation déclara le pourvoi recevable, cassa la décision du tribunal de la Seine, et renvoya l'affaire devant le tribunal de Versailles, lequel, par jugement du 16 octobre 1896, acquitta Naudin et lui alloua la somme de 300 francs à titre de dommages-intérêts (1).

Dans ce jugement, le tribunal semble considérer comme une faute à la charge de la victime de l'erreur, le fait de « n'avoir pas tenté tous les degrés de « juridiction et de n'avoir pas déféré le jugement à « la Cour d'appel, devant laquelle il aurait produit « le mal fondé de la poursuite », faute qui a pour conséquence de diminuer le montant de l'indemnité. Cette idée que la responsabilité de l'Etat se trouve atténuée par la faute de la victime de l'erreur est très judicieuse, et nous aurons l'occasion d'en faire l'application quand il s'agira de déterminer dans quelles conditions il convient d'indemniser les innocents relaxés ou acquittés, mais en l'espèce il

(1) *Gazette des Tribunaux*, 7 novembre 1896.

est permis de se demander si Naudin, qui n'avait pas encore pu retrouver la preuve de son innocence, n'avait pas très sagement agi en refusant de faire appel de sa condamnation.

Une indemnité a été allouée également dans l'affaire Druaux. La femme Druaux avait été condamnée en 1887, par la Cour d'assises de Rouen, aux travaux forcés à perpétuité, pour empoisonnement de son mari et de son frère. Huit ans après, il fut établi que la mort des deux prétendues victimes était due aux émanations d'un four à chaux contigu à leur habitation.

L'innocence de la femme Druaux étant démontrée, la Cour de Cassation, dans son audience du 26 juin 1896, annula l'arrêt de la Cour d'assises de Rouen, et renvoya l'affaire devant le jury de la Somme. La femme Druaux, qui avait déjà subi neuf ans de réclusion dans une maison centrale, fut acquittée, et la Cour lui alloua 40,000 francs à titre de dommages-intérêts (1).

Une affaire dont le retentissement a été considérable, a donné lieu à un arrêt analogue : c'est l'affaire Vaux et Petit. Pierre Vaux, instituteur à Longepierre, et Jean Petit, furent accusés d'être les auteurs de plusieurs incendies allumés dans la commune en 1852. La Cour d'assises de Saône-et-Loire les condamna à la peine des travaux forcés à perpétuité. Mais les incendies ne cessèrent pas à Longepierre, et on ne tarda pas à découvrir que Pierre

(1) *Gazette des Tribunaux*, 23 octobre 1896.

Vaux et Petit avaient été victimes d'une vengeance politique, et que le vrai coupable était leur dénonciateur, le nommé Gallemard, maire de la localité. Arrêté et poursuivi, celui-ci se pendit dans sa prison, rendant ainsi impossible toute revision. Pierre Vaux mourut au bagne de Cayenne, en 1874, sans avoir pu obtenir que les pouvoirs publics s'occupassent de lui. Mais après le vote de la loi du 8 juin 1895, ses héritiers et ceux de Petit, se prévalant du nouvel article 445, demandèrent à la Cour de Cassation de prononcer la revision et de leur allouer une indemnité. Le 16 décembre 1897, la Cour de Cassation, après avoir déchargé la mémoire de Vaux et de Petit, statua en ces termes sur la demande de dommages-intérêts formée par leurs héritiers. « *En ce qui touche l'intervention du sieur Gagey, frère utérin de Pierre Vaux :*

« ... Attendu, en outre, qu'aux termes de l'article 446 § 3 du code d'instruction criminelle, le droit de demander des dommages-intérêts, en matière de revision, n'appartient aux parents autres que les ascendants et descendants qu'autant qu'ils justifient d'un préjudice *matériel* résultant pour eux de la condamnation ; qu'aucune justification du préjudice matériel n'est produite par le concluant ;

« Déclare le sieur Gagey non recevable en son intervention, le condamne aux dépens de ladite intervention ;

« *En ce qui touche les conclusions de Pierre-Armand Vaux, Irma Vaux, veuve Morin, et Ju-*

« *nîus-Brutus Vaux, enfants légitimes de Pierre*
« *Vaux :*

« Attendu que leur demande de 100,000 francs à
« titre de dommages-intérêts n'a rien d'exagéré, eu
« égard à la durée de la peine subie par leur auteur
« et du préjudice qui en est résulté pour eux ;

« Vu l'article 446 du code d'instruction criminelle,
« Condamne l'Etat à leur payer la somme de
« 100,000 francs à titre de dommages-intérêts.

« *En ce qui touche les conclusions de Marianne*
« *Nicollot, veuve de Jean-Baptiste Petit, et de ses*
« *deux enfants légitimes, Judith Petit, épouse as-*
« *sistée et autorisée du sieur Simonet, et Léon*
« *Petit :*

« Attendu que leur demande de 50,000 francs à
« titre de dommages-intérêts est également justifiée,
« tant par la durée de la peine subie par leur auteur
« que par le préjudice qu'ils en ont éprouvé,

« Condamne l'Etat à leur payer la somme de
« 50,000 francs à titre de dommages-intérêts » (1).

Dans l'affaire Rossi, la Cour d'assises de Constantine a accordée, le 5 novembre 1897, 1.000 francs de dommages-intérêts au sieur Rossi, qui avait été condamné à tort par la Cour d'assises d'Alger, le 22 décembre 1894, à 6 ans de travaux forcés pour vol qualifié.

Une indemnité de 3.000 francs a été allouée, le 30 juillet 1898, par le tribunal correctionnel de Laon, au sieur Vallé, condamné à tort par le tribunal cor-

(1) *Gazette des Tribunaux*, 18 décembre 1897. S. 97, I. 428.

rectionnel de Vervins, le 8 août 1894, à 600 francs d'amende pour menaces de mort sous condition.

Dans l'affaire Jamet, Léger, et femme Varney, la Cour d'assises de la Seine-Inférieure a, le 25 juillet 1898, à la suite d'un pourvoi en revision, acquitté tous les accusés qui avaient été condamnés, le 23 novembre 1893, pour viol et complicité : Jamet et Léger aux travaux forcés à perpétuité, la femme Varney à 8 ans de travaux forcés. Elle a octroyé 30.000 francs d'indemnité à Jamet, 30.000 francs à Léger et 10.000 francs à la femme Varney. La Cour dit, dans son arrêt, que les imprudences et les déclarations de la femme Varney, ayant contribué à l'erreur commise, sont de nature à diminuer son droit à l'indemnité, et auraient pu même le faire disparaître tout à fait, s'il n'y avait pas eu lieu de tenir compte de la faiblesse de son état d'esprit. La femme Varney avait, en effet, précisé certains détails et propos compromettants de nature à faire croire à la culpabilité de Jamet. Mais il était établi qu'elle avait agi par peur, sous la menace du revolver du père de la jeune fille violée, et parce qu'il lui avait fait croire qu'en agissant ainsi elle ne serait pas condamnée.

Le sieur Fétis, condamné le 13 juillet 1894, par la Cour de Bordeaux, à 15 jours de prison et 100 francs d'amende pour injures publiques et diffamation, et déclaré innocent à la suite d'un pourvoi en revision, a obtenu, le 5 mai 1899, 1.500 francs de dommages-intérêts.

Le 29 octobre 1901, la Cour d'assises de Seine-et-Oise a octroyé 20.000 francs d'indemnité au sieur

Latrompette, condamné à tort par la Cour d'assises de la Seine, le 11 octobre 1893, à 6 ans de réclusion pour vol qualifié.

Le 18 avril 1902, une indemnité de 10.000 francs a été allouée au sieur Rabiet, condamné à tort par la Cour d'assises de la Seine, le 11 juillet 1899, à 7 ans de réclusion pour complicité de vol qualifié.

A la suite d'un pourvoi en revision, le 21 juin 1902, 1.000 francs d'indemnité ont été accordés au sieur Ituria, condamné à tort par le tribunal correctionnel de Bayonne à un mois de prison pour contrebande.

Le 4 mai 1903, le Conseil de guerre d'Orléans a accordé une indemnité de 40.000 francs au sieur Voisin, condamné à tort par le Conseil de guerre de Rennes, le 20 décembre 1892, à la peine de mort (peine commuée en celle des travaux forcés à perpétuité).

Le sieur Loeb, condamné le 10 mai 1898, par la Cour d'assises de la Marne, à 3 ans de prison, et proclamé innocent le 7 mars 1903, par la Cour d'assises de la Seine, a obtenu 30.000 francs de dommages-intérêts.

Les sieurs Primaud et Francatel, condamnés à la réclusion pour vol qualifié et acquittés à la suite d'un pourvoi en revision, se sont vus allouer : Primaud 6.000 francs d'indemnité ; Francatel, 3.000 francs.

500 francs à titre d'indemnité ont été accordés le 28 janvier 1905, au sieur Cabirol, condamné à tort par le tribunal de Jonzac à 48 heures de prison pour abus de confiance.

Le 23 novembre 1905, la Cour de Cassation a

octroyé 1.500 francs d'indemnité à la nommée Sophie Coudert, femme Aubert, qui avait été condamnée, le 17 juillet 1896, par le tribunal correctionnel de Brive, à 20 jours de prison. Cette condamnation était basée principalement sur les propres aveux de l'inculpée, reconnus plus tard mensongers. Malgré cette faute de la victime de l'erreur judiciaire, la Cour lui a alloué des dommages-intérêts, parce que ces aveux lui ont paru effectués dans des conditions telles qu'ils pouvaient être attribués à des accès nerveux occasionnés, et par l'appréhension de voir les gendarmes lui mettre les menottes, et aussi par les menaces violentes de sa patronne, victime du vol.

Une somme de 500 francs a été accordée à titre d'indemnité, le 8 mars 1906, par la Cour d'assises du Loir-et-Cher, au sieur Redonnet, condamné à tort, le 21 juin 1904, par la Cour d'assises d'Indre-et-Loire, à 3 ans de prison pour viol.

Une somme de 2.000 francs a été accordée à titre d'indemnité, le 28 décembre 1906, par la Cour d'appel de Rouen, au sieur Bonneau, condamné à tort le 11 avril 1912, par la Cour d'appel de Paris, à 3 mois de prison pour abus de confiance.

Le sieur Hogu, condamné à tort le 16 juin 1904, par la Cour d'appel de Paris, à 15 jours de prison avec sursis pour blessures par imprudence, et acquitté à la suite d'un pourvoi en revision par la Cour d'appel d'Orléans, le 12 janvier 1907, a obtenu 300 francs d'indemnité.

Le sieur Bertrand, condamné à tort le 27 octobre

1903, par la Cour d'appel de Lyon, à un mois de prison pour vol et acquitté à la suite d'un pourvoi en revision par la Cour d'appel de Dijon, le 13 avril 1907, a obtenu 250 francs d'indemnité.

Une somme de 6.000 francs a été allouée à titre d'indemnité au sieur Guérin, reconnu innocent le 8 mai 1908, et qui avait été condamné le 12 septembre 1906, par le Tribunal correctionnel de Fougères, à 15 jours de prison pour violences et voies de fait sur la personne d'une jeune fille âgée de moins de quinze ans.

Une somme égale a été allouée à titre d'indemnité au sieur Gamard, proclamé innocent le 2 avril 1909, et qui avait été condamné à 6 mois de prison, le 8 août 1907, par la Cour d'appel de Paris.

Un arrêt de la Cour de cassation du 10 juillet 1911, a accordé 30.000 francs à titre de réparation au sieur Michaud, qui avait été condamné à tort aux travaux forcés à perpétuité par la Cour d'assises de la Creuse, le 14 janvier 1894. Michaud réclamait 100.000 francs de dommages-intérêts ; la Cour lui en a accordé 30.000, estimant que « si les imprudences de langage et les déclarations mensongères du prévenu « lors des poursuites ne semblaient pas devoir suffire à enlever à Michaud tout droit à une indemnité « pécuniaire, elles étaient en tous cas de nature à « amoindrir dans une notable mesure l'importance « de la réparation qui lui était due ». De cet arrêt se dégage très nettement l'idée que si la loi du 8 juin 1895 reconnaît à la charge de l'Etat l'existence d'une obligation tendant à la réparation du dommage résul-

tant d'une condamnation effacée par le verdict de non-culpabilité qui intervient sur la revision, la même loi permet d'écarter ou tout au moins de modérer au regard du demandeur, les conséquences de la condamnation, lorsque, par l'imprudence de son attitude et de son langage lors des faits qui ont donné lieu aux poursuites, par des déclarations qu'il a dû tenir ensuite pour inexactes, et en dissimulant la vérité à la justice, le condamné s'est rendu coupable et a paru se désigner aux poursuites (1).

(1) *Moniteur Judiciaire* de Lyon, 13 septembre 1911.

TROISIÈME PARTIE

Le principe de l'indemnité dans les législations étrangères.

Le législateur français de 1895 a, comme nous le savons, consacré le droit à une indemnité pour la victime de l'erreur judiciaire dont l'innocence a été proclamée à la suite d'un pourvoi en revision. Plusieurs législations étrangères se sont efforcées d'apporter, elles aussi, une solution au problème de l'indemnisation des innocents injustement poursuivis ou condamnés. C'est à l'examen de leurs principales dispositions que sera consacrée la troisième partie de notre étude.

CHAPITRE PREMIER

Quelques législations ont consacré de très bonne heure le principe de l'indemnité.

Le désir manifesté par le roi Louis XVI, dans sa généreuse déclaration du 8 mai 1788, de voir accorder aux victimes des erreurs de la justice un dédommagement pécuniaire, avait déjà été réalisé par Léopold de Toscane, dans son ordonnance criminelle de 1786 (1). Aux termes de l'article 46, « il y avait

(1) Dans un ordre de cabinet du 15 janvier 1776, Frédéric-le-Grand avait déjà posé en principe « que les personnes qui auraient « été l'objet d'une instruction criminelle, au cas où leur innocence complète aurait été reconnue dans la suite, devraient « non seulement être remboursées de leurs frais et pertes, mais « aussi recevoir une indemnité qui serait établie équitablement « suivant les circonstances propres à chaque affaire et la diversité

« lieu d'indemniser tous ceux qui, par des circon-
« tances fortuites ou certaines coïncidences fatales,
« se seront trouvés sous le coup d'une accusation
« criminelle sans que personne en soit coupable, et
« quelquefois auront été retenus prisonniers au pré-
« judice de leur honneur, de leurs intérêts et de
« ceux de leur famille, et auront été reconnus inno-
« cents dans la suite ».

A cet effet, il était institué une caisse spéciale, alimentée par le produit des amendes, et placée sous la direction du bon Gouvernement du domaine florentin. L'indemnité allouée par le juge à la victime de l'erreur judiciaire était prise sur le montant de cette caisse.

Cette idée survécut à la législation toscane et passa en 1819, dans le code pénal des deux Siciles (1), aux termes duquel « les innocents étaient indemnisés sur une caisse des amendes » qui devait être organisée par un décret particulier. Mais, « soit incurie de l'ad-
« ministration, soit exiguité des ressources, parce

« des conditions, et qui les dédommagerait de tous les inconvé-
« nients et ennuis éprouvés ou subis pendant leur détention. »
Le principe émis fut abandonné et n'entra pas dans la législation de la Prusse.

(1) Code pénal des deux Siciles, chapitre VI, article 5. « Les
« amendes ainsi que les sommes encaissées, provenant des garan-
« ties, obligations ou cautions, ou du prix des objets confisqués,
« seront destinées au paiement des dommages-intérêts et des frais,
« principalement en faveur des innocents poursuivis par erreur
« ou par calomnie dans les affaires criminelles..... Le gouverne-
« ment organisera par un décret particulier, dans chaque cercle
« ou province, l'administration d'une Caisse appelée Caisse des
« amendes, destinée à recevoir les sommes ci-dessus. »

« que le code de 1819 était très sobre de peines « pécuniaires », le décret de fonctionnement de la caisse des amendes, prévu par la loi, ne fut jamais rendu, et il semble que le principe de l'indemnité soit resté purement théorique.

Lors de la constitution du royaume d'Italie et de la rédaction du code de procédure criminelle de 1865, il fut résolument écarté. Pourtant plusieurs criminalistes éminents (1) continuèrent à le proclamer, et M. Rapisardi l'introduisit dans son projet de code pénal. Mais malgré leurs efforts et ceux de quelques députés, il ne fut pas consacré par le code pénal italien, voté en 1886.

Presqu'au moment où le principe de l'indemnité était consacré législativement en Toscane, était promulguée la Constitution genevoise de 1794, qui, dans son titre XIII, intitulé « Marche de la Justice criminelle » permettait à l'accusé de réclamer une indemnité de 7 florins par jour de détention, si la majorité des voix s'était prononcée en sa faveur. S'il y avait unanimité dans le même sens, il avait droit à 15 florins et à une réparation publique par impression et affichage du verdict d'absolution. La théorie de l'indemnisation des innocents à raison d'une détention

(1) Les juristes italiens Filangieri, Cremani, Carrara, Luchini, se sont déclarés en principe pour l'indemnité. « Aussi souvent, » dit Luchini dans son livre « il carcere preventivo » 1872, que la « Société exige de l'un de ses membres le sacrifice de ses intérêts, » lui porte dommage ou préjudice, elle doit tenir à son égard la « même conduite qu'un simple citoyen et s'acquitter envers lui » par une indemnité proportionnée. »

injustifiée qui se trouvait ainsi ébauchée dans la plus ancienne loi cantonale suisse, se précisait un demi-siècle plus tard dans le code pénal bernois et était accueillie par la législation de plusieurs cantons, Fribourg, Vaud, Neuchâtel, Argovie et Bâle (1).

L'exemple donné par le canton de Genève fut suivi par l'Espagne. Le code espagnol de 1822 (2) consacra son chapitre XII à « l'indemnisation des innocents ».

ART. 179. — « Tout individu qui, après avoir été
« l'objet d'une information criminelle, aura été dé-
« claré absolument innocent du délit ou de la faute
« qui a motivé cette information, sera immédiate-
« ment et complètement indemnisé de tous les dom-
« mages et préjudices par lui éprouvés dans sa per-
« sonne, sa réputation et ses biens, sans qu'on puisse
« exiger de lui à cet effet aucun frais ni aucune dé-
« pense ; et, s'il le désire, un procureur fiscal sera
« chargé de le représenter dans cette demande en
« indemnité, comme s'il s'agissait d'une demande
« introduite d'office. Cependant toutes les fois qu'au-
« cune impossibilité ne s'y opposera, l'indemnité sera
« réglée par la sentence même qui déclarera l'inculpé
« absolument innocent. S'il ne peut être procédé
« ainsi, le droit à l'indemnité sera déclaré, et l'in-
« demnité fixée ainsi qu'il est prescrit dans le code
« de procédure ».

ART. 180. — « Si la procédure criminelle a été

(1) *Annuaire de législation étrangère*, t. XIV, p. 685.

(2) *Revue Pénitentiaire*, année 1895, p. 568.

« introduite en vertu d'une accusation privée, l'indemnisation sera à la charge de l'accusateur ; et, si le juge a coopéré par dol, ignorance ou négligence, à l'injustice de l'information, il encourra la même responsabilité solidairement ».

ART. 181. — « Si la procédure a été instruite d'office et qu'elle ait pour cause le dol ou la faute du juge, l'indemnité sera intégralement à la charge du dit juge ; si le juge, au contraire, a agi conformément aux lois, encore qu'ensuite il soit résulté de l'information que l'individu traité comme inculpé était absolument innocent, l'indemnité sera donnée par le gouvernement soit en argent, soit sous forme d'un honneur ou d'une récompense, suivant les circonstances de la personne et ce qui sera déterminé par la sentence, mais elle devra toujours être effective et suffisante pour s'étendre à tous les dommages, préjudices et dérangements éprouvés par l'innocent ».

Cette tentative hardie et généreuse du législateur espagnol n'eût pas un avenir heureux, car le code de 1822 ne resta en vigueur que pendant le court espace de quinze mois.

Mais depuis une trentaine d'années environ, plusieurs législations étrangères ont repris pour leur compte ces solutions libérales et consacré le principe de l'indemnité. Citons par ordre de date : le code pénal mexicain du 15 septembre 1880, la loi portugaise du 14 juin 1884, la loi suédoise du 12 mars 1886, le code norvégien du 1^{er} juillet 1887, la loi danoise du 5 août 1888, la loi du canton de Bâle-

Ville du 9 décembre 1889, le code pénal brésilien du 11 octobre 1890, la loi autrichienne du 16 mars 1892, la loi islandaise du 26 octobre 1893, la loi belge du 18 juin 1894, le code de procédure pénal hongrois de 1896, enfin les lois allemandes du 20 mai 1898 et du 14 juillet 1904.

Sans entrer dans l'étude approfondie de ces diverses lois, il convient d'en indiquer les grandes lignes et d'en dégager les caractères généraux.

Comment y est compris le principe de l'indemnité ? Quelle y est l'étendue de son application ? Quelles y sont les conditions requises pour avoir droit à l'indemnité ? La réponse à ces questions varie suivant les législations.

CHAPITRE II

Nature de l'indemnité.

Tout un groupe de législations reconnaissent à l'indemnité le caractère d'une dette à la charge de l'Etat et d'un droit pour la victime de l'erreur judiciaire.

La loi danoise du 5 avril 1888 (1) proclame le droit à l'indemnité à l'égard des condamnés reconnus innocents, et aussi à l'égard des personnes innocentes détenues préventivement : « Lorsqu'une peine « prononcée par jugement a été subie en tout ou en « partie, et qu'il vient à être régulièrement prouvé « que cette peine n'était pas justifiée, le condamné « a droit à une indemnité sur le Trésor public, pour

(1) *Annuaire de législation étrangère*, tome XVIII, p. 752.

« les tort, préjudice et perte pécuniaire qui en sont
« résultés pour lui. . . »

« Celui qui, après avoir été soumis à la détention
« préventive, est ensuite acquitté ou mis en liberté,
« sans que l'affaire soit poursuivie jusqu'au jugement,
« *a droit* à une indemnité à fixer par le juge... »

Le code norvégien d'instruction criminelle du
1^{er} juillet 1887 décide « que le Trésor *doit* une
« indemnité à celui qui, après avoir subi sa peine,
« sera reconnu innocent. Une indemnité *est due*
« *également* à celui qui, après avoir subi une déten-
« tion préventive, a été acquitté ou en faveur de qui
« une ordonnance de non-lieu a été rendue, la pré-
« vention n'étant pas suffisamment établie. »

Il semble bien, quoique les termes employés soient
moins catégoriques, que ce soit le même système sur
la nature de l'indemnité qui ait déjà été consacré par
le code pénal mexicain du 15 septembre 1880 :
« Lorsque l'accusé poursuivi d'office sera acquitté,
« non par suite de l'insuffisance des preuves, mais
« après avoir justifié de sa complète innocence au
« sujet du délit qui lui était imputé, et auquel il
« n'aura pas donné lieu par sa conduite antérieure
« à la poursuite, la sentence définitive le proclamera
« d'office, et si l'accusé le demande, le juge, après
« avoir entendu le ministère public, *fixera le mon-*
« *tant des dommages-intérêts qui lui seront al-*
« *loués...* »

La loi portugaise du 14 juin 1884 (1) s'est servie

(1) *Revue Pénitentiaire*, année 1895, p. 917.

d'expressions analogues, « ... la sentence d'acquit-
« tement rendue en revision *fixera, sur la demande*
« *du réhabilité, une juste indemnité* du préjudice
« causé par l'exécution de la peine... » Mais le décret
du 27 février 1895 est venu en préciser le sens :
« Le jugement *doit allouer* au condamné, s'il l'a
« requis, une juste indemnité du dommage souffert
« par l'exécution de la peine... »

La loi de Bâle ville du 9 décembre 1889 (1) est
encore plus explicite : « Lorsqu'une personne a été
« incarcérée par ordre des pouvoirs publics, si la
« procédure instruite contre elle n'aboutit pas au
« renvoi de l'inculpé devant les tribunaux, elle *a droit*
« *à une indemnité...* »

Ce droit pour la victime de l'erreur judiciaire de
réclamer à l'Etat des dommages-intérêts, se trouve
également consacré par la loi allemande du 20 mai
1898 en cas de revision, et par celle du 14 juillet 1904
en cas de « détention préventive injustement subie. »

A l'inverse, un autre groupe de législations n'at-
tribuent à l'indemnité allouée aucun caractère obli-
gatoire et n'y voient qu'une satisfaction équitable et
bienveillante, que l'Etat est toujours libre de refuser.
Dans ce groupe, figure la loi suédoise du 12 mars
1886 (2). Aux termes de l'article premier, « lorsqu'un
« individu aura été arrêté comme inculpé d'un délit,
« et que la poursuite intentée contre lui aura été
« ensuite abandonnée, ou que le prévenu aura été

(1) *Annuaire de législation étrangère*, tome XIX, p. 685.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, tome XVI, p. 591.

« acquitté, *il pourra lui être alloué une indemnité.* La procédure organisée par la législation suédoise achève de montrer le caractère facultatif de l'indemnité : l'individu qui veut obtenir la réparation pécuniaire du préjudice qui lui a été causé, adresse une requête au Roi par l'intermédiaire du ministre. Le Roi rend une décision purement gracieuse qui n'est soumise à aucun recours. Ce n'est pas une demande contentieuse, c'est une concession bienveillante du pouvoir social.

Dans d'autres législations, la procédure est beaucoup plus compliquée ; elle est en partie judiciaire, en partie administrative ; et le caractère facultatif de l'indemnité apparaît moins nettement.

D'après la loi autrichienne du 16 mars 1892 (1), la demande d'indemnité est adressée, dans un délai de 3 mois, au tribunal qui a rendu en première instance le jugement annulé. Mais ce tribunal ne juge pas, il fournit des éclaircissements et donne son avis sur l'affaire qu'il connaît mieux que tout autre ; ce n'est là qu'une sorte d'instruction préparatoire. C'est, en définitive, au ministre de la justice qu'il appartient de statuer sur la demande et, s'il y acquiesce, de fixer le taux de l'indemnité. La décision ministérielle revêt cependant une certaine forme contentieuse, car elle est susceptible d'appel. Le réclamant qui se croit lésé peut agir devant le tribunal d'Empire (reichsgericht), juridiction souveraine chargée de statuer

(1) *Annuaire de législation étrangère*, tome XXII, p. 328.

sur les réclamations de ceux qui se prétendent lésés par un acte de souveraineté (1).

Une procédure analogue a été établie par le code pénal hongrois de 1896. L'action en indemnité est introduite devant la Cour de justice saisie comme tribunal de première instance, ou dans le ressort de laquelle se trouve le tribunal de première instance saisi. Cette Cour de justice instruit l'affaire et soumet les pièces du procès à la Cour suprême royale, qui statue définitivement. Si elle donne suite à l'affaire, elle renvoie les pièces au ministre de la justice, qui fixe le montant de l'indemnité, en se basant sur la décision rendue par la Cour suprême.

Le devoir moral qui incombe à l'Etat d'indemniser les victimes d'erreurs judiciaires devient dans la législation hongroise, comme dans la législation autrichienne, une sorte d'obligation naturelle, basée sur la charité et la solidarité sociale ; et c'est ce qui

(1) Dans la loi allemande du 20 mai 1398, on retrouve les mêmes particularités. C'est la juridiction, chargée de se prononcer sur la revision, qui reconnaît le droit à l'indemnité, sans pouvoir toutefois en déterminer le quantum : sa décision, en ce qui concerne le droit à une réparation pécuniaire, n'est même pas lue publiquement à l'audience ; elle est seulement notifiée à l'intéressé, et celui-ci, pour en recueillir le bénéfice, adresse à peine de déchéance une requête au parquet dans les trois mois de cette notification. Le ministre de la justice de l'Etat fédéré ou le chancelier de l'Empire, suivant que l'indemnité à payer est à la charge du Trésor public de l'un des Etats confédérés ou du Trésor de l'Empire, arbitre le montant de la somme due : sa décision est susceptible d'un recours de la part de l'intéressé dans un nouveau délai de trois mois, soit devant le tribunal régional, soit devant la Cour suprême de l'Empire.

explique que la procédure revête une forme contentieuse. Mais cette obligation naturelle n'est susceptible d'être transformée en une obligation civile, sanctionnée par la loi, que si elle est volontairement assumée par l'État (1), et c'est la raison pour laquelle l'allocation d'une indemnité reste, malgré tout, une mesure gracieuse.

Il peut arriver, d'ailleurs, qu'une législation n'attribue pas à l'indemnité un caractère uniforme et prévienne des hypothèses où l'allocation de l'indemnité sera obligatoire et d'autres où elle sera facultative. Le code pénal bernois de 1854 nous en fournit un exemple. Il semble que l'indemnité sera due au prévenu libéré par une ordonnance de non-lieu, tandis qu'elle pourra seulement être allouée à l'acquitté ou au condamné dont le procès a été révisé. La loi du canton de Neuchâtel admet un droit à une indemnité en cas de révision, mais ne reconnaît qu'une simple faculté après ordonnance de non-lieu ou acquittement.

(1) L'État, observe M. de Krzymuski, professeur à l'Université de Cracovie, est responsable vis-à-vis des victimes d'erreurs judiciaires, non comme fisc, mais en sa qualité d'organe faisant œuvre de souveraineté. Seulement, à cette responsabilité de l'État, ne correspond aucun droit appartenant aux personnes « condamnées par erreur. »

CHAPITRE III

Etendue de l'indemnité.

Les législations étrangères ont apporté des solutions très variées à la question de l'étendue de l'indemnité.

Plusieurs législations ne consacrent le principe de l'indemnité qu'au profit du condamné dont l'innocence a été reconnue à la suite d'un pourvoi en révision. A côté de la législation française, il faut mentionner comme rentrant dans cet ordre d'idées, la législation portugaise, la législation autrichienne, la législation belge, la loi du canton de Genève. Autrefois on ajoutait à l'énumération la législation allemande ; mais depuis le 14 juillet 1904, il n'est plus possible de la ranger dans cette catégorie.

Le code pénal mexicain étend l'application du

principe de l'indemnité aux acquittés, mais la refuse à ceux qui ont été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu.

A l'inverse du code mexicain, le code de procédure pénale du canton de Vaud (1) n'accorde aucune indemnité aux prévenus acquittés, mais en accorde une aux personnes injustement poursuivies et soumises à une détention préventive, puis relaxées. Il semble qu'en édictant cette disposition, le législateur suisse ait eu principalement pour but de protéger les citoyens contre une détention qui n'aurait pas de justes motifs, car l'hypothèse où la détention paraît la plus injustifiée est précisément celle où le juge d'instruction reconnaît de lui-même, en rendant une ordonnance de non-lieu, que la preuve de la culpabilité de l'inculpé ne peut pas être faite.

De nombreuses législations sont allées plus avant dans cette voie généreuse et ont étendu le principe de l'indemnité à toutes les victimes d'erreurs judiciaires sans distinction, estimant que l'indemnité était due au cas de détention préventive aussi bien qu'au cas de condamnation injuste.

La loi danoise proclame le droit à l'indemnité, non seulement pour le condamné, mais encore pour « celui qui, après avoir été soumis à la détention

(1) « Le prévenu libéré qui estime avoir droit à une indemnité, « s'adresse par requête au Tribunal d'accusation, dans la quinzaine de l'avis de l'ordonnance de non-lieu. L'indemnité ne « peut être accordée qu'à l'unanimité; le montant est déterminé à « la majorité. Le Procureur général donne préalablement son « avis. »

« préventive, est ensuite acquitté ou mis en liberté
« sans que l'affaire soit poursuivie jusqu'au juge-
« ment. » (1).

La loi suédoise autorise l'allocation d'une indemnité toutes les fois « qu'un individu aura été arrêté
« comme inculpé d'un délit, et que la poursuite in-
« tentée contre lui aura été abandonnée, ou que le
« prévenu aura été acquitté. » Cette solution libérale est d'autant plus intéressante à noter que la loi suédoise, comme nous le savons, consacre le système qui attribue à l'indemnité un caractère facultatif ; ce qui prouve qu'en partant de principes différents, on peut arriver aux mêmes résultats, « pourvu, comme
« l'écrit M. Jacquin, qu'on poursuive le même but », en l'espèce la réparation intégrale du préjudice causé tant par une condamnation injuste que par une poursuite injustifiée.

A côté du Danemark et de la Suède, il faut ranger la Norvège (2) et les cantons suisses de Berné, de Fribourg et de Neuchâtel, dont les législations accordent, elles aussi, le bénéfice de l'indemnité à toutes les victimes d'erreurs judiciaires.

(1) La loi danoise se montre excessivement libérale sous ce rapport. Elle va jusqu'à déclarer que le droit à l'indemnité doit s'étendre non seulement aux inculpés détenus qui bénéficient d'un acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu, mais aussi à ceux qui auront été jugés coupables d'un délit puni simplement d'amende.

(2) La Bavière n'a pas organisé de procédure d'indemnisation, mais sa Chambre des Députés a voté, en 1888, un crédit de 5.000 marks pour indemniser, par voie administrative, les détenus bénéficiant d'une décision de non-lieu.

CHAPITRE IV

Conditions requises pour obtenir l'indemnité.

La plupart des législations étrangères subordonnent à trois conditions l'exercice du droit à l'indemnité. Pour que la victime de l'erreur judiciaire triomphe dans sa réclamation, il faut :

1° Que son innocence soit péremptoirement démontrée ;

2° Qu'elle n'ait pas, par sa faute, donné lieu aux poursuites ou à la condamnation ;

3° Qu'elle ait été détenue préventivement.

La première de ces conditions est exigée par la loi danoise (1), qui n'alloue une indemnité que « s'il ré-

(1) Ceci n'est absolument exact qu'au cas d'acquiescement ou de relaxe. Au cas de revision, la loi danoise et quelques législations étrangères accordent une indemnité à l'inculpé qui méritait une

« sulte nécessairement des explications fournies que
« le prévenu *était innocent* du délit pour lequel il a
été détenu. »

Le code mexicain est encore plus explicite. Il
n'accorde à l'accusé une réparation pécuniaire « que
« s'il a été acquitté, non par suite de l'insuffisance
« des preuves, mais après avoir *justifié de sa com-
« plète innocence* au sujet du délit qui lui était im-
« puté. »

Dans la législation suédoise, l'acquitté ou le relaxé
ne peut réclamer une indemnité « que s'il résulte de
« l'instruction que le délit pour lequel il était pour-
« suivi n'a pas été commis, ou qu'il a eu pour auteur
« un autre que le prévenu, ou que de toutes façons
« il n'a pu être commis par lui, et que, dans les deux
« derniers cas, il n'y a pas lieu de le considérer
« comme complice. »

D'après le code de procédure pénale hongrois,
l'indemnité n'est accordée au prévenu que si son
innocence est certaine.

Quelques législations, cependant, font exception

peine moindre que celle qui lui a été infligée. La loi belge décide
qu'une indemnité pourra être allouée « si la peine a été seulement
« réduite parce qu'on avait appliqué primitivement un texte de
« loi trop rigoureux. » La loi suédoise est plus exigeante : l'in-
demnité ne sera accordée que si le condamné a été puni d'une
peine moindre que celle qu'il a déjà *subie*. Cette disposition nous
paraît seule logique, car l'indemnisation n'a pas de raison d'être,
si la durée de la peine subie ne dépasse pas encore la durée de
celle qu'on aurait dû prononcer. Il importe d'ailleurs de remarquer
que la plupart des législations étrangères sont moins libérales et
n'allouent une indemnité que si la sentence de revision proclame
l'innocence du condamné.

et indemnisent des prévenus dont l'innocence n'est pas formellement reconnue. L'article 1^{er} de la loi du canton de Bâle ville dispose qu'« une personne in-
« carcérée par ordre des pouvoirs publics aura droit
« à une indemnité si la procédure instruite contre
« elle n'aboutit pas au renvoi de l'inculpé devant les
« tribunaux. »

Le code pénal du canton de Berne décide que
« lorsqu'après une poursuite, il interviendra une
« ordonnance portant qu'il n'y a ni crime, ni délit,
« ni contravention, ou *qu'il n'existe pas d'indices*
« *suffisants*, le juge d'instruction allouera à l'inculpé,
« sur sa demande, des dommages-intérêts. »

La loi norvégienne est encore plus large. Aux termes de l'article 469 du code d'instruction criminelle : une indemnité est due à celui qui, après avoir subi une détention préventive, a été acquitté, ou en faveur de qui une ordonnance de non-lieu a été rendue, *la prévention n'étant pas suffisamment établie*.

Mais ce ne sont là que des dispositions exceptionnelles, susceptibles d'entraîner de graves abus. Aussi n'ont-elles pas trouvé place dans les législations, même les plus libérales, celles du Danemark et de la Suède, qui exigent, comme nous le savons, pour qu'une indemnité soit accordée à l'acquitté ou au relaxé, que son innocence soit démontrée.

Une fois l'innocence établie, presque toutes les législations étrangères demandent que l'on prenne en considération les fautes que l'intéressé peut avoir commises. Elles veulent qu'on en tienne compte,

soit pour diminuer le montant des dommages-intérêts, soit même pour supprimer toute indemnité.

La loi autrichienne détermine expressément les cas de faute : « Si le condamné s'est opposé à dessein
« à la condamnation injuste, ou si, ayant été con-
« damné à défaut, il ne s'est pas pourvu. »

La loi suédoise est encore plus précise. Elle dispose « que l'indemnité ne pourra être allouée à celui
« qui aura cherché, par la fuite ou autrement, à se
« soustraire à l'instruction ou à empêcher la décou-
« verte de la vérité, par la suppression de preuves
« ou d'objets, ni celui qui à dessein, par un aveu
« mensonger, fait en justice ou ailleurs, ou en se
« dénonçant faussement lui-même ou de toute autre
« manière, aura été cause que l'instruction ait été
« instruite ou poursuivie contre lui. »

D'après le code de procédure pénal hongrois, « en
« cas d'arrestation préalable ou de détention provi-
soire injustifiée, ne peut réclamer aucune indemnité :

« 1° Celui qui a tenté de fuir ou qui a pris la
« fuite ;

« 2° Celui qui s'est faussement dénoncé lui-même
« ou qui a faussement avoué ;

« 3° Celui qui s'est efforcé d'influencer les té-
« moins, les co-accusés ou les experts en vue d'ob-
« tenir d'eux, soit une fausse déposition, soit une
« expertise favorable, soit une abstention complète
« de témoignage ou d'expertise, afin d'effacer les
« traces du fait. »

Mais cette énumération limitative est forcément incomplète ; aussi la plupart des législations étran-

gères préfèrent-elles y substituer une formule plus générale qui laisse aux juges toute latitude pour apprécier si la faute de la victime de l'erreur judiciaire doit être prise en considération, et si elle est suffisamment grave pour entraîner la déchéance du droit à l'indemnité.

L'article 470 du code norvégien d'instruction criminelle porte « qu'il n'y aura pas lieu à indemnité, « si l'accusé lui-même a donné lieu à l'accusation, « soit par *sa faute*, soit en essayant d'égarer l'instruction ou d'influencer les témoins. »

La loi bâloise du 9 décembre 1889, accorde l'indemnité « pourvu qu'il *n'y ait pas de la faute* du « prévenu. »

D'après la loi du canton de Berne, les frais d'instruction pourront être mis à la charge du prévenu « lorsque, par des actes ou propositions contraires « aux lois ou répréhensibles, *qui peuvent lui être* « *imputés à faute*, il aura lui-même provoqué les « soupçons qui ont motivé l'instruction. »

Aux termes de l'article 344 du code pénal mexicain, une indemnité est accordée au relaxé ou à l'acquitté innocent du délit qui lui était imputé, à condition qu'il n'ait pas donné lieu à ces mesures d'instruction par « *sa conduite antérieure à la pour-* « *suite.* »

La loi allemande du 20 mai 1898, qui a sanctionné le principe de l'indemnité en cas de revision seulement, décide qu'aucune indemnité n'est due si le condamné a, dans sa défense, commis une *négligence grave de nature à justifier l'erreur judiciaire* dont il

est reconnu victime à la suite d'une procédure en revision ; mais le fait d'avoir négligé une voie légale de recours n'est pas considéré comme une négligence grave.

La loi qui renferme à ce sujet les dispositions les plus heureuses est la loi danoise du 5 avril 1888. Aux termes de l'article 2, le droit à l'indemnité cesse « lorsque l'intéressé a lui-même *donné lieu par sa conduite à la détention préventive*. Toutefois, « lorsque le juge reconnaît que la conduite suspecte « du prévenu peut avoir été déterminée par la peur, « le trouble ou une erreur excusable, il peut lui « allouer une indemnité réduite en proportion. » Cet article explique en forts bons termes avec quelle réserve il convient d'apprécier la faute (1), et montre en même temps que l'indemnité n'est due qu'au cas d'arrestation suivie *de détention préventive*.

(1) D'après la loi danoise, le prévenu ne perd pas le droit à l'indemnité toutes les fois que sa poursuite a eu pour cause une faute de sa part, mais alors seulement que sa faute ne se laisse pas excuser par un sentiment de crainte, par quelque trouble ou quelque erreur. Le prévenu innocent a pu, par des dépositions mensongères ou par une tentative de fuite, provoquer son arrestation. Certes, en principe, il ne devrait plus bénéficier du droit à l'indemnité. Il en est autrement cependant, du moment qu'il sera prouvé que son attitude suspecte a eu pour mobile soit la crainte de passer pour coupable, soit un état de trouble produit par trop de sévérité de la part du juge d'instruction ou par un malencontreux concours d'indices compromettants, soit enfin une erreur qui lui aura fait considérer comme prouvée une circonstance que le juge ne pouvait interpréter qu'à sa charge. Dans tous ces cas, la loi danoise a cru juste de ne pas refuser aux prévenus qui auraient été victimes d'erreurs judiciaires, le droit à l'indemnité.

Bien qu'une simple poursuite puisse occasionner à celui qui en a été l'objet un préjudice sérieux, la plupart des législations étrangères, à l'instar de la législation danoise, refusent d'en tenir compte. Elles n'indemnisent la victime de l'erreur judiciaire que si elle a été maintenue en état de détention préventive. C'est le cas de la législation norvégienne, de la législation suédoise, de la législation hongroise et de la législation de plusieurs cantons suisses (canton de Bâle, canton de Vaud, canton de Fribourg, canton de Neuchâtel). Cette condition est également exigée par une des lois étrangères les plus récentes, la loi allemande du 14 juillet 1904 qui alloue une indemnité à l'acquitté ou au relaxé « à raison de la détention préventive qu'il a injustement subie ».

CHAPITRE V

La loi allemande du 14 juillet 1904 sur
l'indemnité pour la détention préventive
injustement subie.⁽¹⁾

L'idée d'un dédommagement à accorder aux personnes ayant souffert d'une détention préventive injustifiée faisait partie du projet dont est issue la loi du 20 mai 1898. Mais sa mise en pratique se heurtait, à première vue, à de grosses objections. Comment concilier les exigences de l'équité et les intérêts de la répression judiciaire ? Suffisait-il qu'un individu ait été arrêté et relaxé, pour qu'il acquit *hic et nunc* un droit à l'indemnité ? Devait-on accorder des dom-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, tome IV, 1904, page 47.

mages-intérêts, sans distinction, à tous les bénéficiaires d'acquiescement ou d'ordonnance de non-lieu. Ne convenait-il pas de subordonner à certaines conditions l'exercice du droit à l'indemnité.

Aussi le Reichstag crut-il prudent de réserver momentanément la question de l'indemnité pour détention préventive injustifiée, qui nécessitait une étude approfondie ; et après avoir sanctionné législativement (loi du 20 mai 1898), le principe de l'indemnité après revision, il se contenta de voter à l'unanimité une résolution « invitant les Gouvernements « confédérés à déposer le plus rapidement possible « sur son bureau, un projet de loi relatif à l'indemnité pour détention préventive injustement « subie ».

A deux reprises différentes, le 23 février 1899 et le 21 mars 1901, le Parlement renouvelait cette résolution sous la forme d'une demande « pressante ». Le 28 janvier 1904, le chancelier de l'Empire se décidait à déposer un projet de loi très étudié concernant l'indemnité pour détention préventive subie par un non coupable. Mais si, dans ce projet, le droit à l'indemnité pour détention préventive était accordé à ceux qu'un jugement du tribunal avait mis hors de cause, il était par contre dénié à ceux qui avaient été mis en liberté sans jugement, par suite de l'impossibilité où s'était trouvé le ministère public de soutenir contre eux l'accusation. « Ainsi, ceux que les « char- « ges les plus graves avaient conduits jusqu'au juge- « ment pouvaient obtenir une indemnité ; et cette « réparation était refusée à ceux contre lesquels l'in-

« suffisance des charges n'avait même pas permis de
« porter une accusation ». Vivement émue de cette
anomalie, la Commission du Reichstag vota, à l'unanimité moins une voix, « la parité de traitement pour
« tous ceux qui avaient souffert d'une détention pré-
« ventive injustifiée, que l'ordre d'arrestation ait
« été décerné au cours de l'instruction préparatoire,
« de l'instruction préalable ou de la procédure prin-
« cipale, que l'innocence du prévenu ait été recon-
« nue par le Ministère public ou par les Tribu-
« naux ». Il paraissait, en effet, conforme à l'équité
et à « la justice distributive » de garantir aux préve-
nus mis hors de cause par ordonnance du Parquet, le
même droit légal à l'indemnité qu'à ceux dont l'in-
nocence a été reconnue par les tribunaux, précisé-
ment parce que, pour ces détenus, les cas sont nom-
breux où leur innocence est clairement prouvée.
Mais les Gouvernements confédérés défendirent avec
énergie le point de vue opposé, disant que seule la
clôture de la procédure par décision du tribunal
donne une garantie suffisante de l'attribution de l'in-
dennité aux véritables innocents.

Désireux de faire aboutir rapidement une réforme
qui apportait une amélioration notable à la situa-
tion juridique des détenus injustement, le Reichs-
tag céda sur ce point. Il le pouvait d'autant plus faci-
lement que, selon la déclaration du secrétaire d'Etat
au Ministère impérial de la justice, les 5/6 au moins
des détenus innocents avaient le droit, suivant le pro-
jet du Gouvernement, de poursuivre leur demande
d'indemnité et que, d'autre part, une voie adminis-

trative restait ouverte, si la réclamation était justement fondée, aux personnes, en petit nombre, auxquelles la loi n'accorde aucun droit juridique. Dans l'exposé des motifs du projet de loi, il était dit, en effet, qu'en vertu d'une décision formelle des Etats confédérés une réparation équitable serait accordée administrativement, avec les moyens existant déjà dans les Etats de la Confédération, au détenu innocent qui ne pourrait pas prétendre par la présente loi à une indemnité.

C'est dans ces conditions que le projet du Gouvernement, adopté par le Parlement en deuxième et troisième lecture et également approuvé par le Conseil fédéral, devint la loi du 14 juillet 1904.

Aux termes de cette loi, un dédommagement sous la forme d'un droit juridique est accordé aux détenus remis en liberté par décision du tribunal. Mais la reconnaissance de ce droit est subordonnée à certaines conditions.

L'indemnité n'est allouée que si la procédure a fait éclater l'innocence du détenu, ou démontré qu'il n'existe pas contre lui de soupçon fondé.

Alors même que l'innocence du détenu a été proclamée, il n'a droit à aucune indemnité, si c'est lui qui a causé intentionnellement son emprisonnement préventif ou l'a mérité par une négligence grossière. Cette disposition, qui n'est que l'application du principe de droit privé que nul n'est admis à réclamer des dommages-intérêts pour un tort qu'il s'est fait intentionnellement ou par faute grave, permet d'éviter une exploitation en règle de la loi et d'écarter

tous ceux qui éprouveraient un malin plaisir à se faire arrêter pour réclamer ensuite des dommages-intérêts. Il faut remarquer, cependant, que toute négligence n'exclut pas l'indemnité : il faut qu'il y ait une négligence grossière (*culpa lata*). En face de la diversité des cas, le législateur n'a pas voulu déterminer ce qu'il fallait entendre par négligence grossière ; c'est une question de fait que le Tribunal devra apprécier pour chaque espèce. Il aura à tenir compte de la situation difficile d'une personne innocente impliquée dans une procédure criminelle, et le législateur a pris soin de lui signaler qu'il ne devra jamais considérer comme faute grave l'omission d'un moyen de droit.

En dehors des cas où la loi repousse *ipso jure* toute réclamation, il en est encore quelques autres où le Tribunal peut ordonner qu'il en soit ainsi, particulièrement quand l'acte, sans être légalement punissable, manque gravement aux préceptes de l'honnêteté ou de la morale, ou encore lorsqu'il restera impuni, parce que l'inculpé, au moment de l'exécution, était dans un état d'ivresse excluant le libre arbitre. Le tribunal dispose aussi de la même faculté quand il se trouve en présence d'une personne qui, au moment de son arrestation, jouissait d'une mauvaise réputation à la suite d'une peine précédemment encourue.

C'est donc l'autorité judiciaire qui tranche d'une façon souveraine la délicate question de savoir si le prévenu réunit les conditions requises pour avoir droit à une indemnité. Toutes les fois que le Tribunal

acquitté un détenu ou le met hors de cause, il doit d'office⁽¹⁾ se demander si le Trésor est tenu à dédommagement. Le tribunal statue sur ce point par décision spéciale ; il faut cependant qu'elle soit concomitante à l'ordonnance d'acquittement ou à l'ordonnance de mise hors de cause. Cette décision est prise en vertu de documents déjà versés aux débats, sans qu'il soit besoin d'une enquête particulière pour établir l'innocence. Contre le jugement du tribunal il n'y a aucun recours, qu'il impose à l'Etat la réparation ou qu'il l'en dispense.

Le jugement qui reconnaît à l'inculpé le droit d'exiger une indemnité de l'Etat n'est pas lu publiquement, mais notifié d'une façon spéciale à l'intéressé ; et celui-ci pour en recueillir le bénéfice doit, à peine de déchéance, adresser dans les six mois de cette notification une requête au parquet du tribunal dans le ressort duquel s'est discutée l'affaire en première instance.

Cette requête est transmise à l'autorité judiciaire suprême : au Ministre de la Justice qui arbitre le montant de la somme due. Le montant de l'indemnité à allouer au détenu est celui du dommage pécuniaire résultant pour lui de la détention préventive. Il faut interpréter dans un sens large le terme em-

(1) Il n'y a pas besoin d'une prise de conclusions pour revendiquer l'indemnité. Les travaux préparatoires de la loi disent en effet : « Si la détention a été appliquée à un innocent, le premier « devoir de l'Etat consiste à faire le premier pas pour réparer le « dommage, même s'il n'est pas pris de conclusions tendant à cet « effet. »

ployé par la loi « dommage pécuniaire » ; il comprend, comme le faisait déjà la loi de 1898, toute atteinte à la situation de l'inculpé pouvant s'exprimer par un chiffre. Les principes du code civil sont applicables ici, et l'indemnité comprend, à côté de la perte subie (*damnum emergens*), le bénéfice qui n'a pu être réalisé (*lucrum cessans*). Elle s'applique également au dommage éprouvé par l'inculpé dans son industrie ou son avancement.

Une expédition de la décision du Ministre de la Justice doit être délivrée à l'intéressé. Celui-ci peut, pendant un délai de trois mois, faire appel de cette décision devant la Chambre civile du tribunal. L'instance est alors dirigée contre le fisc de l'Etat allemand devant le tribunal duquel l'affaire s'est déroulée en premier ressort.

Telle est, rapidement exposée dans ses grandes lignes, cette loi allemande du 14 juillet 1904, qui est venue compléter si heureusement la loi de 1898, en consacrant le principe d'une indemnité pour détention préventive injustement subie. Sans doute, elle est encore incomplète, en ce sens que les détenus mis hors de cause par ordonnance du Parquet restent en dehors de son domaine d'application et ne peuvent user que d'un recours administratif ; et il est à souhaiter que dans un temps prochain cette lacune soit comblée. Il n'en est pas moins vrai, cependant, qu'elle a apporté une notable amélioration à la situation juridique de la plupart des détenus innocents ; et l'on est obligé de constater qu'aucun grand Etat ne possède sur la matière une législation comme l'Allemagne en possède une maintenant.

Texte de la loi allemande du 14 juillet 1904.

ARTICLE 1. — Les personnes qui sont acquittées dans une poursuite pénale, ou qui, par décision du tribunal, sont relaxées de la poursuite, peuvent, à raison de la détention préventive qu'elles ont subie, demander une indemnité au Trésor de l'Etat, si l'instruction a prouvé qu'il n'existe pas contre elles de soupçon fondé.

Outre le détenu, ceux envers qui il est obligé par la loi au devoir d'assistance, ont droit d'être indemnisés.

ARTICLE 2. — Le détenu est exclu du droit d'être indemnisé, s'il a provoqué à dessein la détention préventive, ou s'il l'a justifiée par une négligence grossière. L'omission de faire valoir un moyen de droit n'est pas à considérer comme une négligence.

Le détenu peut être exclu du droit d'être indemnisé, si l'acte poursuivi comporte une improbité ou une immoralité grossière, ou s'il a été commis dans un état d'ivresse excluant le libre arbitre, ou s'il ressort des circonstances de la cause, que le détenu a préparé l'exécution d'un crime ou d'un délit.

Le détenu peut aussi être exclu de ce droit, si, lorsqu'il a été arrêté, il n'avait pas l'exercice de ses droits civiques, ou s'il était placé sous la surveillance de la police, ou si, en vertu de l'article 181 ou de l'article 362 du code pénal, il avait été mis à la disposition de l'autorité de police locale, par une décision définitive rendue dans le courant des deux dernières années. Il en est de même du détenu puni de la maison de force, qui a subi sa peine depuis moins de 3 ans.

ARTICLE 3. — Le montant de l'indemnité à allouer au détenu est celui du dommage pécuniaire résultant pour lui de la détention préventive. Si, avant la délivrance du mandat d'arrêt, il y a eu une arrestation préalable, ou une détention provisoire, le droit d'être indemnisé s'étend aussi au temps de la détention antérieur au mandat d'arrêt.

Une indemnité ne peut être allouée à ceux qui ont droit à assistance, qu'autant que la détention les a privés de cette assistance.

ARTICLE 4. — Le tribunal, en rendant le jugement qui acquitte le détenu, statue par décision spéciale sur l'obligation du trésor de l'Etat, de l'indemniser.

Si, sur un moyen de droit admis contre le jugement un nouvel acquittement est prononcé, le tribunal qui le prononce doit rendre une nouvelle décision conformément au § 1.

La décision n'est pas publique, mais connue par communication faite dès que le jugement d'acquittement est devenu définitif. Elle ne peut être attaquée par un moyen de droit. Si la décision oblige le trésor de l'Etat à indemniser, elle doit être aussi communiquée à ceux qui, ayant droit à assistance, n'appartiennent pas à la maison du détenu, dès que le tribunal connaît leur domicile.

Ces dispositions sont applicables au cas où le détenu a été relaxé des poursuites, par décision du tribunal.

ARTICLE 5. — La décision qui oblige le trésor de l'Etat à indemniser, devient sans effet, si la reprise de la procédure est ordonnée contre l'acquitté, ou si, sur la reprise de la plainte, l'instruction principale est ouverte contre celui qui a été relaxé des poursuites. Si l'indemnité était déjà payée, ce qui a été payé peut être répété.

ARTICLE 6. — Celui qui se prévaut du droit résultant de la décision qui oblige le trésor de l'Etat à l'indemniser, doit exercer ce droit, à peine de déchéance, dans les six mois

de la communication de la décision, par une requête au Procureur d'Etat près le tribunal de l'Etat dans le ressort duquel la procédure de première instance a été suivie.

L'autorité supérieure de l'administration de la justice de l'Etat statue sur la requête. Une expédition de la décision est remise au requérant suivant les prescriptions du code de procédure civile.

On peut appeler de cette décision par les voies de droit. L'appel doit être interjeté, à peine de déchéance, dans les trois mois qui suivront la communication de la décision. Les chambres civiles des tribunaux de l'Etat connaissent exclusivement du droit d'être indemnisé, quelle que soit la valeur de l'objet du litige.

Le droit ne peut pas être cédé avant que la décision sur la requête soit définitive.

ARTICLE 7. — L'indemnité sera payée par le trésor de l'Etat confédéré devant les tribunaux duquel la procédure pénale a été suivie en première instance.

Le trésor est subrogé à concurrence de l'indemnité payée dans les droits qui appartiennent à l'indemnisé contre un tiers qui, par des actes contraires au droit, a causé la détention préventive.

ARTICLE 8. — Si la reprise des poursuites est requise contre l'acquitté, ou que la plainte soit reprise contre celui qui a été relaxé des poursuites, la décision de l'autorité supérieure de l'administration de l'Etat (article 6 § 2), ainsi que le paiement de l'indemnité (article 7 § 1), peuvent être suspendus.

ARTICLE 9. — Dans les affaires qui, en première instance, sont de la compétence du tribunal d'Empire, le trésor de l'Empire est tenu de l'indemnité au lieu du trésor de l'Etat.

Dans ce cas, le Procureur d'Etat près le tribunal d'Empire, remplace le Procureur d'Etat près le tribunal de l'Etat ; le chancelier de l'Empire remplace l'autorité supérieure de l'administration de la justice de l'Etat.

ARTICLE 10. — Cette loi s'applique de la même manière aux personnes acquittées sur poursuites devant les tribunaux militaires. A la place du trésor de l'Etat, c'est, dans l'armée, le trésor du corps devant le tribunal duquel la procédure pénale a été suivie en première instance. Dans la marine, le trésor de l'Empire. Au lieu du Procureur d'Etat près le tribunal de l'Etat, c'est le chef de justice de première instance ; au lieu de l'autorité supérieure de l'administration de la justice de l'Etat, c'est l'autorité supérieure de l'administration de la justice militaire ou de la marine qui sont compétents.

ARTICLE 11. — Dans les affaires relevant de la compétence des tribunaux consulaires, cette loi est appliquée de la manière suivante :

A la place du Procureur d'Etat près le tribunal de l'Etat, c'est le consul. Le tribunal d'Empire connaît en première et en dernière instance du droit d'être indemnisé.

ARTICLE 12. — Les dispositions de cette loi ne sont applicables aux sujets d'un Etat étranger, qu'autant que, suivant avis inséré dans le « Bulletin des lois de l'Empire », la réciprocité est accordée par la législation de cet Etat ou par traité diplomatique (1).

(1) Un avis du 3 mai 1906 fait connaître, par application de la loi du 14 juillet 1904, que les législations des royaumes de Danemark, de Suède et de Norvège garantissent à l'Allemagne la réciprocité de l'article 12 de cette loi, concernant les indemnités aux prévenus innocents qui ont été arrêtés. (*Annuaire de législation étrangère*, tome VI, année 1906, page 141).

QUATRIÈME PARTIE

Extension de l'indemnité, dans la loi française, aux acquittés et aux relaxés.

CHAPITRE PREMIER.

Nécessité de cette extension.

En France, depuis la loi du 8 juin 1895, la personne dont l'innocence a été proclamée à la suite d'une procédure en revision est en droit d'obtenir une indemnité en réparation du préjudice que la condamnation injuste lui a causé. Mais tout autre est la situation des personnes ayant bénéficié d'un acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu.

Sans doute, aux termes de l'article 358 du code d'instruction criminelle, l'accusé acquitté a une action en dommages-intérêts contre la partie civile.

Une action semblable lui est accordée contre ses dénonciateurs « dans le cas où ceux-ci, qui ne sont « pas comme la partie civile parties au procès, « auraient eu recours à la calomnie proprement dite,

« ou même apporté dans la dénonciation seulement
« de l'irréflexion ou de la témérité et auraient
« commis une faute lourde et occasionné un
« *damnum injuria datum*. »

Enfin il peut user, contre les juges responsables, de la voie de la prise à partie, prévue par les articles 505 et suivants du code de procédure civile.

Mais en dehors de son recours contre la partie civile et contre ses dénonciateurs, et en dehors de la prise à partie contre les magistrats, la législation existante ne fournit à l'accusé acquitté aucun moyen de se faire dédommager du préjudice souffert par l'effet d'une poursuite reconnue injuste (1), et elle ne lui accorde même pas la satisfaction si légitime cependant de voir publiée et affichée la sentence qui proclame son innocence. Cette satisfaction est également refusée à la personne bénéficiaire d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu.

(1) Emmanuel Arène, dans un article intitulé « Doux pays », a souligné avec beaucoup d'ironie la triste situation faite par le législateur aux acquittés et aux relaxés. « Ceux que la justice a
« tués moralement, écrit-il, ceux qu'elle a jetés en prison et qui,
« rendus à la liberté, ont vu devant eux se fermer toutes les
« portes : que fera-t-on pour les dédommager ? Ils sont dans une
« situation bizarre, et il aurait mieux valu pour eux qu'ils
« eussent été condamnés, qu'on les eut envoyés aux travaux
« forcés. C'eut été alors l'erreur judiciaire patente et manifeste,
« et on a fini par inventer pour cela une sorte de réparation. On
« donne des dommages-intérêts aux innocents qui reviennent du
« bagne. Mais quand il n'y a eu que de la prison préventive, il
« faut rentrer chez soi, trop heureux de s'en être tiré à si bon
« marché, et en remerciant les excellents juges de n'avoir pas
« poussé plus loin la plaisanterie. »

Cette différence faite par le législateur entre les condamnés reconnus innocents qui peuvent réclamer une indemnité, et les acquittés et les relaxés qui ne peuvent obtenir aucune réparation à raison de l'erreur provisoire dont ils ont souffert, s'explique, si l'on envisage l'indemnité allouée comme une satisfaction équitable et bienveillante, comme un secours gracieux de la part du souverain. L'Etat, qui n'est pas juridiquement responsable, qui jouit d'une complète liberté d'action pour déterminer les cas où il accordera une indemnité, limite sa générosité aux cas d'erreurs judiciaires définitives, c'est-à-dire aux cas d'erreurs les plus graves ; et s'il consent à dédommager le condamné innocent, il refuse de prendre en considération le préjudice moins important qui peut résulter d'une poursuite injustifiée. A cela rien d'illogique, puisque l'indemnité revêt un caractère facultatif.

Il ne saurait en être ainsi pour ceux qui attribuent à l'indemnité un caractère obligatoire, et prétendent que l'erreur judiciaire doit créer, au profit de la victime, un titre parfait de créance. L'Etat étant juridiquement responsable, est obligé de réparer le préjudice qu'il cause, quelle que soit l'importance de ce préjudice. Il n'y a pas lieu de distinguer suivant qu'il s'agit d'erreurs provisoires ou d'erreurs définitives. L'indemnité est un droit qu'il faut reconnaître à toute victime d'erreur judiciaire, que l'erreur soit acquise pendant l'instruction ou au cours des débats, soit qu'elle ne se trouve établie que postérieurement au jugement ou à l'arrêt. Toute personne que l'on a

poursuivie, inquiétée dans l'usage légitime qu'elle faisait de sa liberté a droit d'abord à voir cesser des poursuites dirigées contre elle sans raison ou pour un motif futile, mais elle a droit en outre à une réparation morale et pécuniaire au même titre, quoique à un degré moindre, que le condamné innocent. C'est une question de mesure, mais théoriquement la situation est la même (1).

Pour nous qui nous sommes efforcé, dans la première partie de cette étude, de baser la théorie de l'indemnité sur le principe de l'égalité des charges, la nécessité de l'extension de l'indemnité aux acquittés et aux relaxés ne peut pas être mise en doute. De même que l'innocent condamné, l'innocent acquitté ou relaxé s'est vu imposer, dans l'intérêt général, un sacrifice spécial, contraire à l'égalité des charges, et il est en droit de réclamer de la Société une compensation légitime. Peu importe que le sacrifice qui lui a été imposé ait été minime ou considérable, qu'il ait consisté en une privation de liberté, en une perte pécuniaire, ou en une simple atteinte à la considération, du moment où il est appréciable en argent, cela suffit. Comme on l'a dit

(1) « De ce qu'une poursuite aboutit à une condamnation, de
« ce qu'une autre s'arrête devant les juges de jugement ou devant
« les magistrats d'instruction, la cause du dommage n'est-elle pas
« toujours la même : une erreur de la justice ? Le quantum de
« l'indemnité peut varier, parce que la condamnation aura pu
« occasionner un préjudice plus grand que la prévention ; mais le
« préjudice ne change pas, les responsabilités sont les mêmes :
« droit dans un cas, il y a droit dans l'autre. » Sénat, 1892.
Officiel, annexe 169, p. 394.

très justement, « la différence de quantité ne change
« rien à l'essence du droit. »

Cette idée de la réparation intégrale du préjudice causé, tant par une poursuite injustifiée que par une condamnation injuste, a triomphé dans de nombreuses législations étrangères. L'Allemagne, le Danemark, la Suède, la Norvège et plusieurs cantons suisses ont étendu le bénéfice de l'indemnité aux acquittés et aux relaxés. Mais toutes ces législations subordonnent à certaines conditions l'exercice du droit à l'indemnité. C'est qu'en effet, si l'on peut admettre « comme idée de perfection le principe de
« la réparation intégrale, on est obligé de recon-
« naître qu'il ne comporte d'application pratique,
« que dans la mesure où il peut se concilier sans
« l'affaiblir, avec l'indépendance et la force indis-
« pensables au pouvoir répressif. » (1)

Cette mesure de conciliation se trouve précisé-
ment dans les restrictions que le bon sens et le droit
commun commandent d'apporter aux revendications
des victimes d'erreurs judiciaires.

(1) Le Poittevin. — *Revue Pénitentiaire*, année 1895.

CHAPITRE II

Conditions auxquelles il faut subordonner
l'extension de l'indemnité aux acquittés
et aux relaxés.

D'accord avec la plupart des législations étrangères, nous estimons que l'exercice du droit à l'indemnité doit être subordonné à certaines conditions, qui sont au nombre de trois.

Pour que l'acquitté ou le relaxé puisse obtenir des tribunaux judiciaires l'allocation d'une indemnité, il faut :

1° Que son innocence soit péremptoirement démontrée ;

2° Qu'il n'ait pas, par sa faute, donné lieu aux poursuites ;

3° Qu'il ait été détenu préventivement.

SECTION I. — *L'acquitté ou le relaxé doit prouver son innocence.*

Parmi les nombreuses personnes qui bénéficient d'un acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu, il y a une différence essentielle à établir entre celles qui sont simplement non coupables et celles qui sont complètement innocentes.

Bien que ces deux termes, innocence et non culpabilité, s'emploient couramment l'un pour l'autre, ils ne sont pourtant pas équivalents dans le langage juridique.

« L'innocence, écrit M. Le Poittevin, implique
« une certitude : il est constant que l'individu n'a
« pas commis le crime ou le délit. Le doute suffirait
« pour la non culpabilité : ni l'innocence, ni la faute
« ne sont démontrées ; la non culpabilité n'est
« qu'une négation prudente, faute de preuves con-
« vaincantes ; ce n'est pas l'affirmation, sur une
« donnée positive, de l'intégrité du prévenu. » (1).

Or, il ne saurait être question pour l'Etat d'allouer une indemnité aux personnes simplement non coupables. Quand le renvoi des poursuites est l'expression d'un doute sur la culpabilité, sans que l'innocence soit certaine, il semble juste que l'Etat invoque, lui aussi, tel qu'il est, le résultat de l'instruction ou des débats. Sans doute l'individu ne doit pas être condamné, puisque la preuve de sa culpa-

(1) Le Poittevin. — *Revue Pénitentiaire*, année 1895.

bilité n'est pas faite ; mais il n'est pas établi non plus qu'on ait eu tort de le poursuivre. Il n'y a donc pas erreur judiciaire à proprement parler : l'Etat ne doit rien (1).

Il faut d'ailleurs se pénétrer de cette idée que la réparation sociale accordée par l'Etat sous la forme d'une indemnité, ne peut être qu'un hommage rendu à l'innocence *constatée*, non à l'innocence *possible*.

« Elle est le dédommagement d'une poursuite re-
« connue injuste, non le prix d'un simple acquitte-
« ment ; autrement, sous le prétexte de dédommager
« l'innocence, on créerait une prime d'encourage-
« ment pour tous les malfaiteurs qui, à force de
« précautions et d'habileté, auraient su anéantir les
« preuves de leur crime. L'indemnité n'aurait plus
« pour cause l'erreur constatée de la Société, mais
« son impuissance à convaincre le coupable. » (2).

Mais ce n'est pas tout d'établir que l'indemnité doit être réservée aux acquittés ou aux relaxés dont l'innocence est certaine, il faut encore indiquer à quelles conditions on pourra les reconnaître.

Ici on se trouve en présence de deux systèmes.

(1) *A fortiori* aucune indemnité n'est due à l'individu dont la culpabilité est évidente, mais que le jury a acquitté sous l'empire de sentiments divers inspirés par la rigueur de la peine encourue, la durée de la prévention, l'âge, le sexe, les bons antécédents, le mobile du crime, etc... La société, en effet, n'a encouru aucune responsabilité ; la poursuite exercée en son nom est justifiée et l'acquitté ne peut s'en prendre à personne qu'à lui-même du préjudice éprouvé.

(2) Bonneville de Marsangy. — *De l'amélioration de la loi criminelle*, tome I, page 492.

Ou bien le législateur peut spécifier lui-même les cas d'innocence certaine. Il décidera, par exemple, qu'il en sera ainsi en cas de non-identité de la personne arrêtée avec la personne auteur du crime ou du délit ; en cas de non-existence du fait incriminé.

Ou bien le législateur peut confier à l'autorité judiciaire le soin de déclarer si l'innocence du prévenu est démontrée.

Ce dernier système est bien préférable. Le législateur, malgré sa bonne volonté, ne peut pas prévoir toutes les hypothèses où l'innocence d'un prévenu est susceptible d'être établie. Il doit se contenter de poser comme principe que l'indemnité est réservée aux acquittés et aux relaxés innocents, et il doit laisser aux tribunaux la faculté d'en faire une sage application aux situations plus ou moins complexes ou délicates qu'ils sont appelés à juger. Agir autrement, déterminer limitativement les cas d'innocence certaine, ce serait risquer de laisser sans dédommagement un certain nombre de victimes d'erreurs judiciaires dignes d'intérêt, ce serait méconnaître le droit qu'a tout inculpé de faire la preuve de son innocence par tous les moyens possibles.

Toutes les fois que l'individu poursuivi a pu établir son innocence, il faut que l'autorité judiciaire le déclare formellement ; et c'est cette déclaration d'innocence qui permettra à l'acquitté ou au relaxé qui en aura bénéficié de réclamer l'allocation d'une indemnité.

Mais actuellement les juridictions d'instruction et les juridictions de jugement, recherchent unique-

ment si la culpabilité de l'individu poursuivi est établie, sans se préoccuper d'attester son innocence. Il est rare, en effet, de voir un tribunal motiver une décision d'acquittement. Il ne le fait guère que sous le coup d'une véritable indignation produite par l'iniquité des poursuites, ou quand il se trouve en présence d'une personne qui a été dénoncée calomnieusement. La plupart du temps, il se contente de déclarer que le doute profite à l'accusé. On peut en dire autant des ordonnances de non-lieu, qui sont en général rédigées d'une façon un peu trop énigmatique : « attendu que la prévention n'est pas suffisamment établie ».

Une réforme s'impose donc. Elle est d'ailleurs bien facile à réaliser ; il suffit d'apporter un changement dans la pratique actuelle et d'exiger que les décisions d'acquittement et que les ordonnances de non-lieu soient motivées. Il faut obliger les juges d'instruction et les tribunaux à dégager de l'affaire qui leur est soumise la solution la plus complète dont elle est susceptible, autrement dit à attester formellement l'innocence de l'individu poursuivi toutes les fois que cela leur sera possible, c'est-à-dire quand il sera démontré que toutes les charges se sont évanouies, et qu'il ne subsiste rien contre lui, pas le moindre soupçon.

L'innocence sera déclarée dans le cas d'une instruction clôturée par une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, par l'ordonnance du juge d'instruction ou l'arrêt de la chambre des mises en accusation.

« L'inculpé pourra former opposition contre l'or-

« donnance de non-lieu qui ne déclarerait pas son
« innocence, s'il prétend qu'elle est démontrée.
« Cette opposition sera formée dans les premiers
« jours qui suivront la signification de l'ordonnance
« ou la communication à l'inculpé détenu, selon la
« distinction établie dans l'article 153 § 3 du code
« d'instruction criminelle. Le délai pour former cette
« opposition et l'opposition formée par l'inculpé
« n'empêcheront pas sa mise en liberté. Le procu-
« reur de la République, la partie civile et le procu-
« reur général auront aussi le droit de former oppo-
« sition dans les termes de l'article 155 du code
« d'instruction criminelle (1) ».

L'innocence sera déclarée devant le tribunal de police correctionnelle ou la Cour d'appel, par le jugement ou l'arrêt qui renverra le prévenu des poursuites, sur la demande formée par le prévenu, avant le prononcé du jugement ou de l'arrêt, ou même d'office.

« Le prévenu pourra interjeter appel du jugement
« de police correctionnelle qui le renverra des pour-
« suites sans déclarer son innocence, s'il prétend
« qu'elle est démontrée. Nonobstant l'appel, il sera
« immédiatement mis en liberté, conformément à
« l'article 206 du code d'instruction criminelle. La
« faculté d'appeler appartiendra au Procureur de la
« République et au Procureur Général dans les ter-
« mes des articles 202 et suivants du code d'instruc-
« tion criminelle » (2).

(1) Le Poittevin. — *Revue Pénitentiaire*, année 1896.

(2) Le Poittevin. — *Revue Pénitentiaire*, année 1896.

« En Cour d'assises, l'innocence sera déclarée par le jury qui est chargé de se prononcer de façon souveraine sur la culpabilité de l'accusé. Je sais bien que les jurés n'ont pas à motiver leur verdict, qu'ils n'ont qu'à répondre par oui ou par non à la question : « l'accusé est-il coupable ? » et que, lorsqu'ils acquittent, ils ne sont pas obligés de faire connaître sur quels motifs ils basent leur décision. Mais ne serait-il pas préférable que, de même qu'ils peuvent apprécier le degré de culpabilité de celui qu'ils condamnent en le faisant bénéficier ou non des circonstances atténuantes, de même ils puissent décider que celui qu'ils acquittent aura droit à une indemnité, en proclamant son innocence complète, si elle leur paraît établie ?

Il suffirait pour cela de faire pour le droit aux réparations ce que le code d'instruction criminelle (article 341) indique pour les circonstances atténuantes. De même qu'en cas de verdict affirmatif, le président du jury doit poser d'office la question des circonstances atténuantes, de même, en cas de verdict négatif, il devrait poser d'office la question de l'innocence certaine ; et lorsqu'elle serait résolue affirmativement par le jury, il en ferait la déclaration en ces termes : « A la majorité, l'accusé est innocent. » Si le jury avait basé son verdict sur un doute ou un sentiment de pitié, le verdict resterait muet sur ce point.

SECTION II. — *L'acquitté ou le relaxé ne doit pas avoir suscité, par sa faute, l'erreur de poursuite dont il se plaint.*

Pour que le bénéficiaire d'un acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu se voit allouer une indemnité par les tribunaux, il ne suffit pas que son innocence soit formellement reconnue, il faut encore qu'il n'ait pas suscité, par sa faute, l'erreur de poursuite dont il se plaint. Les tribunaux doivent prendre en considération les fautes que l'acquitté ou le relaxé a pu commettre et en tenir compte, soit pour diminuer le montant des dommages-intérêts, soit même pour supprimer toute indemnité. Il est indispensable, en effet, de pouvoir exclure complètement la réparation pécuniaire au cas de fautes graves du demandeur en indemnité ; autrement on verrait sans cesse se produire des dénonciations mensongères, des aveux intéressés et des crimes ou des délits simulés ayant pour but de préparer des recours en vue d'une action en dommages-intérêts. On se trouverait en présence d'individus qui, après s'être laissés poursuivre ayant en mains les preuves de leur innocence, essaieraient de tirer profit de l'erreur commise et auraient l'audace, étant seuls cause de leur malheur, de se retourner contre la société et de lui réclamer un dédommagement pour le préjudice qu'ils ont volontairement subi.

A côté des fautes lourdes, on peut en prévoir d'autres qui offrent un caractère de gravité moindre et

qui ont eu cependant leur influence sur la poursuite. Je citerai comme exemple l'omission de certains moyens de défense, un aveu échappé dans un moment de défaillance morale et rétracté ensuite. Sans doute de telles fautes ne sont point de nature à motiver le rejet complet de la demande d'indemnité, car si elles atténuent la faute sociale, elles ne la font point complètement disparaître ; mais elles doivent entrer en ligne de compte quand il s'agit de fixer le quantum des dommages-intérêts pour en diminuer le montant.

Quelques législations étrangères, comme nous le savons, se sont efforcées de déterminer expressément les cas de fautes.

Est considéré comme une faute, par exemple, d'après la loi hongroise :

1° Le fait d'avoir tenté de fuir ou d'avoir pris la fuite ;

2° Le fait de s'être faussement dénoncé et d'avoir faussement avoué ;

3° Le fait d'avoir essayé d'influencer les témoins, les coaccusés ou les experts en vue d'obtenir d'eux soit une fausse déposition, soit une expertise favorable, soit une absence complète de témoignage ou d'expertise.

Mais cette énumération limitative est forcément incomplète, aussi est-il préférable, d'accord avec la plupart des législations étrangères, de laisser aux juges le soin d'apprécier eux-mêmes, pour chaque espèce, si la victime de l'erreur judiciaire a commis une faute et si cette faute est de nature à faire écarter

sa demande d'indemnité. Au lieu de chercher à dresser la liste des fautes, le législateur doit se contenter d'employer une formule générale, laissant aux tribunaux un pouvoir souverain d'appréciation. Il doit poser seulement comme principe qu'une faute de la victime de l'erreur judiciaire permet aux tribunaux de réduire ou de supprimer l'indemnité réclamée. Mais que doit-on entendre par faute ? Dans quels cas et sous quelles conditions peut-on déclarer l'acquitté ou le relaxé responsable de l'erreur dont il a souffert ? Ce sont autant de questions que seule l'autorité judiciaire peut résoudre équitablement en s'appuyant sur les circonstances de fait. En l'absence d'un texte limitatif, les juges pourront, suivant les cas, se montrer très indulgents ou extrêmement rigoureux dans l'appréciation de la faute. Ils pourront considérer comme un fait de nature à limiter l'application du principe de la réparation l'aveu passé par le prévenu, l'omission volontaire de certains moyens de défense. Ils pourront tenir compte, pour refuser toute indemnité, des mauvais antécédents de l'acquitté ou du relaxé, de l'immoralité flagrante des actes ayant donné lieu aux poursuites ; et en le faisant, ils éviteront d'enlever à la réparation pécuniaire le caractère moralisateur qu'elle doit toujours garder (1).

(1) Cette deuxième condition, à laquelle nous subordonnons l'allocation d'une indemnité, découle de ce principe incontesté de droit privé, que nul n'est admis à réclamer des dommages-intérêts pour un tort qu'il s'est fait intentionnellement ou par faute grave. A plusieurs reprises, la Cour de Cassation a proclamé qu'il y

SECTION III. — *L'acquitté ou le relaxé doit avoir été détenu préventivement.*

Théoriquement, quand d'une part le bénéficiaire d'une ordonnance de non-lieu ou d'un acquittement a obtenu une déclaration d'innocence, et quand d'autre part il n'a commis aucune faute de nature à susciter l'erreur dont il se plaint, le droit à l'indemnité fonctionne à son profit, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la question de savoir s'il a été détenu préventivement. Quand on pose comme principe — comme nous l'avons fait dans la première partie de cette étude — que la réparation du préjudice causé par l'erreur judiciaire est un droit pour la personne qui en a été victime, on doit en déduire comme conséquence que ce droit existe dans tous les cas, quelle que soit l'importance du préjudice causé : qu'il ait consisté en une privation de liberté, en une perte pécuniaire ou en une simple atteinte à la considération. Du moment où la victime de l'erreur judiciaire est innocente et n'a pas commis de faute, elle a droit à une réparation, bien qu'elle n'ait pas été détenue préventivement.

avait lieu d'écarter, ou tout au moins de modérer au regard du demandeur en revision les conséquences de la condamnation, lorsque par ses imprudences de langage ou ses déclarations mensongères, le condamné s'était rendu suspect et avait paru se désigner aux poursuites. (Voir dans la deuxième partie de cette étude arrêt Naudin, arrêt Gamet, Léger, femme Vernay, arrêt Sophie Coudert et surtout arrêt Michaud).

Mais il est impossible de faire consacrer législativement d'un seul coup une réforme avec toutes les conséquences logiques qu'on en peut déduire ; et il est parfois habile d'en sacrifier quelques-unes pour sauver le principe lui-même. Si l'on veut, en l'espèce, faire triompher rapidement l'idée qu'une indemnité doit être accordée aux acquittés et aux relaxés innocents, il convient de savoir faire quelques concessions à ceux que la nouveauté de cette proposition effraie. Obéissant à certaines considérations pratiques et d'ordre financier (1), qui ne sont pas d'ailleurs à dédaigner, on peut restreindre le champ d'application de la réforme et décider qu'il n'y a lieu d'allouer une indemnité aux victimes d'erreur judiciaire que si elles ont été détenues préventivement (2). C'est cette façon de procéder qu'ont adoptée la plupart des législations étrangères, même les plus libérales. En effet, la loi danoise, la loi norvégienne, la loi suédoise, la loi hongroise et la loi allemande font de la détention préventive une des conditions *sine qua non* de l'allocation de toute indemnité.

Ainsi comprise, la réparation des erreurs judi-

(1) Pour l'étude de ces considérations, se reporter au chapitre III du présent titre consacré à la réfutation des objections soulevées par la réforme proposée.

(2) On pourrait toutefois, dès à présent, accorder aux acquittés et aux relaxés innocents, bien qu'ils n'aient pas été détenus préventivement, la réparation morale de la publicité. Il suffirait de décider que la décision proclamant l'innocence serait affichée et publiée aux frais du Trésor, et de permettre à l'intéressé de se faire délivrer gratuitement, comme cela se fait en matière de réhabilitation, un extrait de la sentence constatant son innocence.

ciaires ne saurait tarder à être accueillie même par les esprits les plus timorés, car l'indemnité allouée aux acquittés et aux relaxés innocents, se trouve avoir la même cause que celle allouée aux condamnés innocents : à savoir une privation injustifiée de liberté. Cette privation a occasionné dans les deux cas un préjudice grave, que l'Etat doit réparer dans la mesure du possible. Serait-il logique de reconnaître la nécessité d'une réparation pécuniaire pour emprisonnement injuste après jugement, et de se refuser à l'admettre pour emprisonnement injuste avant jugement ? L'indemnité pour détention préventive injustement subie n'apparaît-elle pas comme le corollaire indispensable de l'indemnité pour emprisonnement après une condamnation injuste ?

Et cela est d'autant plus vrai que l'emprisonnement que subit l'inculpé ressemble terriblement à celui du condamné. Entre eux, le public n'établit guère de différences. Je sais bien qu'il existe des différences entre le régime des condamnés et celui des détenus préventivement. Ces derniers, en général, peuvent se procurer des aliments au dehors ; ils portent le costume civil ; ils ne sont pas astreints au travail. Mais, d'une part, les nuances qui séparent le régime des uns et des autres ne sont pas connues du public, ce sont de simples particularités du règlement intérieur des prisons ; et, d'autre part, il n'y a pas pour les détenus préventivement de prisons différentes de celles des condamnés. Cette assimilation est fâcheuse et il convient de la déplorer ; mais elle est pour nous une raison de penser qu'il y a lieu

de traiter sur un pied d'égalité les condamnés innocents et les détenus injustement, et d'accorder aux uns et aux autres une indemnité en réparation du préjudice matériel et moral que leur cause l'emprisonnement injustifié qu'ils ont subi.

Et s'il fallait une raison de plus pour justifier l'allocation d'une indemnité au cas de détention préventive injustement subie, ne la trouverait-on pas dans ce fait qu'il y a quelque chose de choquant, je dirais même de scandaleux, à ce que le législateur (loi du 15 novembre 1892) tienne compte au condamné, pour l'imputer sur sa peine, de la détention préventive à laquelle il a été soumis et se refuse à prendre en considération, pour servir de base à une indemnité, la détention qui a été infligée à celui qui, par la suite, son innocence étant démontrée, a bénéficié d'un acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu. Ce dernier est pourtant, à tous égards, plus digne de faveur que le condamné. « Soupçonné d'un
« acte criminel, arrêté, enlevé à sa famille, il est
« soumis au dur régime et à la promiscuité de la
« prison. Il subit même, après son élargissement, la
« honte de cette détention ; malgré son acquitte-
« ment, et à plus forte raison malgré l'ordonnance
« de non-lieu, il n'est pas, le plus souvent du moins,
« absous par l'opinion publique. Pour cet homme,
« cependant, la détention préventive aura été subie
« sans compensation, sans atténuation, tandis qu'au
« contraire, celui qui aura été reconnu coupable et
« condamné comme tel, aura tout le bénéfice de la
« loi du 15 novembre 1892. Il verra imputer sa dé-

« tention sur la peine prononcée contre lui ; le temps
« qu'il aura passé en prison avant sa condamnation
« lui sera compté ; il arrivera même fréquemment
« qu'il sortira de la maison d'arrêt sans avoir été
« soumis au régime plus sévère des condamnés et
« qu'il aura subi sa peine avant même qu'elle n'ait
« été prononcée. » (1) Ne voit-on pas qu'en procédant de la sorte le législateur favorise les individus les moins intéressants ; et ne paraît-il pas profondément juste de compléter la loi du 15 novembre 1892, en décidant que toute détention préventive infligée à une personne innocente doit ouvrir à son profit une action en réparation du préjudice causé.

Cette action constitue un véritable droit pour celui qui réunit la double condition d'être déclaré innocent et d'avoir été détenu préventivement. L'Etat est obligé de lui accorder l'indemnité qu'il réclame et de réparer tout le préjudice qu'il lui a causé, sans s'occuper de savoir si sa situation de fortune est plus ou moins florissante. Cette situation de fortune ne doit être prise en considération qu'autant qu'elle peut servir à déterminer l'étendue du préjudice. Riches et pauvres ont également droit à la liberté, et quand une atteinte y est portée, cette atteinte engendre à leur profit une action en indemnité (2).

(1) *Journal des Parquets*, année 1895, p. 8.

(2) Prenant comme point de départ cette remarque que la mise en liberté sous caution met les pauvres à l'égard des riches dans une infériorité qu'il serait peut-être équitable de compenser par ailleurs, un auteur a proposé, quand la détention préventive ne dépasserait pas quinze jours, de n'accorder une indemnité qu'à

Ainsi réservée au seul cas de détention préventive injustifiée, l'indemnité prend son véritable caractère et apparaît comme une mesure indispensable, destinée à garantir la liberté individuelle contre les abus de l'arbitraire et de la force. Elle sert de contrepoids aux redoutables pouvoirs que la loi confère au juge d'instruction, en lui mettant devant les yeux les conséquences que pourrait entraîner un défaut de circonspection de sa part. Elle oblige les magistrats instructeurs à se préoccuper davantage d'abrégier la durée parfois excessive de l'incarcération préventive.

ceux qui pourraient faire preuve de leur indigence. Le dommage serait évalué en journées de travail, d'après un tarif analogue à celui qui existe pour les témoins, et l'indemnité du demandeur ne dépasserait pas le prix du nombre de journées pendant lesquelles il a été incarcéré, et de celles dont à sa sortie de prison il peut être privé. Nous croyons devoir rejeter ce système comme arbitraire et illogique.

CHAPITRE III

Objections à l'extension de l'indemnité aux acquittés et aux relaxés.

La première objection, et en même temps la plus sérieuse, que l'on formule à l'encontre de la réforme que nous préconisons est basée sur une considération d'ordre financier. L'extension de l'indemnité aux acquittés et aux relaxés serait, dit-on, une mesure extrêmement coûteuse, de nature à compromettre l'équilibre du budget. En effet, font observer nos adversaires, le nombre des acquittés devant les tribunaux correctionnels, les Cours d'appel et les Cours d'assises, s'élève en moyenne annuellement au chiffre de 15.000 ; il y a un nombre légèrement supérieur de personnes bénéficiant d'une ordonnance ou d'un ar-

rêt de non-lieu (1) ; comment peut-on songer raisonnablement à se procurer les ressources nécessaires pour indemniser tout ce monde-là ?

On pourrait répondre que « peu importe la question « d'argent, si c'est une question de justice » ; qu'il est indispensable que des situations comme celle des relaxés et des acquittés ne trouvent pas l'Etat indifférent ou dépourvu de moyens de réparation ; « que « l'Etat, chaque jour, se fait un devoir d'acquitter « envers lui-même des obligations infiniment moins « essentielles et que, tant qu'il y aura des fonds pour « récompenser la valeur et le mérite en général, l'innocent aura droit de les revendiquer par préférence (2) ».

Mais ne vaut-il pas mieux, au lieu d'écarter *à priori* l'objection sans tenir compte des nécessités budgétaires, d'essayer d'en atténuer la portée en faisant remarquer que les trois conditions : à savoir — l'innocence déclarée — l'absence de faute — une détention préventive — auxquelles nous avons subordonné l'exercice du droit à l'indemnité, sont de nature à réduire considérablement le nombre des demandes.

Pour évaluer, en effet, le coût de la réforme proposée, il ne faut pas argumenter du nombre actuel des acquittements et des ordonnances de non-lieu ; il

(1) En 1908, il y a eu, d'après la statistique criminelle, 13,429 acquittés devant les tribunaux correctionnels et les Cours d'appel, et 1,039 devant les Cours d'assises. 17,721 personnes ont bénéficié d'une ordonnance de non-lieu et 187 d'un arrêt de non-lieu.

(2) Guillot. — Des principes du nouveau code d'instruction criminelle.

faut seulement prendre en considération le nombre de beaucoup inférieur des acquittés et des relaxés qui ont été détenus préventivement. Et encore, dans cette catégorie restreinte d'individus, il faut procéder à une nouvelle sélection et n'indemniser que ceux dont l'innocence a été déclarée. Enfin, au cas où une indemnité est allouée, le montant en est parfois peu élevé, soit parce que la détention préventive n'a pas été prolongée, soit parce que l'acquitté ou le relaxé a commis une faute qui diminue dans une certaine mesure la responsabilité de l'Etat.

Au surplus, il convient de remarquer que les nations qui ont étendu le bénéfice de l'indemnité aux acquittés et aux relaxés n'ont pas, de ce fait, des finances plus obérées (1). Et cependant, il en est qui admettent le principe d'une réparation pécuniaire, même au cas d'acquiescement ou de relaxe motivé par un simple doute.

Mais si l'innovation que nous préconisons n'est pas, comme nous venons de le démontrer, ruineuse pour nos finances, il n'en est pas moins vrai qu'elle est susceptible d'accroître dans une certaine mesure les charges du Trésor public. Pour faire face aux dépenses qu'entraînerait l'indemnisation des acquittés

(1) Voir sur ce point les chiffres cités par M. Pascaud dans un article de la *Revue critique*, intitulé : « De l'indemnité à accorder aux individus indûment condamnés ou poursuivis en matière criminelle, correctionnelle ou de police ». *Revue critique*, année 1888, p. 603. Les chiffres cités par M. Legendre, dans son discours de rentrée à la conférence du stage des avocats à la Cour de Cassation (12 novembre 1892, p. 13).

et des relaxés ayant subi une détention préventive injustifiée, il faut trouver de nouvelles ressources. Où les prendre ?

On pourra d'abord se servir du boni que réalise l'Etat dans l'administration de la justice criminelle. Ce boni est assez important. « Si l'on consulte, en
« effet, les documents officiels relatifs aux dépenses
« réellement faites par l'Etat pour avance de frais
« de justice criminelle, sans recours ou sauf recours
« contre les condamnés, et qu'on les mette en regard
« des sommes recouvrées par l'Etat, soit pour ces
« frais, soit pour les amendes, on observe que le chif-
« fre des recouvrements provenant de cette double
« source l'emporte chaque année sur les avan-
« ces :

« De 1884 à 1893, on a un total :

« Montant réellement avancé par l'Etat sans re-
« cours ou sauf recours contre les condamnés :
« 55.622.493 francs.

« Recouvré par l'Etat pour frais de justice ou pour
« amendes : 75.325.689 francs.

« Il en résulte que l'Etat, en dix ans, a gagné en
« chiffres ronds 20 millions, exactement 19.703.196
« francs (1) ».

N'est-il pas équitable de faire servir à l'indemnisation de ceux que l'on a injustement poursuivis ce boni constitué par l'excédent des recouvrements sur

(1) Extrait du rapport présenté par le Ministre de la Justice au Président de la République, sur l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1893 (*Journal Officiel*, 10 mai 1896).

les avances faites par le Trésor en matière d'amendes et de frais de justice criminelle ?

Et si la somme est insuffisante, les tribunaux ne pourraient-ils pas l'augmenter en prononçant des amendes un peu plus souvent qu'ils ne le font ?

« Pourquoi, écrit M. Pascaud, dans bien des cas où
« l'on prononce avec exagération des peines corpo-
« relles, les tribunaux ne se borneraient-ils pas à n'in-
« fliger que des pénalités pécuniaires ? Lorsque les
« antécédents des inculpés sont bons, lorsque les
« faits sont peu graves, les juges ne devraient pas,
« pour certains délits comme le vol, l'escroquerie ou
« l'abus de confiance, se croire moralement obligés
« de condamner à l'emprisonnement, comme il ar-
« rive presque toujours. Mieux vaudrait prononcer
« une amende, car cette condamnation uniquement
« pécuniaire présenterait le double avantage de peser
« moins lourdement sur l'avenir des prévenus et de
« combler les vides du Trésor ».

Il est évident d'ailleurs que si les magistrats avaient la certitude que les amendes sont en partie destinées à la réparation des erreurs judiciaires, « ils auraient
« généralement soin, dans l'application de la peine,
« soit d'élever l'amende en diminuant la durée de
« l'emprisonnement, soit de substituer à l'emprison-
« nement l'amende, lorsque la loi leur permet cette
« substitution. Les sommes recouvrées à titre d'a-
« mende augmenteraient ainsi dans une assez forte
« proportion, en même temps que diminueraient,
« par voie de conséquence, dans une proportion
« semblable, les frais d'entretien et de nourriture

« des condamnés à l'emprisonnement qui sont à la charge de l'Etat (1) ».

Toutes ces ressources, mises à la disposition de l'Etat pour indemniser les détenus innocents, pourraient être encore considérablement accrues, si le législateur se décidait à modifier le taux des amendes en élevant leur maximum. Du même coup, les amendes deviendraient non seulement plus productives, mais encore plus fréquentes, car les tribunaux, qui se refusent parfois à les prononcer, parce qu'ils trouvent leur maximum trop peu élevé, et qui recourent dans ce cas à une peine d'emprisonnement, les tribunaux, pouvant désormais en proportionner le chiffre à la fortune du délinquant, s'efforceraient, toutes les fois qu'ils le pourraient, de les substituer aux peines privatives de liberté (2).

Et l'indemnisation des détenus innocents se trouverait aussi complètement assurée, sans que l'Etat ait eu à inscrire dans le budget la moindre somme pour faire face aux nouvelles dépenses occasionnées par cette réforme.

La deuxième objection que l'on soulève à l'encontre de l'indemnisation des acquittés et des relaxés innocents, est d'ordre juridique. Elle se formule ainsi : Vous allez créer deux catégories d'acquittés,

(1) Clovis Hugues. — *La France Judiciaire*.

(2) D'ailleurs, ne pourrait-on pas se procurer d'autres ressources en réalisant des économies sur les frais de justice qui sont beaucoup trop élevés ? Mais cette question est trop complexe et trop délicate pour pouvoir être examinée utilement dans le cadre de cette étude,

les acquittés innocents et les acquittés coupables. Or, cette distinction est en contradiction avec le grand principe que le doute profite à l'accusé, et que tout acquitté doit être présumé innocent.

On pourrait d'abord répondre que la distinction que l'on nous reproche de faire existe depuis un temps immémorial dans toutes les poursuites exercées par les parties civiles. N'y a-t-il pas, en effet, des acquittés à qui la justice alloue des dommages-intérêts et d'autres acquittés à qui la justice les refuse ? « Pourquoi cette différence au respect d'individus également acquittés ? C'est que les uns apparemment ont justifié leur complète innocence du fait et de la poursuite, et que les autres n'ont aucunement fait cette preuve. Qu'y a-t-il là d'étrange, et qui jamais a eu l'idée de critiquer cette différence de résultats ? Or, pourquoi ce qui est considéré comme naturel et juste dans les poursuites des parties civiles, cesserait-il de l'être dans les poursuites exercées par le ministère public seul (1) ».

D'autre part, il importe de remarquer que refuser de confondre dans une même déclaration d'acquiescement pur et simple l'innocence reconnue et le coupable acquitté, faute de preuves, ce n'est pas faire échec à la règle que le doute doit profiter à l'accusé. Cette règle, en effet, signifie simplement ceci : « qu'il serait inique d'infliger un châtiment sans une com-

(1) Bonneville de Marsangy. — *De l'amélioration de la loi criminelle.*

« plète certitude », mais elle n'implique pas que l'on puisse ou que l'on doive ne pas tenir compte des différents degrés de probabilité qui règnent dans chaque affaire. « L'homme dont le salut ne s'explique
« que par la faiblesse du jury ou le mystère du drame
« auquel reste mêlé son nom, ne peut nécessiter à
« nos yeux l'intérêt dont j'entoure celui dont l'innocence est éclatante. Que dois-je au premier ? la
« constatation pure et simple que la preuve n'est
« point faite : ce qui n'est pas d'ailleurs, entendons-
« le bien, la négation de son innocence possible,
« sinon probable. Que dois-je au second ? l'oubli de
« tout soupçon devant l'inanité des charges. Je vais
« trop loin quand j'accable celui-là d'un mépris anticipé ; demain peut-être il fera la preuve qu'il ne
« peut fournir aujourd'hui. La prudence doit être ma
« règle à son égard. Attendons ! L'estime d'autre-
« fois, l'honneur, la considération perdues : voilà à
« quoi celui-ci peut prétendre, et la loi est injuste qui
« ne lui permet pas de les reconquérir (1) ».

L'ancien droit, beaucoup plus raffiné que le nôtre en matière de casuistique légale, avait consacré cette manière de voir et distinguait deux espèces d'absolution. « On met les parties *hors de cour* lorsque
« l'innocence de l'accusé n'est pas bien pleinement
« justifiée. . . l'autre espèce de sentence d'absolution
« qui donne à l'accusé *congé* de la plainte est la plus
« honorable pour l'accusé : elle le justifie pleinement
« (Pothin, *Traité de procédure criminelle*, n° 150) ».

(1) Péan. — Thèse, l'Erreur judiciaire.

Cette distinction doit être conservée, non seulement parce qu'elle est juridique, mais encore parce qu'elle est conforme à l'équité, parce qu'elle répond à l'impérieux besoin de la conscience publique de distinguer avec certitude, entre des échappés de prison notés d'infamie, celui qui, par son innocence démontrée, a droit à une réhabilitation et à une réparation pécuniaire (1).

« Au fond n'est-il pas désirable, comme l'a écrit si
« justement M. Le Poittevin, que, quand un juge est
« en face d'une accusation et d'une défense, il dégage
« d'une affaire la solution la plus complète dont elle
« est susceptible ? Sans doute il y aura toujours une
« zone moyenne, dans laquelle seront presque uni-
« quement compris ceux qui ont commis un délit,
« mais auxquels profite l'insuffisance de preuve.
« Mais de ce qu'il y a des cas dans lesquels la lumière
« ne peut éclater, est-ce une raison suffisante pour
« la fuir, quand un honnête homme publiquement
« atteint dans sa considération, arrive à prouver son
« innocence parfaite ? »

* * *

La troisième objection que l'on nous adresse est

(1) Lors de la discussion de la loi du 8 juin 1895, M. Bérenger répondait ainsi, à la tribune du Sénat, à l'objection que nous venons de réfuter : « Par un sentiment de pitié pour l'acquitté qui
« aura bénéficié du doute, dans la crainte de voir sa situation
« empirée, on refuse à celui dont l'innocence sera reconnue le
« droit d'avoir un titre qui le proclame. Je ne puis, en vérité,
« comprendre cette pitié pour celui des deux qui la mérite le
« moins ».

tirée de ce fait que la réforme que nous préconisons est de nature à affaiblir et même à paralyser la répression. Les magistrats instructeurs, dit-on, préoccupés dans l'exercice de leurs fonctions par cette idée qu'une erreur commise dans l'arrestation d'un prévenu pourra entraîner contre l'Etat une responsabilité pécuniaire, ne seront plus aussi libres pour prendre toutes les mesures qu'exige la sécurité publique, et hésiteront souvent à ordonner les arrestations nécessaires. Ils seront intimidés par l'éventualité de cette action en indemnité qui sera comme la critique de leurs actes. Ils craindront de se compromettre, et ils n'oseront plus agir avec la promptitude qui doit caractériser leurs décisions.

La réponse à cette objection a été fournie à la Tribune du Sénat par M. Bérenger, qui a fait remarquer que la conscience du magistrat instructeur serait au contraire singulièrement soulagée par la pensée de ne plus être exposé à des erreurs irréparables ; que la plus grave préoccupation du magistrat instructeur devait être de se trouver parfois exposé à faire injustement souffrir un homme dans son honneur, dans sa fortune et dans sa personne ; que la magistrature n'avait pas besoin pour être ferme de se sentir irresponsable ; que d'ailleurs il existait une responsabilité bien autrement grave, la prise à partie, et que jamais elle n'avait empêché un magistrat d'accomplir son devoir.

Il est certain, comme l'a écrit M. Mayer, conseiller du gouvernement autrichien, dont le témoignage ne peut être taxé de partialité, que « les magistrats

« français, s'inspirant du seul sentiment de leur de-
« voir et se conformant aux nobles traditions de leur
« profession, ne se laisseront jamais influencer par
« des considérations étrangères à la tâche qui leur est
« imposée par la loi. Les juges d'instruction aux-
« quels la loi accorde un pouvoir très étendu et aux
« mains desquels elle remet avec confiance le sort
« des inculpés, ont toujours été des modèles de dé-
« vouement à leur devoir : c'est à leur discrétion,
« à leur tact, que bien souvent dans le silence de la
« loi sont abandonnées les décisions les plus graves
« et les plus délicates... Aussi ce fait que le droit à
« une indemnité serait étendu au cas d'une mise
« hors de poursuite, ne pourrait avoir aucune in-
« fluence sur la conduite de ces respectables magis-
« trats ».

CONCLUSION

La loi du 8 juin 1895 a réalisé un progrès considérable en permettant d'attribuer des dommages-intérêts aux victimes d'erreurs judiciaires dont l'innocence a été établie à la suite d'une demande en révision ; car c'est la première fois que des dommages-intérêts à la charge de l'Etat, à raison du préjudice causé par l'œuvre même de la justice, apparaissent dans nos codes.

Mais pour tous ceux qui refusent de considérer l'indemnité ainsi accordée comme un secours gracieux, et qui, lui attribuant un caractère obligatoire, voient en elle un véritable titre de créance au profit de la victime de l'erreur judiciaire, il apparaît de toute évidence que cette loi est insuffisante et a besoin d'être complétée (1). Si l'indemnité est un droit,

(1) Le 21 mai 1897, M. Charruyer a déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi ayant pour objet d'accorder une indemnité pour détention préventive aux victimes d'arrestations.

il est logique et juste que ce droit soit reconnu législativement tant à l'égard des prévenus innocents qu'à l'égard des victimes de condamnations imméritées. La distinction qu'a créée le législateur français entre les condamnés reconnus innocents qui peuvent réclamer une indemnité, et les acquittés et les relaxés innocents qui ne peuvent prétendre à aucune réparation pécuniaire, est inadmissible. On n'en voit pas la justification. « Si l'Etat est responsable des erreurs judiciaires, si elles créent contre lui un droit, sa responsabilité, le droit de la victime, sont de même nature dans un cas comme dans l'autre.

« De ce qu'une poursuite aboutit à une condamnation, de ce qu'une autre s'arrête devant les juges de jugement ou devant les magistrats instructeurs, la cause du dommage n'est-elle pas toujours la même : une erreur de la justice ? Le quantum de l'indemnité peut varier parce que la condamnation aura pu occasionner un préjudice plus grand que la prévention ; mais le préjudice ne change pas, les responsabilités sont les mêmes : droit dans un cas, il y a droit dans l'autre. » (1).

La commission du Code d'instruction criminelle a accepté le principe de cette proposition. M. le Garde des Sceaux a pris l'engagement, à la séance du 29 janvier 1898, de l'examiner avec un soin tout particulier quand elle viendrait en discussion. Mais elle n'est jamais venue en discussion !

(1) Rapport de M. Jacquin. Sénat, 1892. *Officiel*, annexe 169, page 394.

Si certaines considérations d'ordre financier ne nous permettent pas, pour le moment, de songer à dédommager toutes les personnes qui ont été l'objet de poursuites injustes, il faut, tout au moins, qu'à l'instar de la plupart des législations étrangères, nous accordions une indemnité à celles d'entre elles qui ont été détenues préventivement. L'indemnité pour détention préventive injustifiée nous apparaît comme le corollaire nécessaire et indispensable de l'indemnité pour emprisonnement après une condamnation imméritée. Ces deux indemnités se trouvent, en effet, avoir la même cause : à savoir une privation injustifiée de liberté. Or, cette privation de liberté a occasionné dans les deux cas un préjudice grave que l'Etat doit réparer dans la mesure du possible. Et tout détenu injustement qui a prouvé son innocence, doit comme le condamné dont l'innocence a été reconnue à la suite d'une demande en revision, pouvoir obtenir des tribunaux judiciaires l'allocation d'une indemnité en réparation du préjudice qu'il a subi, s'il n'a pas, par sa faute, suscité l'erreur judiciaire dont il se plaint.

Ainsi comprise et réduite à ces sages limites, l'indemnisation des acquittés et des relaxés ne saurait tarder à être consacrée par une législation républicaine, car elle constitue une réforme utile, pratiquement réalisable, répondant à un sentiment de justice et de progrès.

« La question, comme l'a écrit M. Pascaud, est
« mûre pour une discussion nouvelle, et une solu-
« tion favorable ne saurait tarder à intervenir. Les

« démocraties comme la nôtre vivent surtout d'é-
« quité et de justice ; elles ont à cœur d'entourer de
« sérieuses garanties le droit des citoyens et de
« réparer le préjudice que l'exercice du pouvoir
« social a pu leur faire éprouver. Aussi, lorsqu'il
« s'agit d'abolir une de ces iniquités dont la persis-
« tance dans notre société s'explique uniquement
« par une durée séculaire, doit-on légitimement
« espérer que bientôt le sentiment public se pro-
« noncera avec une irrésistible énergie et qu'alors
« la mesure réparatrice que nous réclamons s'im-
« posera comme une nécessité à nos législateurs. »

Ce jour-là, à côté de la Justice répressive, nous aurons la Justice réparatrice.

APPENDICE

Le Gouvernement s'est occupé de la question ces temps derniers et a fait inscrire au chapitre XVII (article 3) du budget du Ministère de la Justice, pour 1910, un crédit de 10,000 francs sous la rubrique « Secours aux individus relaxés ou acquittés. »

Une circulaire de la Chancellerie, du 22 avril 1910, est venue préciser les conditions auxquelles devait être subordonnée l'allocation de ces secours :

« Une condition principale s'impose tout d'abord :
« il faut que l'innocence du bénéficiaire soit clairement reconnue. Une ordonnance de non-lieu, un
« acquittement obtenu au bénéfice du doute, ou bien
« basé sur la difficulté d'administrer la preuve ou
« encore sur un moyen de droit, tel qu'une prescription, ne pourrait justifier une allocation de
« cette nature. On ne saurait non plus s'intéresser
« *a fortiori* à cette catégorie d'inculpés, des vagabonds le plus souvent, qui se font arrêter afin de

« profiter le plus possible du régime de la prison
« préventive et ne révèlent les circonstances exclu-
« sives du délit que devant le tribunal ou la juridic-
« tion d'appel.

« Il faut, en outre, bien qu'il ne s'agisse pas en
« réalité d'une indemnité, que le bénéficiaire du se-
« cours ait éprouvé un préjudice certain incontes-
« table, soit à cause de son arrestation, soit par
« suite de sa translation sous escorte d'un lieu dans
« un autre.

« Il est à remarquer enfin, si l'on s'en tient aux
« notes qui furent échangées, avant le vote du cré-
« dit, que ces secours ne devraient pas, en principe,
« être attribués aux prévenus libres relaxés ou ac-
« quittés. (1) »

(1) La circulaire ajoute : « Ces secours seront, en règle générale,
« accordés par la Chancellerie, sur la proposition des Parquets
« ou sur la demande des intéressés après enquête. Il ne faut pas
« se dissimuler, en effet, qu'un très grand nombre de requêtes
« seront formulées sans aucun droit, comme cela se produit
« encore en matière de revision de procès criminels. Je soumettrai
« toutes les demandes à un contrôle particulièrement rigoureux,
« car je tiens à n'allouer une somme quelconque, si minime soit-
« elle, qu'à bon escient.

« Cependant il convient d'envisager la situation de certains
« détenus qui, sans moyens de subsistance au moment de leur
« mise en liberté, ont besoin d'un secours immédiat. L'urgence
« s'impose alors, et, dans ces cas déterminés, l'initiative de
« l'allocation doit appartenir aux magistrats des Parquets. C'est
« un prévenu, par exemple, qu'il faut rapatrier, ou bien à qui il
« est nécessaire de venir en aide durant les quelques jours pendant
« lesquels il cherchera du travail. Vos substituts seront seuls en
« mesure d'accorder de tels secours qui, pour être efficaces,
« doivent être touchés sur le champ par les détenus remis en
« liberté.... »

Comme on le voit, les conditions exigées par la Chancellerie sont sensiblement les mêmes que celles auxquelles nous subordonnons l'exercice du droit à l'indemnité.

Sans doute il est regrettable que la somme inscrite soit si minime et qu'elle soit accordée à titre purement gracieux, mais il faut savoir gré au Gouvernement d'avoir remis la question à l'ordre du jour. Il faut espérer que les Chambres auront à cœur de réaliser complètement cette réforme à peine ébauchée et de voter le principe que toute détention préventive injustifiée donne à celui qui en a été victime, le droit d'intenter contre l'Etat, devant les tribunaux judiciaires, une action en réparation pécuniaire du préjudice qu'il a subi.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
R. GARRAUD.

Vu :

POUR LE DOYEN, L'ASSESEUR,
L. JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 17 Février 1912.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,
P. JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	9
PREMIÈRE PARTIE. — Nature et étendue de l'indemnité allouée aux victimes d'erreurs judiciaires.....	19
CHAPITRE PREMIER. — L'INDEMNITÉ EST UN SECOURS GRACIEUX.....	21
1 ^o Exposé de cette théorie, fondée sur le principe de l'irresponsabilité de l'Etat agissant comme puissance publique.....	22
2 ^o Réfutation de cette théorie et critique du principe de l'irresponsabilité de l'Etat.....	24
CHAPITRE II. — L'INDEMNITÉ EST UNE DETTE DE L'ETAT.....	29
Section I. — La responsabilité de l'Etat, au cas d'erreur judiciaire, découle de l'idée de faute. Responsabilité délictuelle prévue par l'article 1382 du Code civil.....	30
Section II. — La responsabilité de l'Etat, au cas d'erreur judiciaire, est une responsabilité contractuelle, dérivant du contrat social.....	35
Section III. — La responsabilité de l'Etat, au cas d'erreur judiciaire, a pour fondement l'idée de risque.....	40

	Pages
Section IV. — La responsabilité de l'Etat, au cas d'erreur judiciaire, doit être basée sur le principe de l'égalité des citoyens devant les charges publiques.....	45
DEUXIÈME PARTIE. — Le principe de l'indemnité dans la législation française.....	57
CHAPITRE PREMIER. — TENTATIVES D'APPLICATION ANTÉRIEURES A LA LOI DU 8 JUIN 1895.....	59
CHAPITRE II. — ORIGINES ET DISCUSSION DE LA LOI DU 8 JUIN 1895.....	85
Section I. — Les différentes propositions de loi.....	86
Section II. — Discussion sur le caractère obligatoire ou facultatif de l'indemnité.....	88
Section III. — Discussion au sujet de l'extension du principe de l'indemnité aux personnes ayant bénéficié d'un acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu...	102
CHAPITRE III. — LES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 8 JUIN 1895.....	120
CHAPITRE IV. — PRINCIPALES INDEMNITÉS ACCORDÉES EN VERTU DE LA LOI DU 8 JUIN 1895.....	147
TROISIÈME PARTIE. — Le principe de l'indemnité dans les législations étrangères.....	157
CHAPITRE PREMIER. — QUELQUES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES ONT CONSACRÉ DE TRÈS BONNE HEURE LE PRINCIPE DE L'INDEMNITÉ.....	159
CHAPITRE II. — NATURE DE L'INDEMNITÉ DANS LES DIFFÉRENTES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.....	165
CHAPITRE III. — ETENDUE DE L'INDEMNITÉ DANS CES DIFFÉRENTES LÉGISLATIONS.....	171
CHAPITRE IV. — CONDITIONS REQUISES POUR OBTENIR L'INDEMNITÉ.....	174
CHAPITRE V. — LA LOI ALLEMANDE DU 14 JUILLET 1904 SUR L'INDEMNITÉ A ALLOUER EN CAS DE DÉTENTION PRÉVENTIVE INJUSTEMENT SUBIE.....	181

	Pages
QUATRIÈME PARTIE. — Extension de l'indemnité, dans la loi française, aux acquittés et aux relaxés	193
CHAPITRE PREMIER. — NÉCESSITÉ DE CETTE EXTEN- SION.....	195
CHAPITRE II. — CONDITIONS QU'IL FAUT EXIGER POUR CETTE EXTENSION.....	200
Section I. — L'acquitté ou le relaxé doit prouver son innocence	201
Section II. — L'acquitté ou le relaxé ne doit pas avoir suscité, par sa faute, l'erreur de poursuite dont il se plaint.....	207
Section III. — L'acquitté ou le relaxé doit avoir été détenu préventivement.....	210
CHAPITRE III. — OBJECTIONS A L'EXTENSION DE L'IN- DEMNITÉ AUX ACQUITTÉS ET AUX RELAXÉS. RÉFUTATION DE CES OBJECTIONS	216
CONCLUSION.....	227
APPENDICE	231

TRÉVOUX. — IMPRIMERIE J. JEANNIN.
